

Affaire Elf : dix-huit mois de retard pour rechercher Alfred Sirven

CONSIDÉRÉ comme le personnage central de l'affaire Elf, Alfred Sirven n'est recherché officiellement par Interpol que depuis le 9 décembre 1998. C'est en effet à cette date, soit dix-huit mois après que les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky eurent émis un premier mandat d'arrêt international à son encontre, que la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) française a adressé à Interpol la « notice rouge » réclamant l'assistance des polices étrangères en vue d'interpeller l'ancien directeur des « affaires générales » du groupe pétrolier. Oubli ? Négligence procédurale ? Bienveillance discrète ? Intervention occulte ? Ce retard, concernant un homme que la justice soupçonne d'avoir fait transiter « plus de 1 milliard de francs » sur ses comptes suisses, est incompréhensible.

Lire page 10

L'euro conteste d'emblée l'hégémonie du dollar

- Pour son premier jour de cotation, l'euro a gagné près de 2 % face au dollar, lundi matin, sur les places financières asiatiques et européennes
- La Bourse de Paris en hausse de 2,23 % à l'ouverture
- Succès technique dans les banques
- « Le Monde » à l'heure de l'euro : trois nouvelles pages Bourses quotidiennes et le palmarès européen des sicav

LES MARCHÉS financiers ont plébiscité, lundi matin 4 janvier, la nouvelle monnaie unique européenne. Pour ses premières cotations officielles, l'euro a gagné près de 2 % face au billet vert, à 1,19 dollar. La Banque centrale européenne (BCE) serait même intervenue pour empêcher une appréciation excessive de l'euro. Les Bourses européennes ont ouvert en forte hausse : Paris s'inscrivait en progression de 2,23 % et Francfort de 2,65 %.

« C'est un bon accueil, ce n'est pas un engouement incontrôlable et absurde », a commenté le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, sur Europe 1. Il s'est réjoui du succès de l'opération technique de bascule et de conversion à l'euro. Ce chantier exceptionnel, qui a mobilisé durant le week-end plus de 100 000 personnes à travers toute l'Europe, s'est déroulé sans incidents majeurs. Il faudra toutefois attendre quelques jours pour obtenir la confirmation que tous les systèmes informatiques fonc-



- L'euro en hausse face au dollar ; le tour du monde des cotations p. 18
- Week-end stakhanoviste dans les banques et réactions politiques p. 19
- Trois nouvelles pages « Bourses » : toutes les valeurs en euros p. 21 à 23
- L'éditorial, un point de vue, la chronique de Pierre Georges p. 15, 16 et 34

tionnement convenablement. A Paris, les premiers achats réglés en euros ont eu lieu dès samedi dans plusieurs grands magasins et restaurants.

A l'occasion des premières cotations en euros de l'ensemble des valeurs européennes, *Le Monde* augmente le nombre de pages consacrées à l'information financière et boursière. La page « Tableau de bord » dont la vocation est de donner sur la vie des affaires, l'économie et l'évolution des marchés, une synthèse des informations essentielles, a été réaménagée. Une nouvelle page intitulée valeurs européennes est créée : sous les graphiques des deux grands indices boursiers européens (Euro Stoxx 50 et Stoxx 653), elle donnera quotidiennement, classés par secteurs d'activités et non plus par pays, les cours en euros des 653 plus grandes entreprises européennes. La troisième page consacrée aux valeurs françaises donne les cours en euros, avec une traduction en francs, des actions cotées à Paris.



LE MONDE publie sur dix pages, conjointement avec sept grands journaux européens, le premier palmarès des sicav et des fonds de placements commercialisés en Europe. Huit pages sont consacrées au classement de ces fonds.

Affaire Clinton : vers un compromis

Alors que les délibérations commencent mercredi au Sénat américain sur le sort de Bill Clinton, une simple « réprimande » semble être préférée à une procédure de destitution. p. 2

Le retour de M. Chevènement

Deux missions attendent le ministre de l'Intérieur : contrer Jacques Chirac sur la sécurité et contrer Daniel Cohn-Bendit aux européennes. p. 8

Succès de l'édition régionaliste

Les lecteurs apprécient de plus en plus l'édition régionaliste. Ce marché intéresse les éditeurs parisiens. p. 12

Les maladies du XXI^e siècle

A l'occasion des Entretiens du XXI^e siècle organisés par l'Unesco, Luc Montagnier et David Heymann dialoguent sur les fléaux épidémiques du siècle à venir. p. 14

Architecture et patrimoine

Premier directeur de l'architecture et du patrimoine, François Barré explique au *Monde* ses objectifs. p. 29

La mort de Rolf Liebermann

Directeur de l'Opéra de Paris de 1973 à 1980, il avait su reconquérir le public. Le compositeur suisse Rolf Liebermann est mort samedi 2 janvier à Paris. p. 31

Laxou a deux élus, et c'est ainsi que tout le canton l'a su (bis)

NANCY

de notre correspondante

« Monsieur le préfet, j'aimerais bien savoir si je suis conseiller général jusqu'en 2004. » Claude Guillaume, conseiller général de Laxou, n'imaginait pas, en interpellant le préfet de Meurthe-et-Moselle sur l'imbroglio dans lequel il se trouve plongé, que le représentant de l'Etat lui ferait savoir quelques jours plus tard qu'il était bien conseiller général, mais d'un canton qui n'existe plus !

« C'est un joli petit casse-tête », soupire le président du tribunal administratif, Daniel Giltard. La précédente majorité avait en effet procédé à un redécoupage dans l'agglomération nancéienne, qui avait officiellement pour objet de réduire les disparités démographiques entre les cantons et la moyenne départementale. Ce redécoupage avait immédiatement été attaqué par Jean-Yves Le Déaut, député PS, qui avait crié « au tripartoutillage » et raillé ce « canton du randonneur », Laxou englobant une forêt. Début 1997, le Conseil d'Etat avait avalisé cette nouvelle carte électorale avant que la section du contentieux de cette même juridiction ne dé-

cidé de l'annuler, en considérant que les écarts avaient été aggravés. Les nouveaux cantons disparaissent de fait pour laisser place à la situation antérieure. Les communes de Laxou et de Villers-lès-Nancy sont réunies pour former le canton de Laxou dans sa configuration initiale, et le canton de Villers-lès-Nancy créé en 1997, disparaît.

Le problème est que, entre-temps, les électeurs de Meurthe-et-Moselle ont renouvelé leur conseil général : Claude Guillaume (UDF) à Laxou et Pascal Jacquemin (PS), à Villers-lès-Nancy. Il y en a donc désormais un de trop. Cette étrange situation n'a pas troublé le commissaire du gouvernement, Laurent Touvet, qui déclarait dans ses conclusions : « Le département de Meurthe-et-Moselle présentera donc pendant quelques mois ou années, jusqu'aux prochaines élections, ou au prochain redécoupage de l'agglomération nancéienne, l'originalité de compter un conseiller général de plus que le nombre de cantons. »

Une chose est sûre, les deux hommes élus régulièrement le sont jusqu'au terme de leur mandat. « On ne peut pas remettre en cause leur élection, qui n'a pas été attaquée, mais

l'article L 191 du code électoral stipule qu'il y a un conseiller général par canton », remarque M. Giltard. A ce feuilletton ubuesque, le préfet de Meurthe-et-Moselle, Jean-François Denis, a ajouté un nouvel épisode, après avoir demandé une explication de texte au ministère de l'Intérieur. Dans un courrier adressé aux deux intéressés, ainsi qu'au président socialiste du conseil général, M. Denis explique que « le canton de Villers-lès-Nancy est l'héritier du canton de Laxou rétabli ».

Pascal Jacquemin, élu en 1998 à Villers, est donc conseiller général de Laxou jusqu'en 2004, tandis que Claude Guillaume devient, en quelque sorte, conseiller général flottant, élu sans terre. « Un conseiller général n'est pas propriétaire de son canton, il est membre d'une assemblée appelée à gérer l'intérêt général d'un département », fait-on remarquer à la préfecture pour tenter de justifier cette étrange situation. En attendant, les habitants du canton auront le bonheur d'être représentés à l'assemblée départementale par deux élus, un de droite et un de gauche.

Monique Raux

Lire page 13

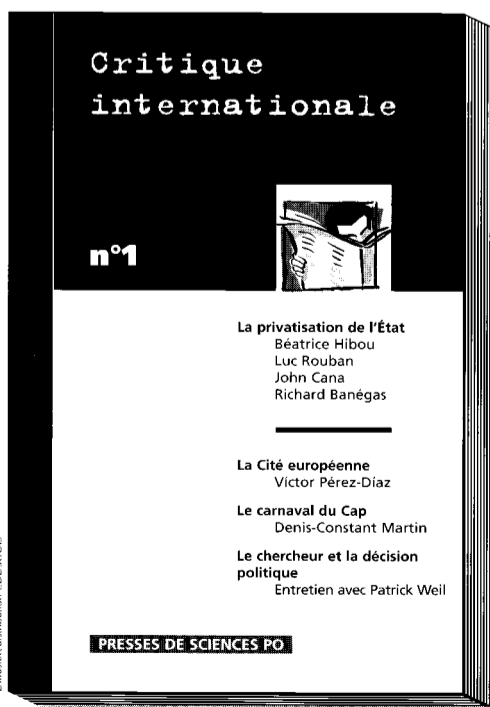
L'aventure de l'embryon

AMOUR, hasard et gènes : l'espèce humaine se reproduit toujours à l'identique, pour donner chaque fois un être différent. L'enquête de Catherine Vincent, dont nous publions aujourd'hui le premier volet, raconte l'extraordinaire aventure de l'embryon, un voyage en cinq épisodes aux sources de la vie humaine. A l'origine, une sorte de cacahuète de 35 grammes, quatre bourgeons de membres, une tête démesurée et une longue queue de vertèbres. Et, au vingt-cinquième jour, un cœur qui commence à battre. Le temps de l'empirisme est révolu. Une mère sait désormais tout du fœtus qui grandit dans son ventre, de l'éveil précoce de ses sens, des périls qui, parfois, le menacent.

Lire page 13

Une nouvelle revue

pour tous ceux qui s'intéressent à l'international
n°1 disponible en librairie, n°2 en vente le 2 février 1999



Revue trimestrielle, tarifs 1999
Offre de lancement jusqu'au 31 janvier 1999 : 5 n° compris dans l'abonnement (n° 1 à 5)
France : Etudiants : 295 F, Particuliers : 335 F, Institutions : 470 F
Étranger : Particuliers : 385 F, Institutions : 565 F
44, rue du Four 75006 Paris - Tél : 01 44 39 39 60 - Fax : 01 45 48 04 41

PRESSES DE SCIENCES PO

POINT DE VUE

L'UDF doit aller seule au combat des européennes

par Jean-Louis Boulanges

TANT que Philippe Séguin prétendra mener le combat de l'Europe sans avoir fait le choix de l'Europe, l'UDF aura le devoir d'aller seule à la bataille des européennes. Y renoncer, en l'état présent des choses, et soumettre, sur cet enjeu fondateur, sa parole à celle du président du RPR constituerait une faute originelle, une sorte d'anti-baptême qui remettrait en cause jusqu'à sa raison d'être.

La chose serait décidée : Philippe Séguin conduira la liste unique de l'Alliance aux élections européennes du 13 juin. L'intéressé y paraît déterminé, Alain Madelin indifférent, Jacques Chirac consentant et François Bayrou résigné. Pourtant, réunis à Lille il y a quelques semaines, les membres du conseil national de l'UDF ont clairement signifié à leurs dirigeants que l'option Séguin était, à leurs yeux, inacceptable.

Au nom de quoi faudrait-il confier la responsabilité du combat européen commun à l'homme qui

a symbolisé au cours des années 90 le refus de la politique européenne commune du RPR et de l'UDF ? Pourquoi, au terme d'une longue et rude bataille pour l'euro, le vainqueur offrirait-il ses troupes triomphantes au général vaincu ?

La justification de l'appel à un eurosceptique historique pour conduire la liste européenne de l'opposition tient tout entière dans ce postulat : avec le lancement de l'euro, les pro-européens ont totalement et définitivement gagné la partie. Le dossier européen étant clos, il est devenu possible de l'évacuer de la campagne pour lui substituer une mobilisation anti-socialiste sur des thèmes franco-français.

Lire la suite page 17 et nos informations page 6

Jean-Louis Boulanges est député au Parlement européen (liste de l'Union UDF-RPR) et président de la section française du Mouvement européen.

Six ballons autour du globe



LE TOUR du monde en ballon sans escale est l'une des dernières grandes aventures de l'histoire aérienne. Après l'échec de l'homme d'affaires britannique Richard Branson, six autres concurrents, dont le psychiatre suisse Bertrand Piccard, quarante ans, s'apprentent à décoller. La plupart doivent toutefois attendre l'autorisation des autorités chinoises pour survoler leur territoire.

Lire pages 24 et 25

International.....	2	Aujourd'hui.....	24
France.....	6	Météorologie, jeux ..	27
Société.....	10	Carnet.....	28
Régions.....	12	Culture.....	29
Horizons.....	13	Guide culturel.....	31
Entreprises.....	18	Kiosque.....	32
Communication.....	20	Abonnements.....	32
Tableau de bord.....	21	Radio-Télévision.....	33

M 0147 - 105 - 7,50 F



ÉTATS-UNIS Le Congrès américain reprend ses travaux, mercredi 6 janvier, et le Sénat doit se prononcer sur l'impeachment de Bill Clinton. Les républicains pas plus que les dé-

mocrates ne semblent souhaiter un long procès. ● UN COMPROMIS paraît s'ébaucher à l'initiative de Trent Lott, le chef de file de la majorité républicaine au Sénat : après une pré-

sentation rapide de l'accusation et de la défense, un vote de procédure interviendrait, précédant une motion de « réprimande » (censure) du président. ● LE PRÉSIDENT américain a

proposé, samedi 2 janvier, une sensible augmentation du budget de la défense. Il demande un accroissement des crédits militaires de 110 milliards de dollars (94 milliards d'euros) sur six ans. ● AVEC CUBA, les relations sont toujours dans l'impasse au moment du quarantième anniversaire de la prise de pouvoir de Fidel Castro.

ros) sur six ans. ● AVEC CUBA, les relations sont toujours dans l'impasse au moment du quarantième anniversaire de la prise de pouvoir de Fidel Castro.

Un compromis sur le sort de Bill Clinton paraît s'ébaucher au Sénat

Les cent membres de la Chambre haute vont délibérer à partir du mercredi 6 janvier à Washington sur la destitution de Bill Clinton. Une simple « censure » du chef de la Maison Blanche pourrait se substituer à une procédure d'impeachment jugée traumatisante et impopulaire

WASHINGTON

de notre correspondant

On ne va pas encore parler de ça ! La lassitude était générale en ce début d'année s'agissant de l'interminable saga de l'impeachment du président Bill Clinton. Après quoi on en parlait quand même, comme à regret, en pesant sur le fait que l'on avait fini 1998 sur le vote de la Chambre des représentants recommandant la destitution du président américain et que 1999 s'ouvrirait sur la convocation du Sénat réuni en tribunal pour le juger.

Et beaucoup n'hésitaient pas à dénoncer l'hypocrisie du groupe de plus en plus réduit - mais toujours ô combien actif - de républicains de droite déterminés à faire chuter un président dont ils n'ont toujours pas accepté la légitimité démocratique. N'a-t-on pas assisté la semaine dernière à un événement peu fréquent : l'incarcération d'un gouverneur républicain, condamné à un an ferme de détention pour corruption !

D'un côté comme de l'autre de l'Atlantique, les turpitudes d'un politicien ou d'un parti rejail-

lissent généralement sur l'ensemble du monde politique. Et celles de M. Clinton sont considérées par nombre d'Américains comme typiques du comportement de ceux qui les gouvernent, du moins sur le plan national.

Ce qui lui est reproché, se demandent les uns et affirment les autres - « preuves » à l'appui -, ne serait au fond qu'un travers masculin assez banal, et bon nombre de ses critiques feraient preuve dans cette affaire d'une bonne dose d'hypocrisie.

Bill Clinton joue son image dans les livres d'histoire

Mais, pour le moment, c'est Bill Clinton qui doit se présenter devant ses juges après la rentrée du 106^e Congrès, mercredi 6 janvier.

C'est lui qui doit défendre une réputation entachée aux yeux de ses

compatriotes et de l'Histoire, et éviter de devenir le premier président des Etats-Unis à être destitué. Les chiffres jouent en sa faveur. Il est en effet impossible, dans le contexte actuel, que les deux tiers requis des sénateurs - soit 67 - votent contre lui.

Il faudrait, pour cela, une unanimité impossible des républicains et la défection de douze démocrates, ce à quoi aucun analyste politique ne croit. D'où cette proposition de compromis que fait circuler le chef de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott, pourtant connu comme un conservateur bon teint (*Le Monde* du 2 janvier).

Aux termes de cette initiative bipartite, les sénateurs entendraient brièvement l'accusation et la défense avant de décider si l'affaire est assez grave pour mériter un procès en bonne et due forme. En réalité, il s'agirait de compter les voix car, quelles que soient les accusations portées contre Bill Clinton, l'absence d'une majorité qualifiée signifierait son acquittement à l'issue d'une procédure longue, traumatisante et impopu-

laire, et dont les premières victimes seraient les élus républicains lors des élections de novembre 2000. Pendant des mois, point de travail parlementaire, un programme



FANCHO

électoral à l'abandon, la paralysie de l'Etat, ce qui donnerait aux démocrates des armes rêvées pour partir à la reconquête du Congrès.

Le sénateur Trent Lott l'a bien compris qui, une fois n'est pas

électoral à l'abandon, la paralysie de l'Etat, ce qui donnerait aux démocrates des armes rêvées pour partir à la reconquête du Congrès.

Le sénateur Trent Lott l'a bien compris qui, une fois n'est pas

coutume, s'est démarqué de ses amis conservateurs de la droite religieuse. Mais il devra faire preuve d'une grande détermination pour résister aux pressions, aux campagnes indignées, voire même aux menaces de ceux-ci. Si, mathématiquement, l'appui d'une minorité de républicains serait suffisante pour faire passer son initiative, elle serait politiquement dommageable si elle ne recueillait pas les votes de la majorité des sénateurs de son parti.

Mais la procédure de destitution - incertaine car elle n'a servi qu'une fois, en 1868, sans aboutir, pour Andrew Johnson - permet néanmoins à un seul sénateur de demander à n'importe quel moment un vote sur l'interruption ou l'arrêt de la procédure, et à 51 d'entre eux de décider de clore le débat une fois pour toutes.

Dans cette partie de poker menteur où chacun dissimule ses intentions tout en essayant de contraindre l'adversaire à se découvrir, c'est Bill Clinton pour qui joue le plus gros jeu : son image dans les livres d'histoire. Mais sa vie politique s'achèvera au plus tard en janvier 2001. Républicains et démocrates jouent donc au moins autant le sort du président que leur propre avenir ; c'est pourquoi ils s'efforcent de reconsidérer leurs adversaires aux yeux des électeurs en leur faisant endosser la responsabilité d'un éventuel procès. La situation est trop floue pour le moment, et l'indépendance des sénateurs trop chatouilleuse, pour que l'issue soit claire. Toutes les options demeurent ouvertes.

Le premier acte significatif de la rentrée sera l'élection, mercredi, du nouveau speaker (président) de la Chambre. Ce devrait être le falot Dennis Hastert, républicain de l'Illinois, qui bénéficierait des suffrages de ses amis politiques : il faut bien que ceux-ci remplacent celui qu'ils avaient choisi il y a quelques semaines, Bob Livingston, et que la révélation de ses aventures extraconjugales avait contraint à la démission.

P. de B.

Patrice de Beer

Les deux articles de destitution retenus

Le Sénat va décider du sort du président Bill Clinton sur la base d'un acte d'accusation constitué par les deux articles de destitution votés le 19 décembre par la Chambre des représentants.

● **L'article I** accuse Bill Clinton d'avoir « volontairement fourni un témoignage parjure, faux et trompeur au grand jury » (chambre de mise en accusation) le 17 août sur « la nature et les détails de sa relation avec » Monica Lewinsky, présentée comme « une employée subalterne du gouvernement ».

● **L'article II** accuse le président de s'être « engagé, personnellement et au travers de ses subordonnés et agents, dans un type de conduite ou de complot visant à retarder, entraver, camoufler et dissimuler l'existence de preuves et témoignages liés » à

l'affaire Paula Jones. M. Clinton est également accusé d'avoir « frauduleusement encouragé » Monica Lewinsky à « fournir une déclaration sous serment qu'il savait être entachée de parjure, fausse et trompeuse », de s'« être lui-même engagé dans un complot visant à dissimuler des preuves » et d'avoir « réussi à fournir à Monica Lewinsky une aide pour trouver un emploi afin de frauduleusement prévenir [son] témoignage honnête ».

● **La Chambre des représentants** (Chambre basse du Parlement) a rejeté, à l'occasion de son vote historique du 19 décembre, les deux autres articles de destitution qui lui avaient été présentés par sa commission judiciaire. Le premier accusait Bill Clinton de « faux témoignage » lors de sa déposition du 17 janvier 1998 dans l'affaire Paula Jones, le second l'accusait d'« abus de pouvoir ».

Le président souhaite augmenter le budget de la défense

WASHINGTON

de notre correspondant

Le président Clinton a annoncé, samedi 2 janvier, son intention d'augmenter considérablement le budget de la défense. Dans une allocution radiodiffusée, il a déclaré : « Nous devons entreprendre cet effort aujourd'hui, afin que notre nation demeure demain forte et en sécurité. » Douze milliards de dollars supplémentaires devraient être inscrits pour le Pentagone dans le projet pour la prochaine année fiscale, ce qui porterait celui-ci à 296 milliards de dollars (environ 252 milliards d'euros). Au total, quelque 110 milliards de dollars seraient débloqués sur six ans. Il s'agit de la première hausse notable depuis quinze ans, c'est-à-dire pendant l'ère Reaganienne, qui coïncidait avec les dernières années de la guerre froide.

REÉVALUATION DE LA SOLDE DES MILITAIRES

Les généraux avaient réclamé beaucoup plus, soit 148 milliards sur six ans. Cela fait des mois qu'ils font du lobbying dans ce sens, auprès de l'administration comme du Congrès. Ils étaient ainsi intervenus lors de la récente discussion du budget de la défense. Le Pentagone semble, du moins officiellement, se contenter

de l'enveloppe promise, qui « satisfait ses besoins les plus urgents ». Les républicains, qui accusent depuis des années Bill Clinton de ne pas dépenser assez, ont dénoncé un chiffre qualifié d'insuffisant.

Ces nouveaux crédits devraient permettre une réévaluation de la solde (+4,4 %) et des pensions de 1,4 million de militaires, en majorité dans les carrières spécialisées où la concurrence des salaires du secteur privé est la plus forte. Ils devraient surtout être affectés à l'achat de nouveaux matériels encore plus sophistiqués et à l'amélioration de l'état de préparation des forces armées.

Mais ces dépenses sont critiquées par ceux qui estiment que le budget de la défense est déjà disproportionné par rapport à ceux des Etats potentiellement menaçants comme la Russie ou la Chine. « Cela n'a aucun sens de dépenser des milliards supplémentaires pour acheter des systèmes d'armes plaqué or alors que personne ne peut rivaliser avec nous. C'est une mentalité qui date de la guerre froide », a ainsi déclaré au *Washington Post* Michael O'Hanlon, de la Brookings Institution.

P. de B.

Patrice de Beer

W. G. SEBALD Les Emigrants

RÉCITS TRADUITS DE L'ALLEMAND PAR PATRICK CHARBONNEAU

«Un livre ne vaut la peine d'être lu que s'il vaut celle d'être relu. Cette année, le seul livre nouveau que j'ai lu dont je sois sûre qu'il appartient à cette catégorie est *Les Emigrants* de W. G. Sebald.»

Susan Sontag,
Libération

ACTES SUD

WASHINGTON

de notre correspondant

Le quarantième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro (*Le Monde* daté 3-4 janvier) a été accueilli dans l'indifférence générale aux Etats-Unis. Les relations américano-cubaines paraissent si profondément gelées que personne n'envisage de changement rapide et que rares sont ceux qui sont prêts à prendre des risques politiques pour changer le statu quo.

Si la loi Helms-Burton (1996) continue de régir un embargo total qui tient lieu de politique américaine depuis le début des années 60, on sent soudain un léger frémissement. Le département d'Etat reste arc-bouté sur l'embargo, comme le confirment les récents propos du coordinateur des affaires cubaines, Michel Ranneberger, et du sous-secrétaire d'Etat aux affaires économiques, Stuart Eizenstat, mais certains s'interrogent sur le bien-fondé de cet immobilisme dix ans après la chute du mur de Berlin. Plusieurs personnalités - en majorité républicaines - viennent de demander la création d'une commission présidentielle pour réfléchir sur une politique qui a montré les limites de son efficacité. On y retrouve d'anciens secrétaires d'Etat comme Henry Kissinger, Lawrence Eagleburger, William Rodgers ou George Schultz, et une quinzaine de sénateurs, certains républicains ultraconservateurs.

On a voté loi après loi, en faisant croire que cela ferait chuter Castro, explique Gary Jarmin, un

homme d'affaires républicain qui préside la Fondation américano-cubaine et qui est à l'origine de cette initiative. « Quand on m'a dit que la loi Helms-Burton était l'ultime pièce du dispositif pour renverser Fidel, je l'ai cru. Aujourd'hui, je suis heureux qu'on l'ait votée : elle est la preuve que cette politique ne marche pas. C'est un texte ridicule, le plus beau cadeau qu'on ait offert à Castro depuis la baie des Cochons : il lui permet de renforcer sa position dans l'île et de construire une alliance internationale contre les Etats-Unis. »

« AUCUNE IMPORTANCE STRATÉGIQUE »

M. Jarmin n'est pas un idéaliste ; il est agacé de voir les réfugiés de la Fondation nationale cubano-américaine dicter à son gouvernement sa politique envers La Havane. Pour lui, « le meilleur moyen d'affaiblir Castro et que ça change, c'est de soumettre Cuba à un maximum d'influence américaine à travers l'économie, la poli-

tique, l'éducation, la religion, le tourisme ». Cette initiative a-t-elle un avenir ? Paradoxalement, Wayne Smith, qui représenta par deux fois le département d'Etat à La Havane et qui travaille au Centre de politique internationale (CIP) de Washington, un de ces « gauchistes » cités par M. Jarmin, est peu optimiste. La volonté de changement lui paraît aussi absente d'un côté que de l'autre et il estime que rien ne se passera avant le départ de Fidel Castro. « Cuba est un tout petit marché de onze millions d'habitants et l'embargo ne nous coûte pas cher. Pourtant, le Pentagone a reconnu que, depuis la fin de la guerre froide, l'île ne représentait plus une menace pour les Etats-Unis et n'avait plus aucune importance stratégique. »

Dirigeants américains et cubains semblent donc se prêter la main dans une politique de l'absurde. L'embargo renforce les durs du régime, les anciens de la Sierra Maestra qui n'auraient plus

Deux Nobel de littérature font l'éloge de Fidel Castro

Gabriel Garcia Marquez a affirmé avoir été « surpris par Fidel : il est chaque jour plus fort ». « Ce qui m'a le plus frappé dans son discours, et ce que l'on remarque le moins, c'est qu'il est un grand écrivain », a jugé l'auteur colombien, après avoir écouté, vendredi 1^{er} janvier, son discours pour le 40^e anniversaire de la révolution cubaine en compagnie d'un autre Prix Nobel de littérature, le Portugais José Saramago. Le Lider maximo a « clairement démontré que s'il y a une possibilité que l'être humain soit vraiment humain, cette possibilité existe ici », à Cuba, a estimé pour sa part José Saramago. « Nous le savons, il y a des problèmes à Cuba. Mais Cuba résoudra ses problèmes. Toujours dans la bonne direction, avec toutes ses contradictions, ses tensions internes, ses problèmes », a assuré l'écrivain portugais.

P. de B.

Ecrire, publier et lire au pays

Linguistique, ethnologique, historique, architecturale et maintenant romanesque : l'édition régionaliste engrange les succès. Elle répond aux attentes de lecteurs de plus en plus attachés à leurs racines. Depuis peu, les grandes maisons parisiennes ont entrepris de s'implanter sur ce marché

PLUS les Français sont urbanisés, plus ils rêvent de la campagne ; de cette campagne où, dans leur grande majorité, vivaient leurs parents ou grands-parents. Pour essayer de retrouver un passé rural, le plus souvent idéalisé, quoi de mieux qu'un beau livre d'art, un guide, un roman ou... une modeste plaquette, tirée à quelques centaines d'exemplaires, peut-être, mais qui, plaisir suprême, sera celle qui parlera du village ancestral ou du métier perdu du grand-oncle ?

Depuis les années 70 ou 80, venant rejoindre quelques anciennes et solides maisons d'imprimerie-édition – dont les fondateurs n'ont jamais été tentés par « l'aventure parisienne » –, des dizaines d'éditeurs en région, comme ils aiment se qualifier, ont ouvert boutique dans la plupart des départements comme l'on entre en sacerdoce. Beaucoup tiennent encore bon et se sont fait une place de qualité au niveau régional et national.

Bien qu'aucune étude ou prospective d'ensemble n'ait été menée sur la question – pas plus au ministère de la culture qu'au Centre national du livre (CNL) –, tout le monde reconnaît que le marché du régionalisme se porte bien et a de beaux jours devant lui.

Le temps des débuts brouillons est terminé. Place au professionnalisme et à la maturité : l'on peaufine les acquis grâce aux moyens techniques toujours plus performants qui amènent une qualité remarquable des ouvrages.

« On essaie de faire du régionalisme de qualité et nous diffusons nous-mêmes, ce qui est primordial car on a des réponses immédiates sur les ventes », explique ainsi Bernard Tardien, responsable des éditions Fanlac de Périgueux. Tradition, qualité, fonctionnalité sont les trois atouts de cette maison d'édition renommée, créée en 1943

par Pierre Fanlac, un authentique enfant du Périgord. « Nous travaillons toujours dans la même tradition, insiste son gendre et successeur, mais avec des moyens techniques nettement améliorés. » « Sur certains ouvrages, comme Truffe et trufficulture, nous avons fait des scores importants. La bonne tendance est de ne pas hésiter à faire machine arrière lorsqu'il le faut, et de travailler en amont sur la qualité », dit-il encore.

INQUIÉTUDE

Alors, tout irait-il pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Si ces éditeurs en région indépendants gèrent au mieux leurs terri-

toires avec des percées sur le plan national, ils laissent cependant poindre une certaine inquiétude face aux appétits des grandes locomotives de l'édition qui exploitent depuis peu le filon.

Gallimard, par exemple, avec ses guides régionaux à l'iconographie soignée – « mais au détriment de la qualité du texte », disent leurs détracteurs – a fait une entrée remarquée sur ce marché, bousculant ceux qui étaient déjà sur le terrain. Dès lors, le foisonnement de titres donne l'impression d'un marché en pleine explosion.

« Mais, avertit André Bonneton, des éditions du même nom, nous avons plus de peine à vendre, car

l'offre augmente plus vite que la demande. » Les éditions Bonneton, créées à Paris en 1978, ont bâti leur réputation sur les encyclopédies régionales. Elles n'hésitent pas à diversifier leur catalogue (80 titres) et à produire des livres bon marché pour soutenir les ventes.

L'éditeur estime, lui aussi, que le gros problème est celui de la diffusion-distribution. Cette dernière revient très chère pour les petites ou moyennes entreprises comme la sienne, alors que les grosses maisons bénéficient de leur propre circuit.

Certains médias régionaux ont saisi tout l'avantage de posséder un réseau de distribution et se sont

lancés, eux aussi, dans l'édition. Ovest-France en est l'exemple le plus typique. Mais ce n'est pas le seul. Des entreprises de moindre importance sont également dans la course telles celle menée par L'Yonne républicaine (Auxerre) qui, depuis juin 1998, a sa maison d'édition ou celle du Républicain Lorrain (Metz) qui a sauté le pas depuis vingt ans.

« La demande est constante depuis une dizaine d'années et le lectorat plus jeune », explique M. Balderacchi des éditions Serpenoise, fondées par la PDG du Républicain Lorrain, Marguerite Phal de Mange. « Je pense qu'il y a plus d'offres qu'avant parce qu'il y a plus

de monde sur ce créneau, mais offres et demandes s'équilibrent souvent », précise-t-elle. Les éditions Serpenoise, « leader dans l'est de la France », qui ont un catalogue de 250 titres pour un chiffre d'affaires moyen de 5,5 millions de francs (838 415 euros) privilégient le patrimoine et l'histoire de la Lorraine.

L'histoire, d'ailleurs, reste un domaine qui jouit de la faveur d'un large public. Les éditions Bordesoules (Saint-Jean-d'Angely, Charentes-Maritimes) en ont fait leur spécialité. Leur riche « Histoire de chaque département de la France par les documents, de la préhistoire à nos jours » compte déjà plus d'une quinzaine de titres.

Colporteur de l'écrit en Occitanie

C'EST LA FÊTE du vin à Luri (Haute-Corse), un jour d'été. Entre vendeurs de beignets au bruccio, gâteaux à la farine de châtaigne et charcuterie locale, un stand de livres bien achalandé : il est tenu par Jeanine Leconte-Raffalli, écrivain et directrice de la librairie Le point de rencontre à Bastia. Un bref regard et quelques pages tournées montrent qu'il s'agit pour l'essentiel de réimpressions d'ouvrages à caractère historique, culturel ou folklorique consacrés à la Corse à la fin du siècle dernier par des auteurs de l'île ou du Continent.

En bonne place, entre monographies locales, biographies, récits de drames et de vendettas, essais, romans, poésies, traités de cuisine locale, chansons et musiques, figure la monumentale *Histoire de l'île de Corse*, une réimpression dans le texte de l'ouvrage de R. J. Pommereul de 1779. Une bible pour les mordus de l'histoire de l'île de Beauté. Cet ouvrage a revu le jour, ainsi qu'une centaine d'autres d'importance inégale qui auraient pu sombrer dans l'oubli, grâce à l'éditeur nîmois Christian Lacour (éditions Lacour-Ollé).

Atypique personnage que cet éditeur-imprimeur-libraire dont la librairie – l'une des plus anciennes de France – campe sur la voie domi-

tienne, et qui affirme qu'il se situe au dixième rang des éditeurs français (sur un total de 3 558), juste derrière les grandes maisons, et au premier rang des éditeurs régionalistes. Une honnête place que confirme le classement national établi en 1997 par l'indicateur annuel *Livres hebdo*. Christian Lacour ne clame-t-il pas avec verve, en dépit d'un chiffre d'affaires modique, sa maison a publié en quinze ans plus de 2 000 titres ? « Cela me conforte dans l'idée que l'on peut être installé en province », se réjouit-il.

LIVRES OUBLIÉS

Héritier d'une longue lignée de « colporteurs de l'écrit », originaire du Comminges, dans la Haute-Garonne, dont les ancêtres ont sillonné la France de 1791 à 1869, avant de se sédentariser à Nîmes, Christian Lacour a tôt fait de se spécialiser dans la réédition d'ouvrages épuisés des dix-huitième et dix-neuvième siècles. Entre 70 et 80 % des livres qu'il publie sont des rééditions de « livres oubliés ». Ceux-là mêmes qui circulaient dans les campagnes à l'âge d'or de la deuxième révolution industrielle, lorsque « la linotype et le goût de la lecture communautaire ont rendu le livre accessible au plus grand nombre ».

Lorsqu'il se déplace, l'éditeur nîmois continue

de travailler à la manière de ses arrière-arrière-grands-parents, ne concédant à la modernité qu'une voiture et un téléphone portable. Ses zones de chalandise ? « La grande Occitanie », la Lorraine et la Corse, qu'il prospecte avec quatre colporteurs, comme il les appelle toujours, et non des agents commerciaux. Son circuit de diffusion ? « Foin des villes où les libraires sont nombreux et où les livres se trouvent à foison. Mon lectorat le plus fidèle – et là je n'ai pas de concurrent ! – se trouve être dans les villages, les bourgades. » Ses points de vente ? « Sur environ 2 000 dépositaires, moins de 5 % sont des professionnels » : petits dépôts de presse, épicerie, cafés, merceries, fêtes ou foires de villages sont là pour diffuser les ouvrages du catalogue Lacour.

Ainsi, pour la Corse, Christian Lacour s'enorgueillit de disposer – mis à part deux librairies à Bastia et à Ajaccio – de près de 80 points de vente, y compris dans de minuscules villages de montagne. De cette manière pénètre dans les foyers insulaires pratiquement tout ce qui a pu être édité sur Napoléon et ses campagnes, mais aussi tout ce qui touche de près ou de loin au patrimoine « identitaire » de l'île de Beauté.

Jean Menanteau

Le foisonnement éditorial breton

RENNES
de notre correspondante régionale
« Nous avons créé notre maison d'édition parce que nous ne trouvions pas les livres que nous cherchions. Nous avons pensé que le public ne les trouvait pas non plus. » C'est à Paris que Stéphane Thommeret et Dominique Poisson ont lancé Terre de brume, voilà bientôt dix ans. Installés à Rennes depuis 1991, « parce qu'il était ridicule de travailler sur la culture bretonne depuis le 15^e arrondissement », les deux amis puisent leur inspiration d'éditeurs dans leurs origines armoricaines.

Ils fouillent le patrimoine breton, exhumant des recueils de traditions populaires, publient de nouvelles éditions des grands collecteurs Le Braz, Luzel ou Cadic. « Ce patrimoine était introuvable. On devait le redonner aux Bretons », explique Dominique Poisson. Le rythme de parution, d'abord modeste, s'accélère au fil des ans. Aujourd'hui, Terre de brume, qui s'enrichit régulièrement de nouvelles collections, sort plus de vingt-cinq titres par an, toujours en lien avec le monde celtique.

Terre de brume a décollé grâce au réseau de distribution de Ovest France, la première maison d'édition bretonne, avec laquelle les deux éditeurs ont signé un contrat en 1993. Ils ont aussi satisfait une demande : « La dimension du conte et de la féerie fait rêver », reconnaît Stéphane Thommeret. « Les Bretons sont très demandeurs de culture. On le voit sur le plan musical et festif. Le livre est également bien servi », observe Dominique Poisson.

« Les Bretons sont de gros lecteurs, le taux de fréquentation des bibliothèques le prouve, confirme Bernard Le Nail, directeur de l'Institut culturel de Bretagne. Il existe aussi ici un patriotisme culturel très fort. » Avec les touristes nombreux qui ramènent des souvenirs reliés de leurs étés, le livre d'intérêt régional peut donc être un fonds de commerce rentable. Selon l'Institut culturel, plus de quatre-vingts éditeurs bretons publient chaque année environ mille titres.

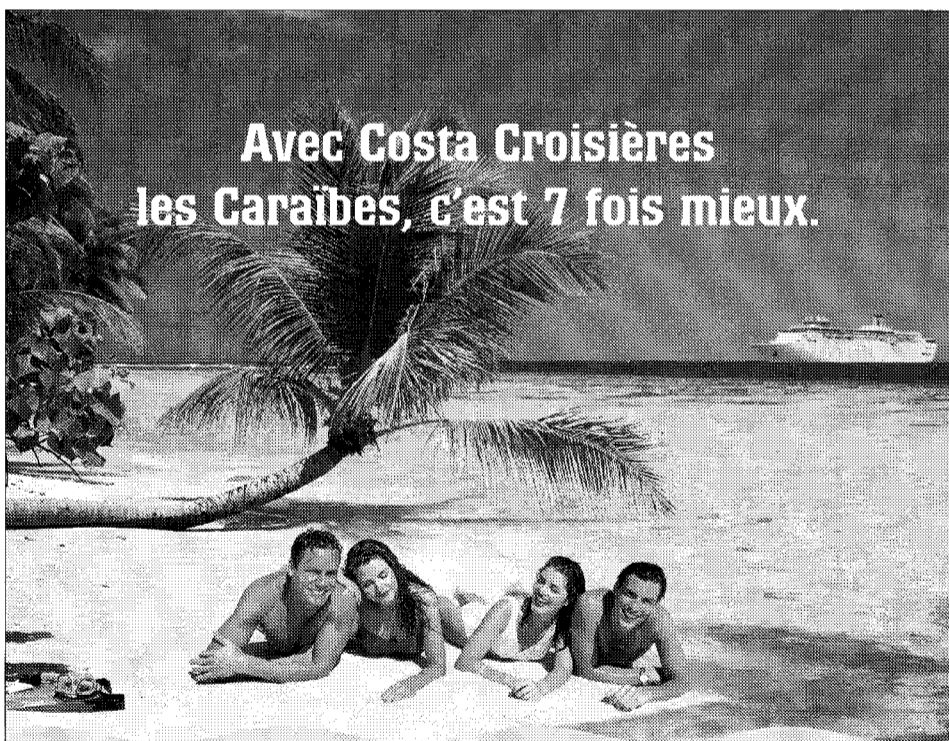
Derrière le géant Ovest France, une douzaine de maisons de taille moyenne vivent de leur activité. Parmi elles, Le Chasse-marée, spécialiste du très beau livre et qui publie la revue *Ar Men* ; L'Encre de marine, centrée sur le monde marin ; Coop Breizh, relais du mouvement culturel breton ; Liv'édition ; Apogée... L'édition en langue bretonne représente 10 % à 15 % de la production régionale. Enfin, une multitude de petits éditeurs, associations, sociétés d'histoire locale, produisent un à cinq livres par an.

TOUTE ORIGINE GÉOGRAPHIQUE

Pour Claude Greis, conseiller pour le livre et la lecture à la direction régionale des affaires culturelles, « il sort beaucoup de livres de photos, d'histoire locale, des essais sur l'identité régionale, des tentatives d'études sociologiques, sans oublier le roman régional, qui continue à bien se porter ». Mais il souligne que les éditeurs installés dans la région ne publient pas seulement des livres sur la Bretagne à l'intention d'un lectorat local. Il cite Folle avoine, qui édite de la littérature de toute origine géographique, La Digitale, installée à Quimper, spécialisée dans le mouvement ouvrier et libertaire en Europe...

« Nos bouquins sont évidemment moins faciles à vendre à Lyon, à Bordeaux, ou à Strasbourg, reconnaissent les fondateurs de Terre de brume. Mais ils se vendent partout. Il y a peu de temps, on nous a parlé d'une librairie à Pontarlier où la vitrine nous était consacrée... » Les deux hommes, qui après avoir lancé une collection science-fiction s'approprient à éditer des polars au format livre de poche, ont l'ambition à terme de fournir à tous les auteurs qui écrivent en Bretagne ou dans le monde celtique un relais régional. « Nous voudrions prouver que les auteurs ne sont pas obligés d'aller à Paris pour se faire publier, et qu'ils n'ont pas honte de venir chez un éditeur régional », parie Dominique Poisson.

Gaëlle Dupont



Avec Costa Croisières
les Caraïbes, c'est 7 fois mieux.

Embarquez pour 7 jours/7 îles Caraïbes :

Guadeloupe, S-Barth, S-Martin, Sérène Cay, Tortola, Antigua, S^o-Lucie.

Un forfait tout compris :

8 jours/7 nuits, vols+croisières à bord du
Costa Classica, véritable palace flottant, à partir de 9 240 F/personne*.
Remise de 1 500 F par cabine sur les croisières
des 16 janvier, 27 mars et 3 avril 1999

Croisière gratuite pour les enfants :

Pendant les vacances de février et de Pâques,
la croisière est offerte aux enfants**
(hors frais aériens)

 **Costa Croisières**
Le Meilleur de la Croisière

Pour recevoir notre brochure et sa vidéo, téléphonez dès aujourd'hui au 0 801 21 12 12
ou consultez votre agence de voyages.

RACINES

L'édition est d'autant plus florissante que le marquage régionaliste est plus fort. Les régions aux particularismes identitaires et culturels vivaces ont suscité et facilité bien des vocations dans ce secteur. La production est en général francophone, mais les ouvrages bilingues ou en langues vernaculaires ne sont pas l'exception de même que les manuels scolaires. En sont témoins, entre autres, les titres des deux maisons d'édition corses, La Marge et Albiana, à Ajaccio.

« La langue procède de cette recherche prégnante des racines. On assiste à une mutation dans l'esprit des gens qui veulent maintenant

Succès de librairie en Bresse

En moins d'un mois, plus de mille exemplaires de *Maria Favier, la conteuse du Sougey* ont été vendus dans les librairies de la Bresse et un retraitage est annoncé. La « conteuse » Maria Favier, figure locale du pays de Bresse, en égère les riches heures, les us et coutumes, concentrés dans sa ferme du Sougey, bâtisse bressane des XVII^e et XVIII^e siècles avec chemi-

née sarrasine, classée monument historique. L'octogénaire incarne cette Bresse âpre au labeur, solide et patriote, modeste et lente, soucieuse du droit chemin, soumise à l'enchaînement d'une tradition qui vient du fond du Moyen Âge.

Claude Garbit, ancien journaliste qui débuta dans le métier sous la férule de Francis Ponge, a opté, lui, pour des souvenirs tirés de quarante ans de chroniques locales. Il raconte une dizaine d'historiettes vécues dans la presse locale, où le chien écrasé tient sa réhabilitation magistrale, délicate et jubilatoire. Apparemment, là encore, les lecteurs bressans apprécient. – (Corresp.)

★ *Maria Favier, la conteuse du Sougey et Le chien écrasé se porte bien, de Claude Garbit, ont été édités par les éditions Musnier Gilbert à Bourg-en-Bresse.*

avoir une connaissance multiple de leur terroir : linguistique, ethnologique ou architecturale », reconnaît Max Chaleil, directeur de Presse du Languedoc, créée en 1977 à Montpellier. Cette maison a consacré plusieurs volumes bilingues aux troubadours et prépare un gros dictionnaire d'Occitan. « Nous sommes des éditeurs en charge d'un patrimoine qui, bien présenté, est extrêmement porteur pour un lectorat plus important que l'on ne l'imagine. »

Mais foins des beaux ouvrages ou des études fouillées ! Un autre genre gagne, petit à petit, ses lettres de noblesse, le roman régionaliste bientôt suivi du policier régionaliste. Jeanine Balland, directrice de la collection « Roman/terre de France » aux Presses de la Cité, l'assure : « Ce sont les deux choses qui marchent très bien, en ce moment. » M^{me} Balland parle en connaissance de cause. C'est en 1985 qu'elle a fait publier, dans sa collection, le premier roman à trame sentimentale régionaliste. Et, depuis, le succès ne se dément pas, notamment auprès du lectorat féminin.

Ali Habib



L'AVENTURE DE L'EMBRYON

Les chemins du commencement

CROISSEZ et multipliez», dit le message biblique. Et s'il s'agissait en vérité d'un message biologique ? « Depuis que la vie est apparue, observe Jean-Paul Lévy, elle refait de la vie. Les humains font d'autres humains, comme tout ce qui vit depuis plus de trois milliards d'années s'est occupé à refaire du semblable. » Médecin, directeur de l'Institut Cochin de génétique moléculaire, il ne connaît - s'il en faut un - qu'« un seul miracle » : l'émergence, au sein de la « soupe » chimique originelle, de la première cellule.

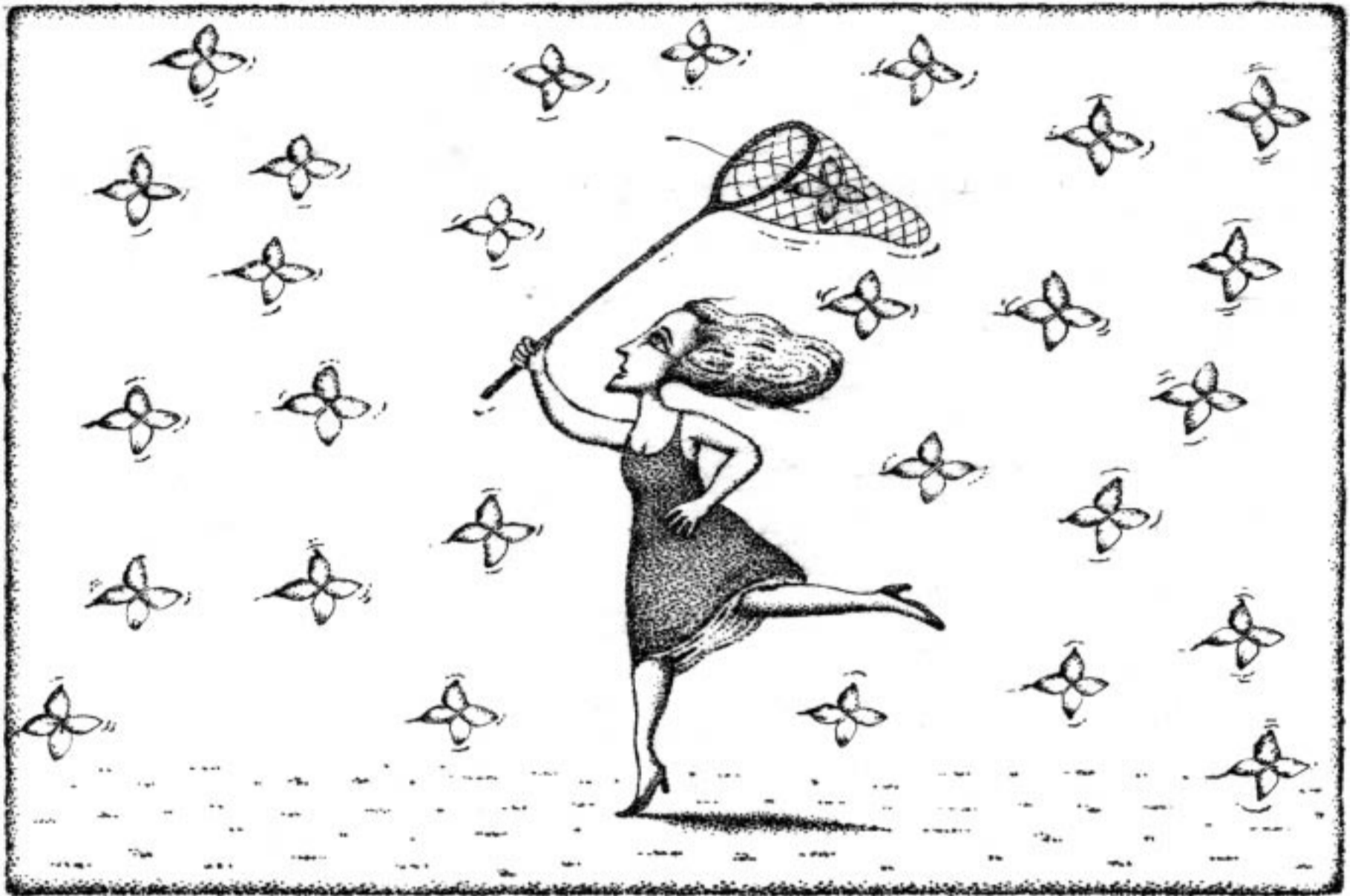
Parole d'homme de science, parole de raison. Et pourtant ! Comment ne pas s'émerveiller, et s'émerveiller encore, devant le génie du vivant ? Un processus d'une complexité inouïe, qui, à partir d'une seule cellule fécondée, fabrique en neuf mois un être humain fait de chair et de sang, de cœur et de sagesse, de sensations et de pensée ? Un être humain pareil aux autres, et toujours unique ? Car c'est bien là, si l'on ose répondre au savant, le second « miracle » de la reproduction. Refaire du semblable, certes. Mais en imposant l'apparition du différent, seul garant de l'adaptation au milieu. « L'espèce doit se maintenir, mais elle doit aussi être prête à évoluer quand l'environnement change. Si les premiers préhominiens, quelques millions d'années avant nous, ne s'étaient pas adaptés à la savane parce que leur squelette n'était plus le même que celui de leurs cousins forestiers, il n'y aurait pas d'hommes aujourd'hui », avance Jean-Paul Lévy. Se conserver et se transformer en même temps : ni la scissiparité (reproduction par simple division de l'organisme), ni la parthénogenèse (reproduction sans fécondation), ni le bouturage, ne savent le faire. Ils ne donnent - à quelques mutations près - que des copies de l'original. C'est pourquoi la nature a inventé la sexualité. Et, avec elle, la diversité.

Du premier œuf, issu comme nous tous de la fusion d'une entité mâle et d'une entité femelle, que sait-on ? Qu'il se forma voilà deux à trois milliards d'années, et qu'il bouleversa l'ordre de la vie. « On peut s'amuser à imaginer l'insignifiance apparente de cette première rencontre : l'accolement de deux cellules ou de deux molécules quelconques parmi des milliards d'autres. Un événement microscopique, quasi invisible, et sans doute la plus grande révolution que la Terre ait jamais connue », commente André Langaney, biologiste des populations au Muséum national d'histoire naturelle. A l'équation « un donne deux » de la multiplication se substitue celle de la procréation. Non pas « deux donne un », mais plutôt « un plus un donne un autre ».

S'il faut se mettre à deux pour faire un troisième, c'est, justement, pour que ce dernier ne soit identique à aucun des premiers. Là est la justification de « la poursuite éternelle de l'autre, cette série de cycles où l'espèce se divise chaque fois en éléments opposés, chaque fois destinés à s'unir à nouveau », ajoute François Jacob, Prix Nobel de médecine et professeur au Collège de France. L'innovation est d'autant plus éblouissante qu'elle met en jeu des mécanismes d'une prodigieuse ingéniosité.

Parce que tout se joue en quelques instants, parce qu'à l'unité de temps s'ajoute celle du lieu, parce que s'y mêle, enfin, l'amour charnel de deux êtres, nous datons l'origine de notre identité au moment de la fécondation. C'est oublier la division appelée méiose. Certes, la fusion qui se produit alors entre spermatozoïde et ovule, entre le don du père et celui de la mère, léguera à l'enfant une subtilité mosaïque de leurs gènes respectifs.

Mais la source de la différence se situe bien en amont de cet événement. Elle prend naissance une génération plus tôt, dans les embryons mêmes des futurs parents. Les cellules sexuelles mâles et femelles - les gamètes - témoignent en effet de leur existence dès les premières semaines de la vie in utero. Nichées dans les gonades, elles y attendent leur heure pour subir une division à nulle autre pareille - la méiose -, sans laquelle la diversité des espèces



A partir d'une seule cellule fécondée, un être humain se fabrique en neuf mois, grâce à un processus d'une complexité inouïe. Dans une enquête en cinq volets, « Le Monde » raconte l'histoire extraordinaire de la vie avant la naissance.

ne serait rien. Comme toutes les cellules du corps, ces cellules germinales naissent diploïdes : elles contiennent 23 paires distinctes de chromosomes, chacune provenant pour moitié du père et pour moitié de la mère. La méiose a pour rôle de réduire de moitié le nombre de chromosomes des cellules sexuelles, de les rendre haploïdes. Ainsi pourront-elles, lorsqu'elles fusionneront dans la fécondation, apporter chacune leur lot génétique, sans que l'œuf excède pour autant les 23 paires chromosomiques nécessaires - c'est ainsi - à son développement.

IGNORANT le processus de reproduction habituel (la mitose, au cours de laquelle la cellule mère double son patrimoine génétique, puis se scinde en deux, restituant un jeu complet de chromosomes à chacune de ses deux cellules filles), la méiose impose ainsi au spermatozoïde et à l'ovule deux divisions successives. Mais elle fait plus encore. Chorégraphe d'un délicat ballet biologique, elle impose aux gènes des figures inédites. Empêchant par là même que chaque cellule sexuelle n'emporte avec elle, en bloc, une moitié des gènes d'un parent que lui-même aurait reçu en bloc de l'un des siens.

« S'il en était ainsi, chaque individu hériterait d'une moitié d'information venant d'un des grands-parents maternels et l'autre d'un des grands-parents paternels, et plus rien des deux autres », remarque Jean-Paul Lévy. Heureusement, les chromosomes ne sont pas indestructibles. Ils peuvent se casser, se recoller, bref : se réinventer. C'est ce qui se produit lors de la méiose. Les deux chromosomes d'une même paire commencent par s'accoler gène à gène, sur toute leur

longueur, puis, s'écartant à partir du centre, amorcent la séparation. Mais certaines zones de contact résistent ; les gènes jumeaux s'entremêlent, s'hybrident, s'approprient un peu l'un de l'autre avant de s'éloigner définitivement. C'est là, durant cette valse-hésitation, qu'a lieu leur « recombinaison », grâce à laquelle les cellules sexuelles ne transmettent pas seulement les gènes reçus du père ou de la mère, mais un patchwork des deux. Ainsi, l'œuf fécondé héritera d'un patrimoine dont les richesses proviennent au hasard de ses quatre grands-parents et, à travers eux, des innombrables générations antérieures. Ainsi, la sexualité, en créant de nouvelles associations de gènes, autorisera toutes les audaces de l'évolution.

Car à peine inventé, ce jeu des possibles entraîna une diversification des espèces sans précédent. Comme dans la cosmologie sumérienne (où l'eau, manifestation primitive de la vie du monde, se présente sous un double aspect : Apsu, eau douce ou principe mâle, et Tiamat, eau salée ou principe femelle), tous les vers, crustacés, poissons et plantes qui s'épanouissent dans la matrice aquatique originelle s'orientent vers leur contraire pour que s'unissent leurs cellules sexuelles et que se crée l'œuf qui les perpétuera. Comment ces minuscules gamètes, émis dans l'océan par des centaines d'espèces distinctes, retrouvent-ils leur moitié ? « Les progrès récents de l'immunologie ont montré l'extrême complication des mécanismes de « reconnaissance du soi » au niveau de l'organisme. Il est probable que les mécanismes de reconnaissance du gamète conjoint en soient une variante, ou peut-être une version primitive », avance André Langaney. Avec la sexualité naît,

aussi, la reconnaissance de l'autre. Plus grande sera la difficulté, lorsque les plus hardis de ces nouveaux habitants du monde s'essaieront à sortir des eaux. Car les cellules sexuelles ne peuvent survivre qu'en milieu liquide, ce qui explique que les grenouilles et les salamandres, contournant le problème, aient conservé leurs amours aquatiques. Pour créer véritablement le statut d'animal terrestre, la nature, une fois encore, doit innover. Et instaurer une méthode simple et universelle pour que la rencontre puisse s'effectuer hors de l'eau.

Ce sera la fécondation interne, à l'intérieur du corps de la femelle. Par des moyens variant à l'infini suivant les espèces, le sperme du mâle est ainsi acheminé, depuis les testicules où il se forme, jusqu'aux organes où il assure la fécondation. Parfois dans la séduction anonyme (le mille-pattes s'éclipse après avoir déposé son sperme dans une petite toile, dont l'odeur attire irrésistiblement sa belle), parfois avec autorité, voire athlétisme (chez les collemboles, le petit mâle va jusqu'à soulever son énorme femelle pour l'emmener au lieu où il a déposé ses spermatozoïdes). Pour transmettre une gouttelette contenant quelques millions de spermatozoïdes, les variations amoureuses et anatomiques les plus

Elle s'accomplira au terme d'une course harassante, disputée par une myriade de spermatozoïdes dont un seul sortira gagnant. Celui-ci, du même coup, déterminera le sexe de l'enfant à naître, selon que son chromosome sexuel sera X ou Y. Garçon ou fille, le choix est en effet dicté par l'appariement XY ou XX.

LA mère ne pouvant produire que des ovules X, c'est donc au père, par ses cellules fécondantes X ou Y, que revient le fin mot de l'affaire. C'est pourquoi les diverses méthodes expérimentées pour déterminer - et orienter - le sexe des enfants avant leur conception se fondent sur la séparation des spermatozoïdes en groupes X et Y (la technique la plus fiable à ce jour, rendue publique il y a quelques mois par une firme américaine, consiste à rendre ces chromosomes fluorescents, puis à les séparer en fonction de leur luminosité), avant de féconder l'ovule par insémination artificielle.

X ou Y : par les voies naturelles, seul le hasard décidera. Mais avant, quel marathon ! Et que d'abandons ! Partis entre 50 et 100 millions, ils ne seront plus que quelques centaines à avoir franchi l'utérus et à avoir remonté jusqu'à l'ampoule qui coiffe la trompe. Le trajet qu'ils ont à par-

humaine, détenu par une femme russe du XVIII^e siècle, est de soixante-neuf enfants). Et une piste de recherche : dans cette rencontre au sommet des voies utérines, le « nez » des cellules semble jouer un rôle non négligeable. De même que les femelles de multiples espèces secrètent des phéromones pour séduire leurs mâles, l'ovule attire les spermatozoïdes en émettant des substances chimiques, dont la structure n'est pas sans rappeler celle des molécules odorantes...

Voici donc l'élu aux portes de son royaume. Il commence par en perdre sa coiffe, l'acrosome, qui se dissout et libère ses enzymes. Ces derniers ont pour mission d'attendrir la zone pellucide, enveloppe protectrice qui entoure l'ovule. Lequel, dès l'ultime étape franchie, exprime sa satisfaction en émettant des milliers de petits granules, qui empêcheront désormais tout autre prétendant de le pénétrer. Vient alors le grand moment, la fusion des deux noyaux mâle et femelle. La naissance de l'œuf, la restitution de la diploïdie. Le moment zéro du développement embryonnaire.

Dans les vingt-quatre heures qui suivent sa conception, le futur enfant à naître se divise en deux cellules. Puis en quatre, puis en huit. Au stade de trente-deux cellules, le voilà comme une petite mûre, d'où son joli nom, *morula*. Très vite, les cellules se divisent en deux groupes, l'un périphérique, l'autre central. La masse cellulaire externe, appelée trophoblaste, sera à l'origine du placenta ; la masse interne deviendra l'embryon. L'ensemble commence à se creuser d'une cavité centrale remplie de liquide.

Empruntant le chemin inverse des spermatozoïdes, l'œuf redescend la trompe de Fallope pour gagner la cavité utérine. Au sixième jour du développement, c'est une sphère creuse constituée d'une centaine de cellules, le blastocyste, qui fait son entrée dans la cavité utérine. Un monde dont la paroi, richement vascularisée et placée sous la protection de la progesterone, sécrète généreusement facteurs de croissance et éléments nutritifs. L'embryon ne tarde pas à s'y implanter et s'enfoncé profondément dans l'opulent tissu. L'aventure in utero commence.

Catherine Vincent
Dessin : Peter Sis

PROCHAIN ARTICLE
Les chemins de l'espèce

A l'équation « un donne deux » de la multiplication, se substitue celle de la procréation. Non pas « deux donne un », mais plutôt, « un plus un donne un autre »

sophistiquées ont ainsi été essayées. Jusqu'à ce que, enfin, soit inventée la plus efficace d'entre elles : un petit bijou de la technique baptisé pénis, qui a fait ses preuves depuis des dizaines de millions d'années chez les reptiles et les mammifères.

Son principe : un tissu spongieux capable de se gorger de sang, de gonfler et d'acquiescer la rigidité nécessaire à sa pénétration dans le vagin. A l'autre extrémité de celui-ci s'ouvre une deuxième cavité, l'utérus. Il se prolonge de chaque côté par deux longs conduits, les trompes de Fallope, dont la partie terminale (l'ampoule) s'accorde à l'ovaire pour y recueillir l'ovule qu'il émet périodiquement.

C'est donc là, au cœur du ventre maternel, qu'aura lieu la rencontre.

Elle leur prendra près de 2 heures : 20 centimètres, à la vitesse de 50 millièmes de mètre par seconde. Avec pour tout bagage un flagelle long et mobile, une belle réserve de carburant et une petite vésicule bourrée d'enzymes, l'acrosome, fichée au-dessus de la tête. Au bout de la compétition : la timbale. Un gigantesque ovule (0,14 mm de diamètre), l'une des plus grosses cellules de l'organisme. Lequel finira par l'emporter ? Sur quels mérites, sur quel exploit sera désigné le vainqueur ? Nul ne le sait, et nous sommes tous le produit de cette loterie. Une certitude, toutefois : malgré l'intense sélection subie par les spermatozoïdes, l'efficacité de ce mode de reproduction est considérable (le record officiel pour l'espèce

Un dialogue à l'Unesco sur les fléaux épidémiques du XXI^e siècle

Luc Montagnier : « L'utilisation incontrôlée des antibiotiques favorise l'émergence et la réémergence des maladies »

David Heymann : « La mondialisation accélère la propagation des infections »

« De quoi souffrirons-nous au XXI^e siècle ? La science face aux maladies émergentes et réémergentes. » Luc Montagnier et David Heymann ont débattu de cette question le 16 décembre lors de la cinquième séance des Entretiens du XXI^e siècle organisés à Paris par l'Unesco. Membre de l'Académie de médecine et de l'Académie des sciences, Luc Montagnier a été en 1983 le codécouvreur d'un nouveau virus responsable du sida. En 1993, il a créé, avec Federico Mayor, la fondation mondiale Recherche et prévention sida. Le docteur David Heymann est directeur exécutif du Groupe organique des maladies transmissibles à l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il est l'un des meilleurs spécialistes mondiaux de la lutte contre les virus des fièvres hémorragiques.

Luc Montagnier : « L'émergence des maladies n'est pas un phénomène propre au XXI^e siècle. Notre continent a connu la peste noire au XIV^e siècle, la syphilis au XVI^e siècle, le choléra et la grippe espagnole dans la première moitié du XX^e siècle, qui a tué plus de personnes que la première guerre mondiale. Dans le passé, l'apparition des maladies infectieuses a souvent été liée à des déplacements de population et à la globalisation progressive du monde. Le XX^e siècle a ajouté de nouvelles causes à l'émergence et à la réémergence des maladies.

» Il y a tout d'abord eu la forte croissance de la population mondiale, inédite dans l'histoire de l'humanité. Elle a entraîné l'émergence de villes géantes autour desquelles s'est constitué un monde marginal. Une autre cause est la globalisation : les germes peuvent aujourd'hui se déplacer à la vitesse des avions, et des germes adaptés aux conditions de vie d'une popu-

développement des maladies chroniques comme les maladies cardio-vasculaires, les cancers et les maladies neurodégénératives.

David Heymann : A l'heure actuelle, les maladies émergentes n'épargnent aucun pays. L'Angleterre a connu la maladie de la "vache folle" alors que le Japon était victime d'une grave épidémie due au germe *Escherichia coli* O.157. Quant aux pays du tiers-monde, ils doivent faire face à des maladies émergentes ou réémergentes. Des problèmes économiques et sociaux viennent en outre accentuer nos difficultés à enrayer la propagation des maladies infectieuses. Les maladies endémiques comme la tuberculose, le choléra ou le paludisme réapparaissent à la faveur de la faillite des systèmes de santé. C'est le cas notamment des pays de l'ancienne Union soviétique où une épidémie de diphtérie est apparue. Le choléra a lui aussi resurgi au cours des cinq dernières années. Il a pu prendre des dimensions épidémiques, en Amérique latine notamment, à cause de l'insuffisance des systèmes urbains d'assainissement et d'adduction d'eau.

» Les changements de température et de climat constituent d'autres déclencheurs de maladies. Jusqu'à présent, la méningite A ne pouvait exister qu'en Afrique centrale. La sécheresse et les changements de climat ont aujourd'hui généralisé cette maladie, qui sévit sur tout le continent africain.

Luc Montagnier : L'une des causes de l'émergence ou de la réémergence des maladies est la généralisation incontrôlée de l'usage des antibiotiques. Le monde vivant a une capacité d'adaptation extraordinaire, et nos armes pour faire face à ces maladies deviennent assez rapidement inadaptées. L'utilisation des antibiotiques a créé des résistances fortes, et leur utilisation de



DESSIN : SOPHIE DUTERTRE

commencent à s'affaiblir face à des germes de plus en plus évolués. Introduite en 1942, la pénicilline était déjà inefficace contre 15 % des souches de staphylocoques en 1946. Aujourd'hui, 80 % des souches de staphylocoques présents dans la population générale résistent à cet antibiotique et 95 % dans les hôpitaux.

» La tuberculose, qui n'opposait aucune résistance aux antibiotiques il y a vingt ans, y est aujourd'hui de plus en plus insensible. Le salmonellose devient résistante aux antibiotiques parce que les antibiotiques sont introduits dans la nourriture des animaux d'élevage. De plus, la résistance est un phénomène de nature génétique. Elle peut donc être transmise d'une famille de bactéries à une autre. La situation est d'autant plus inquiétante que la découverte de nouveaux antibiotiques a nettement ralenti. Depuis les années 60, aucune nouvelle classe d'antibiotiques n'a été découverte.

» Plus généralement, c'est la prévention de la maladie qui

constitue le seul moyen sûr de prévenir la résistance. A cet égard, les vaccins sont des armes essentielles. Au XXI^e siècle, nous devons donc changer de mentalité et lutter contre les maladies à l'aide de nouveaux vaccins comme nous l'avons fait pour la variole et la polio. L'enjeu est à la fois humain et financier.

Luc Montagnier : Il faut savoir qu'aujourd'hui entre 10 % et 30 % de la population africaine sont infectés par le virus du sida et qu'existent d'énormes inégalités en termes d'accès aux soins. A travers le monde, 10 % seulement des personnes infectées par le virus du sida ont accès aux trithérapies. La majeure partie des malades infectés dans les pays en développement, en Afrique mais aussi en Asie, n'ont pas accès à ces traitements coûteux. Et cela a des conséquences sur la réémergence d'autres maladies comme, par exemple, la tuberculose. Il y a encore beaucoup à faire. Il faut avant tout rechercher des traitements accessibles à tous, et trouver un vaccin contre le sida.

David Heymann : Au XXI^e siècle, nous devons mieux comprendre ces maladies. La recherche épidémiologique et la recherche appliquée seront essentielles à cette fin. Il faudra notamment instaurer des systèmes de veille sur le plan international. Cela existe déjà. Un réseau international de quatre-vingt-trois laboratoires s'emploie actuellement à étudier le développement de la grippe. En analysant des échantillons de sang, les chercheurs ont réussi à isoler le virus et à le caractériser molécule par molécule. C'est ainsi que, l'année dernière, ils ont identifié la "grippe du poulet" à Hongkong avant que celle-ci n'entraîne une catastrophe.

» Ce réseau diffuse également des informations essentielles pour l'ensemble de la profession médicale. C'est sur la base de ses examens qu'est élaboré chaque année le vaccin contre la grippe, celui-ci devant être régulièrement modifié pour mieux se conformer aux évolutions naturelles du virus. Parallèlement, nous devons nous préoccuper des maladies endémiques, qui sont connues mais qui continuent de tuer. Un tiers des morts survenues l'année dernière étaient dues aux maladies infectieuses graves, comme la tuberculose, le sida, le choléra, les maladies diarrhéiques des enfants, le paludisme, etc.

» Au cours du siècle à venir, nous devons continuer à évaluer la faisabilité de l'éradication des maladies infectieuses. Les maladies voyagent, et les bactéries résistantes voyagent aussi. Les produits alimentaires peuvent être porteurs de germes transmissibles. Nous devons procéder au recensement complet des maladies et de leur origine. Le système OMS a déjà enregistré l'émergence de 215 maladies infectieuses en dix-huit mois. Mais, dans tous les cas, il faut savoir que les maladies infectieuses resteront parmi nous : elles se développeront, disparaîtront et réémergeront. Leur résistance s'accroîtra tandis que la mondialisation accélérera leur propagation. Seules l'augmentation de la surveillance, la création d'un meilleur système de santé publique, l'éducation de ceux qui administrent les antibiotiques et la recherche continue de vaccins et d'antibiotiques nouveaux nous permettront de lutter efficacement contre ces maladies. Notre principal défi consiste à conserver suffisamment de ressources pour lutter contre les maladies encore inconnues, tout en combattant celles qui existent déjà.

Luc Montagnier : Lorsque est apparue la tuberculose, nous devions obéir à de nombreuses consignes d'hygiène, dont l'interdiction de cracher à terre ou de balayer sans eau de Javel. Ce sont des actes tout à fait courants aujourd'hui. Il faut sensibiliser le public à ces mesures simples d'hy-

giène élémentaire qui sont très efficaces, en commençant dans les écoles et en encourageant une véritable éducation permanente.

David Heymann : Il est clair que les pays sans infrastructure médicale sont plus menacés que les autres. Les anciens pays de l'Union soviétique, qui manquent aujourd'hui d'eau, de carburant et d'électricité, ne peuvent plus stériliser le matériel et transmettent de ce fait des maladies. Les épidémies de sida en Russie et en Roumanie sont pour partie dues au manque de stérilisation. C'est également le cas en Amérique latine, en Asie et en Afrique. Il existe à ce niveau de terribles inégalités.

Luc Montagnier : Plus généralement, je pense qu'il ne faut pas opposer la prévention et la recherche, ou la recherche sur les maladies infectieuses du tiers-monde et la recherche sur les ma-



DAVID HEYMANN

Les maladies endémiques réapparaissent avec la faillite des systèmes de santé

ladies propres aux pays développés (comme les maladies du vieillissement). Tout est lié. Les recherches sur le sida peuvent nous aider à soigner les maladies du vieillissement, et vice versa. Même si les actions de prévention apparaissent comme primordiales en Afrique, il faut également veiller à améliorer progressivement l'accès aux médicaments. Pour ce faire, il est nécessaire de créer des structures spécialisées et de procéder à une élévation générale du niveau socio-économique. Il s'agit d'un travail de longue haleine qui peut prendre un siècle avant que les résultats soient visibles. J'espère que nos descendants auront trouvé des solutions avant la fin du prochain siècle. Mais, lorsque ces problèmes seront résolus, il faut savoir que d'autres apparaîtront. Cette évolution est inéluctable, car notre monde vit et évolue sans cesse. »

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

Entre 10 % et 30 % de la population africaine est infectée par le virus du sida



LUC MONTAGNIER

lation peuvent se propager au sein de populations mal préparées.

» Les modifications de l'environnement doivent aussi être prises en compte. Notre air est de plus en plus chargé d'agents susceptibles d'affaiblir notre système immunitaire. Ainsi, il est probable que les maladies allergiques iront en augmentant. La pollution, dans certaines villes, a dépassé les limites tolérables. L'augmentation de l'espérance de vie crée d'autre part des conditions favorables au

plus en plus fréquente dans le monde animal, notamment comme « facteur de croissance », contribue à l'intensification du phénomène et fait craindre l'apparition de résistances croisées. Nous pourrions parvenir aux mêmes niveaux de croissance agricoles sans employer d'antibiotiques. C'est avant tout une question de volonté et de veille sanitaire au niveau mondial.

David Heymann : Nous constatons que les antibiotiques

Alain Richard, ministre de la défense, au « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI »

« En Bosnie, on ne fait pas de la politique spectacle, on ne fait pas du "Rambo" »

« La Grande-Bretagne a participé aux frappes contre l'Irak aux côtés des Américains. Est-ce un allié dans lequel on peut avoir confiance quand il dit vouloir une défense, une ligne stratégique européennes ?

– Nous pensons pouvoir faire des propositions, avec les Britanniques, pour donner quelques outils au Conseil européen, qui est l'instance de décision, afin qu'il ait une réelle capacité d'action, en temps réel, face à des crises européennes. Si nous sommes capables de traiter les crises européennes de façon autonome, dans un rapport de coopération avec les Etats-Unis, mais sans être sous leur "parapluie", nous aurons fait progresser la multipolarité, l'équilibre du système politique mondial.

– Il existe déjà, au sein de l'OTAN, une identité européenne de sécurité et de défense, acceptée par les Américains...

– On va essayer de rapprocher les deux ; cela donne lieu à un travail

assez complexe, assez technique, avec nos amis britanniques, parce que les circonstances et la volonté politique du gouvernement britannique actuel ont fait que les choses se sont débloquentes.

» Il y a depuis 1996, en vertu d'un accord que la France avait demandé, la reconnaissance d'une possibilité, pour les Européens, d'agir collectivement, sans les Etats-Unis, au sein de l'OTAN, une chaîne de commandement spécifique. Pour compléter cet édifice, il faut que le Conseil européen ait une véritable capacité de décision. Il doit avoir devant lui une évaluation de la situation du conflit, des moyens d'appréciation militaires et de renseignement, et doit pouvoir, lui, le Conseil européen – les chefs d'Etat et de gouvernement –, prendre les décisions, non seulement de principe, mais aussi de conduite de la gestion d'une crise.

» Ce sera un rapport difficile avec les Etats-Unis. Ils souhaiteraient que le fardeau soit mieux partagé, et sont donc ouverts à la discussion ; mais ils ont aujourd'hui un contrôle

politique très serré sur l'ensemble de l'Alliance et ne souhaitent pas y renoncer.

– Pourquoi les Français n'agissent-ils pas, en Bosnie, pour arrêter les chefs bosno-sérbes accusés de crimes de guerre ?

– Ce n'est pas la mission principale des forces militaires qui sont en Bosnie aujourd'hui. Le mandat qui leur est donné est de les appréhender lorsque les conditions le permettent et lorsqu'elles sont en présence de ces criminels de guerre, dont la liste est d'ailleurs fréquemment remaniée parce que l'enquête sur les responsabilités se poursuit. Sur la centaine de personnes qui sont inculpées, à peu près la moitié ont été interpellées et ont été déférées devant le Tribunal de La Haye. Pour les autres, c'est une question de recherche d'opportunité. Il ne se passe pas de quinzaine sans que mes collaborateurs spécialisés m'indiquent où l'on en est des possibilités d'interception de telle ou telle personne.

– Qu'est ce qu'une bonne opportunité ?

– Ces personnes doivent être interpellées sans effusion de sang. On ne fait pas de la politique spectacle, on ne fait pas du "Rambo". La vie n'est pas une bande dessinée !

– Où en est-on de la restructuration de l'industrie aéronautique européenne ?

– C'est un dossier qui avait traîné et sur lequel nous étions en retard. Le fait que nous soyons en retard – c'est-à-dire que les entreprises françaises, dont certaines sont tout à fait déterminantes dans l'équilibre technologique industriel européen, continuent à être dispersées – était un facteur d'interrogation pour nos partenaires.

– Les Britanniques et les Allemands envisagent de se marier sans attendre les Français...

– J'entends ce bobard depuis un an et demi ! Il y a un consensus sur le fait que les principaux partenaires de l'industrie – d'un côté, l'électronique, de l'autre, l'aéronautique et le spatial européens – doivent se re-

grouper, parce que les Etats-Unis l'ont fait, et ont aujourd'hui une puissance financière et industrielle qui ne peut pas être concurrencée par des industriels européens dispersés.

» Nous sommes d'accord pour ce regroupement d'industries qui ont des rapports étroits avec des questions de souveraineté et un impact scientifique et technologique énorme, un effet d'entraînement décisif sur beaucoup d'autres industries européennes. Par conséquent, les gouvernements ne peuvent pas s'en désintéresser. Nous sommes d'accord, et nous l'avons montré, pour que le capital privé soit présent et, même, soit majoritaire dans ces entreprises, mais elles ne peuvent pas être en apesanteur vis-à-vis des autorités publiques.

» Il y aura forcément convergence. Ma conviction personnelle est que, si la société British Aerospace et la société DASA concluent un accord de fusion en premier, elles ne le feront pas sans avoir prévu un processus – même s'il est étalé dans

le temps – d'association, puis de fusion avec les entreprises françaises.

– S'il y avait mariage britannique, allemand et français, le même groupe pourrait-il continuer à fabriquer deux avions, l'Eurofighter d'un côté, britannique et allemand, et le Rafale français ?

– Oui. Un avion de combat, c'est un produit qui dure entre vingt-cinq et trente-cinq ans et qui a quatre, cinq, six générations technologiques successives. Donc, de toute manière, ces deux avions existent. Ils auront leur marché. Ils ont coûté, le nôtre, je peux vous le dire, 56 milliards de francs à développer ; l'autre, probablement moitié plus, du fait de la plurinationalité. Ces dépenses sont faites. Ces deux avions continueront à vivre. Ils peuvent répondre à des demandes différentes, gérées par une compagnie commune. »

Propos recueillis par Anita Hausser, Patrick Jarreau et Olivier Mazerolle

La bataille contre l'extrême droite commence

LA MORT DU FN tel qu'on l'a connu oblige à s'interroger sur la meilleure manière pour les partis républicains de reconquérir des électeurs installés dans une marginalité antidémocratique, raciste ou xénophobe.

S'ils se trouvaient déçus du FN après l'avoir été des autres formations politiques, ils pourraient, en effet, rejoindre définitivement le camp des abstentionnistes permanents et rapprocher notre système de celui des Etats-Unis, où les électeurs sont beaucoup moins nombreux que les non-électeurs : ce déficit conduit à la marginalisation politique de millions de citoyens et à de violentes émeutes périodiques.

Mais il y a au moins deux manières de réintégrer les électeurs de l'ex-Front national dans l'espace républicain. Celle qui consiste à élargir ses lignes, jusqu'à englober les thèses du FN à peine voilées. Ou celle qui consiste à aller les chercher pour les faire revenir dans ledit espace. La première risque d'être préférée à la seconde, alors qu'elle est à courte vue.

S'adresser à ces électeurs désemparés, ce n'est pas seulement aller à la pêche aux voix, comme la tentation en irrite déjà plus d'un. Il s'agit de tirer, avec eux, devant eux, le bilan de la gestion des villes qu'ils dirigent, et il concerne autant les amis de Bruno Mégret que ceux de Jean-Marie Le Pen. Ces élus d'extrême droite ont fait énormément de dégâts, réels et symboliques. Singulièrement à Vitrolles, ville dirigée par la garde rapprochée de l'ancien délégué général.

SAVOIR-FAIRE

Les dirigeants mégrétistes ont montré à leur savoir-faire : licenciements massifs des contractuels et privatisation de services municipaux, sans la baisse des impôts promise ; augmentation des effectifs et armement renforcé de la police municipale, sans baisse de la délinquance ; aggravation du nombre des actes d'incivisme et mésentente durable avec la police nationale, dont la hiérarchie a été excédée par les insultes proférées à son endroit par Hubert Fayard, premier adjoint ; embauche sur préférence politique ou familiale ; multiplication des décisions refusées par le contrôle de légalité ou la justice administrative ; procès multiples, comme celui concernant les propos discriminatoires de la maire, Catherine Mégret, sans oublier l'inculpation d'un adjoint

dans une affaire d'agression nocturne contre les routiers en grève ; politique d'exclusion systématique comme cette prime aux mères françaises ou européennes, heureusement stoppée par la justice administrative.

Cette ligne musclée a aussi conduit à l'expulsion manu militari, entachée d'illégalité mais réalisée avec des sbires de la police municipale, de l'association Le sous-marin, entreprise d'insertion accusée de tous les maux sans qu'aucun n'ait jamais été prouvé puisqu'ils n'avaient pas la moindre consistance. Licenciée, l'animatrice du seul cinéma de Vitrolles, Régine Juin, attend réparation aux prud'hommes ; la salle est fermée. La liste est interminable, qui comprend aussi la fermeture des centres sociaux qui étaient la seule respiration possible de populations déshéritées, ou l'abandon de toute aide aux cités ayant mal voté, dont la dégradation permanente et déléguée accroît l'incivisme qu'on dit combattre.

NÉPOTISME ET CLIENTÉLISME

A Toulon, la même politique a été mise en œuvre, en moins spectaculaire : tentative de liquidation de Chateauballon ; transfert des subventions des quartiers pauvres aux plus riches ; ségrégation politique entre les associations ; inexistence de projets structurants pour la ville ; dérive des sociétés d'économie mixte. A quoi s'ajoutent le népotisme et le clientélisme politique, ce qui a conduit à la condamnation de Cendrine Le Chevallier, adjointe à la jeunesse. Sans compter un nombre impressionnant de délibérations annulées, des condamnations d'autres élus et l'inculpation pour viol d'un adjoint chargé du logement social. L'ensemble se joue sur fond de crise de la majorité, ce qui entrave la conduite des affaires par un maire débordé.

A ces dégâts de gestion, il faut ajouter ceux que les tentatives de légitimation du racisme ont produit dans les esprits, jusqu'au meurtre d'un jeune Marseillais originaire des Comores par des militants, désignés par M. Mégret comme « l'élite de la nation », et encore récemment honorés par Jean-Jacques Susini, patron lepeniste des Bouches-du-Rhône, les deux ennemis de parti étant sur ce point, le meurtre d'un adolescent, entièrement d'accord.

Rappeler cela aux électeurs et responsables qui choisiront de s'éloigner du noeud de vipères n'a

pas pour but de les marginaliser plus encore. C'est au contraire leur expliquer que leurs discours excluent. Ils excluent d'abord des catégories entières de gens qui vivent sur ce territoire et, dans le même mouvement, ils excluent de la communauté politique ceux qui les préfèrent, ou les soutiennent. Et cela quelles que soient les conditions matérielles dans lesquelles vivent ces électeurs désemparés.

L'actualité de ces derniers jours montre d'ailleurs ce qu'il en est des excuses données par avance aux militants et électeurs Front national excédés par la misère : les manifestations de chômeurs, quoi

qu'on pense de leurs revendications et de leurs mots d'ordre, unissent des pauvres en tout, qui ont bien des raisons d'être harassés eux aussi par la misère.

Nombre de ces manifestants sont d'origines culturelles différentes, les sans-papiers et les chômeurs nés sur le territoire rient, dansent et protestent ensemble. C'est une réponse à ceux qui arguent du désarroi matériel pour excuser le vote FN et oublient que la bataille politique est aussi une bataille de mots, de valeurs, pas le seul commentaire des maux qui affectent les uns et les autres.

Michel Samson

Les gens par Kerleroux



Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

M. Blair, l'euro vous attend

MESSIEURS Les Anglais, c'est maintenant à vous de jouer ! L'euro vous attend, l'Europe et sa jeune monnaie ont besoin de vous. Sceptiques à l'égard de ce projet dans lequel vous avez toujours voulu voir une « construction à la française » conçue et dirigée par « une bureaucratie continentale » sous « influence germanique », vous aviez, jusqu'à présent, souhaité rester à quai. C'est, chez vous, on le sait, une grande habitude que d'attendre le départ des trains européens pour les prendre en marche. Maintenant que l'euro est lancé, il est temps que vous nous rejoigniez.

Pour la Grande-Bretagne, « l'Europe est une chance, elle n'est pas une menace », écrit votre premier ministre, Tony Blair, dans le *Wall Street Journal Europe* du 4 janvier. Si cela est vrai – et cela nous semble vrai –, il est temps que la livre sterling disparaisse pour venir, elle aussi, se fondre dans l'euro. Dans son article, M. Blair confirme son intention de publier, prochainement, un « plan national de transition » vers l'euro. Il justifie, néanmoins et une fois de plus, l'attentisme anglais. La naissance de la monnaie unique rend pourtant caducs certains de ses arguments.

M. Blair soutient que l'opinion britannique n'est pas prête à renoncer à sa souveraineté monétaire. Croyez-vous donc que l'opinion allemande, que l'on disait si viscéralement attachée à son cher deutschemark, l'était ? Si, en démocratie, les élus doivent naturellement suivre le chemin que leur indique leur peuple, les hommes politiques

peuvent aussi avoir des convictions et proposer, à leurs populations, des voies nouvelles. Helmut Kohl en a fait, à ses dépens peut-être mais dans l'intérêt de l'Allemagne et de l'Europe, l'éclatante démonstration.

M. Blair soutient ensuite que son pays ne peut faire partie, dans l'immédiat, du Club des Onze, la conjoncture y étant décalée par rapport à celle du reste du continent. Vous allez vers la récession, alors que nous sommes en phase de reprise. Mais justement ! Grâce à un effort exceptionnel, l'Italie a démontré, ces deux dernières années, qu'il était possible d'organiser la convergence d'une économie avec celle de ses voisins. Faut-il rappeler que votre pays réalise déjà plus de la moitié de son commerce extérieur avec l'Euroland ?

Comme pour vous, la participation de votre pays à l'euro est aussi pour nous, Français, une nécessité. L'euro a besoin de la diversité de l'Europe – pour n'être ni un clone du deutschemark ni une sœur siamoise de la lire italienne. L'apport de votre culture – votre pragmatisme, votre réticence à l'égard de la bureaucratie, etc. – est indispensable à la stabilité et à la solidité de l'euro. Grâce à votre présence, l'euro pourra mieux s'imposer comme l'une des grandes devises internationales. Ancienne puissance dominante, vous savez les avantages que nous pourrions en tirer ensemble.

« In » ou « out », nous ferons tout pour que l'euro soit un succès », dit M. Blair. Ce sera plus facile si vous êtes « in » – et le plus rapidement possible.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferencci, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef : Alain Frachon, Erik Izraelovitch (Editoriaux et analyses) ; Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kajman (Débats) ; Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Franck Nouchi (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Les effets de « l'ouragan Chavez » en Amérique latine

« **RÉVOLUTION PACIFIQUE** » : c'est ainsi que l'ancien président américain Jimmy Carter a qualifié l'élection triomphale d'Hugo Chavez à la présidence du Venezuela le 6 décembre 1998. Pourtant, tout au long de la campagne électorale, l'ancien colonel parachutiste a été présenté par les milieux d'affaires comme un hybride de Castro et de Kadhafi.

Au-delà des frontières vénézuéliennes, « l'ouragan Chavez » fait sentir ses effets du Rio Grande à la Patagonie. La presse latino-américaine est remplie d'analyses, de comparaisons et de leçons pour l'avenir. Les partis traditionnels tremblent tandis que les candidats indépendants imaginent le pouvoir à portée de main et constatent que la rupture avec le discours dominant néolibéral peut ouvrir le chemin de la victoire électorale.

La cause majeure du raz de marée chaviste est disséminée dans les rapports publiés ces dernières années par les grandes institutions de la communauté financière internationale. Intitulé *L'Amérique latine face à l'inégalité*, le dernier rapport de la Banque interaméricaine de développement constate que les fruits des réformes économiques n'ont pas été équitablement répartis : en Amérique latine et dans les Caraïbes, 5 % de la population concentre 25 % des revenus, contre 16 % en Asie du Sud-Est et 13 % dans les pays développés.

L'abîme s'est creusé entre une élite dont le train de vie n'a rien à envier aux nantis du monde riche et les masses appauvries qui survivent dans la précarité, souvent à l'écart des services essentiels comme l'eau potable, l'éducation

ou la santé. C'est cette vague des laissés-pour-compte de la modernisation, gonflée par les transfuges involontaires des classes moyennes, qui a porté Chavez au pouvoir.

Principal cheval de bataille du candidat Chavez, la lutte contre la corruption est le dernier thème en vogue des organismes financiers internationaux. Sévèrement critiqués pour avoir fermé les yeux sur la corruption massive en Indonésie, détonateur de la crise asiatique, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale s'inquiètent aujourd'hui davantage du bon usage des crédits qu'ils accordent. Leurs experts ont enfin découvert qu'il ne sert à rien de vanter les vertus du libre marché si les bénéfices des privatisations et de l'ouverture commerciale sont accaparés par une poignée d'amis des gouvernements en place.

DÉFICIT FISCAL

En attendant la remontée des prix du pétrole, Hugo Chavez dispose là d'un important gisement pour affronter le considérable déficit fiscal que lui lègue son prédécesseur. Dans son premier discours de président élu, il a annoncé qu'il serait implacable avec les fraudeurs, qu'il a menacés de prison. Ses conseillers évaluent la fraude fiscale et douanière à plus de 6 milliards de dollars (5,1 milliards d'euros) par an. Pour être efficace, la lutte contre la corruption latino-américaine a besoin du soutien résolu de Washington. Une grande partie des fonds pillés en Amérique latine dorment dans les coffres des banques américaines ou sont investis en biens immobiliers dans le sud de la Floride. L'exten-

sion à ces richesses mal acquises des mesures visant le blanchiment de l'argent de la drogue constituerait sans nul doute une arme dissuasive.

Les recettes d'Hugo Chavez contre la pauvreté sont plus vagues et nourrissent les craintes de ses adversaires qui l'accusent de « populisme ». Il a annoncé une forte hausse du salaire minimum et la mise à contribution de la compagnie nationale de pétrole (PDVSA). Sa marge de manœuvre sera d'autant plus faible que les cours du pétrole resteront déprimés. La réforme de la Constitution qu'il préconise avec des accents gaulliens – « pour refonder la République » – risque de relancer l'agitation politique peu après sa prestation de serment en février, au détriment de la solution des dossiers économiques.

« Ni Fidel Castro, un homme qui a promis la démocratie et imposé une dictature, ni Carlos Menem, un populistes devenu un défenseur enthousiaste du libre marché, Hugo Chavez sera plutôt quelqu'un de comparable à l'ancien leader militaire panaméen Omar Torrijos ou au président péruvien Alberto Fujimori... un autocrate pragmatique démocratiquement élu », avance Andres Oppenheimer, spécialiste des questions latino-américaines au quotidien *Miami Herald*.

Jean-Michel Caroit

RECTIFICATIFS

DÉTOIT DE BASS

Dans l'article « Les navigateurs ne sont pas des trompe-la-mort » (*Le Monde* du 31 décembre), une erreur nous a conduits à mal orthographier le nom du détroit qui sépare l'Australie de l'île de Tasmanie : il s'agit du détroit de Bass.

LÉGION D'HONNEUR

Edmond Maire, président du groupe de tourisme VVF Vacances et ancien secrétaire général de la CFDT, n'a pas été nommé chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur le 1^{er} janvier (*Le Monde* du 2 janvier et daté 3-4 janvier). Cette distinction a été en fait accordée à un homonyme, président d'un office de tourisme.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le train de la reconnaissance

RÉPLIQUE au Train de l'amitié américaine, le Train de la reconnaissance française va donc partir, via Le Havre, pour les Etats-Unis. Déjà, les quarante-neuf wagons qui le composent sont à quai, sur une voie de la gare Montparnasse, bourrés jusqu'au toit de caisses et de paquets, fermés à double tour et plombés, bien gardés enfin par une double haie d'agents et de gardes mobiles.

Ornés d'une bande métallique bleu-blanc-rouge, ces quarante-neuf wagons – un par Etat américain – porteront en outre les écussons des villes de France donatrices. Que contiennent-ils dans leurs flancs ? De tout, sans excéder. Principalement des tissus, des dentelles, des œuvres d'art, dons des municipalités, des musées, innombrables cadeaux de particuliers, des poteries, des statues, des souvenirs, un grand « bi » des

premiers âges du vélo, un carrosse, un chapeau qui a son histoire, des verres où des lèvres illustres ont trempé.

Le chargement, commencé le 27 décembre, fut achevé le dernier jour de l'année. Pendant cinq journées, camionneurs, manœuvres ne cessèrent de ranger les caisses entreposées en gare d'Orsay, de les arrimer solidement. Car ces quarante-neuf wagons, faits essentiellement pour voyager sur terre, vont franchir l'Atlantique. Chose à peine croyable : un seul cargo suffira pour les contenir tous. A peine arrivés en Amérique, ils reprendront contact avec le rail, la voie ferrée américaine ayant le même écartement que la voie française. Et, cadeaux eux-mêmes de notre industrie ferroviaire, ils resteront désormais dans le Nouveau Monde.

(5 janvier 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfiches du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

« Désolés pour le génocide »...

par Youk Chhang, Ben Kiernan et Dith Pran

NUON CHEA et Khieu Samphan ont tenu une conférence de presse à Phnom Penh. Ils se disent « désolés » de ce qui s'est passé de 1975 à 1979. Mais la reddition de deux des derniers chefs khmers rouges ne met pas un terme à la question de leur culpabilité dans l'holocauste cambodgien qui vit périr un million sept cent mille personnes.

Le régime khmer rouge est coupable de génocide à cinq titres au moins. Ses victimes furent le monachisme bouddhiste du Cambodge et au moins quatre minorités ethniques : les Vietnamiens, les Chinois, les Thaïs et les Chams, minorité musulmane. Quelques petites tribus, comme celle des Kolas, ont été rayées de la carte.

Les Khmers rouges ont aussi commis des crimes contre l'humanité en déportant, massacrant, affamant volontairement la population urbaine, ainsi que des crimes de guerre contre le Vietnam voisin. Tous ces crimes violaient le droit international comme le droit interne du Cambodge. Le gouvernement Hun Sen, qui a combattu les Khmers rouges pendant deux décennies, souhaite peut-être oublier et pardonner aujourd'hui. Mais le droit international doit passer.

Il revient maintenant à la communauté internationale de s'assurer que justice sera rendue aux victimes

Pol Pot, le « Frère numéro un », qui conduisit le régime génocidaire, est mort de sa belle mort le 15 avril 1998. Cinq autres hauts dignitaires khmers rouges au moins restent vivants et impunis. Nuon Chea était le « Frère numéro deux ». Il a servi sous Pol Pot comme secrétaire général adjoint du Parti communiste au pouvoir à Kampuchéa. Khieu Samphan, âgé aujourd'hui de soixante-sept ans, a dirigé le présidium d'Etat du Kampuchéa démocratique, c'est-à-dire l'Etat khmer rouge. Tous deux ont joué des rôles importants dans un régime génocidaire. « Désolés » est loin d'être à la hauteur de leurs responsabilités.

Selon des témoins, c'est lors d'une rencontre secrète de mai 1975 que Nuon Chea approuva les ordres de Pol Pot d'« effacer » la religion et le monachisme bouddhistes, de « disséminer » les dignitaires du régime vaincu de Lon Nol, d'expulser tous les civils vietnamiens, de fermer écoles et hôpitaux. En avril 1977, quand les massacres atteignaient leur apogée, Khieu Samphan déclarait : « Nous devons exterminer l'ennemi... Tout doit être fait avec ordre et à fond. Il ne faut pas se laisser distraire [mais] continuer le combat en supprimant toute apparence d'ennemi en tout temps. »

Ieng Sary, numéro trois du régime, était le vice-premier ministre de son beau-frère Pol Pot. Tel était le point de vue officiel de son ministère des affaires étrangères en 1976 : « Dans notre pays, il y a de 1 % à 5 % de traîtres qui font un travail de sape. » Le journal secret d'un de ses collaborateurs révèle : « Nos ennemis s'affaiblissent à présent et ils vont mourir. La révolution les a déracinés et les réseaux d'espionnage ont été écrasés ; d'un point de vue de classe, tous nos adversaires ont disparu. Toutefois, il reste les impérialistes américains, les révisionnistes, le KGB et le Vietnam. Bien qu'ils aient été vaincus, ils se perpétuent... Les ennemis sont sur notre corps, parmi l'armée, les ouvriers, dans les coopératives et même dans nos rangs... Il faut progressivement exterminer ces ennemis. »

Vingt ans plus tard, en 1996, Ieng Sary abandonnait Pol Pot. Le gouvernement cambodgien lui accorda un pardon restreint et il conserva son fief dans le nord-ouest du Cambodge. Cette amnistie provoqua l'émiettement des forces khmères rouges à mesure que

d'autres chefs cherchaient à conclure des accords semblables. En 1997, le chef de la sécurité khmère rouge, Son Sen, soupçonné par Pol Pot de vouloir faire défection à son tour, le paya de sa vie. Deux semaines plus tard, les deux premiers ministres du Cambodge, alors rivaux, le prince Norodom Ranariddh et Hun Sen, demandaient ensemble aux Nations unies de juger les chefs khmers rouges devant un tribunal international. Mais à ce moment-là, Pol Pot avait déjà été arrêté par ses anciens associés. Khieu Samphan, Nuon Chea et le commandant militaire khmer rouge Chhit Choeun (alias Mok) accusaient désormais Pol Pot d'être un « traître ». Ils le soumièrent à un simulacre de procès. Ses accusateurs et complices le convainquirent non de génocide ou de crimes contre l'humanité entre 1975 et 1979, mais d'« actes criminels » : avoir tué Son Sen et sa famille. Pol Pot pouvait encore donner des conférences de presse, se plaindre d'ennui et des moustiques dans sa « maison de détention » sous contrôle khmer rouge.

Puis, en mars 1998, l'ancien commandant adjoint de Mok, Ke Pauk, s'est mutiné. Il est passé du côté du gouvernement avec le gros des forces khmères rouges restantes. Elles ont attaqué les dernières unités de Mok, les refoulant derrière la frontière thaïlandaise. Pol Pot est mort, abandonné dans sa case en pleine jungle.

Les hauts dignitaires survivants du régime khmer rouge peuvent aujourd'hui être arrêtés et jugés. Nuon Chea, Khieu Samphan, Ieng Sary et Ke Pauk sont tous passibles de poursuites. L'ancien directeur de la prison de Son Sen, Deuch, et son « interrogateur » Mam Nay, sont à la portée de la justice. Et il se peut que Mok, seul et unijambiste – on l'appelle « le boucher » au Cambodge –, ne tienne plus très longtemps.

Un groupe de juristes des Nations unies, constitué pour répondre à l'appel bipartite du gouvernement cambodgien de 1997, s'est rendu à Phnom Penh en novembre pour examiner les nombreuses preuves. On s'attend à ce qu'il rende son rapport en février. C'est grâce au gouvernement cambodgien que l'armée khmère rouge a été démembrée et vaincue et que la plupart de ses chefs se sont livrés. Il revient maintenant à la communauté internationale de s'assurer que justice sera rendue aux victimes.

Youk Chhang est directeur du Centre de documentation sur le Cambodge à Phnom Penh.

Ben Kiernan est professeur d'histoire et directeur du Programme d'études sur le génocide cambodgien à l'université Yale.

Dith Pran, dont l'histoire est retracée dans le film « La Déchirure », a fondé le Dith Pran Holocaust Awareness Project.

(Traduit de l'anglais par Guillaume Villeneuve.)

AU COURRIER DU « MONDE »

ÉCOLES MATERNELLES ET ARCHITECTURE

Des menaces pèsent sur des écoles maternelles de Firminy et de Rezé-lès-Nantes (...). La question est architecturale et patrimoniale.

Les immeubles collectifs proposés par Le Corbusier dans la Libération sont aujourd'hui classés et occupés totalement par des résidents qui ne s'imagineraient plus loger ailleurs que dans des espaces organiques et harmoniques. Pour tout dire, corbusiens. Parmi ces espaces, ceux du toit-terrasse sont les plus originaux et, parmi eux, l'école maternelle. Conçue au lendemain de la guerre, elle reste, dans tous ses aspects, ce qui peut se faire de mieux en matière d'architecture préscolaire.

Trouvaille superbe, les petits enfants vont à l'école sans quitter la maison maternelle. Un coup d'ascenseur avec maman et le tour est joué... Enfin, c'est ainsi que ça fonctionne depuis quarante ans à la satisfaction générale.

L'euro, trois atouts et trois risques

par Edmond Alphandéry

A l'heure où naît l'euro, alors que l'on s'affaire autour de son berceau, il est légitime de s'interroger : dans quel environnement va-t-il faire ses premiers pas ? Cet environnement lui sera-t-il favorable ? Lui sera-t-il adverse ?

Il y a quelques mois à peine, la question était entendue. L'euro ne pouvait naître sous de meilleurs auspices : forte croissance en Euro-land, réduction du chômage, disparition de l'inflation. La crise financière internationale a perturbé la donne. Les indicateurs de conjoncture pour le début de 1999 sont nettement dégradés. L'inquiétude est désormais perceptible dans de nombreux secteurs. Les prévisions de croissance pour 1999 sont révisées à la baisse dans la plupart des pays européens.

Oublions cependant les indices au quotidien, et regardons les forces puissantes, celles qui ont dominé l'évolution de l'économie et de l'emploi en Europe depuis le premier choc pétrolier, c'est-à-dire depuis la fin du plein emploi. Apparaissent alors, dans le jeu de l'euro, trois atouts maîtres et trois risques majeurs.

Des variables décisives pour notre rythme d'activité et pour l'emploi sont à des niveaux historiquement favorables : le prix du pétrole, le niveau général des prix, les taux d'intérêt.

Le premier atout de l'euro est ainsi, à n'en pas douter, le contre-choc pétrolier dont nous bénéficions de façon croissante depuis le début de 1998. Les dégâts commis par les deux chocs pétroliers des années 70 sont dans toutes les têtes. Mais n'oublions pas l'effet très stimulant du contre-choc pétrolier qui a permis à l'Europe de créer des emplois de 1985 à 1990 à un rythme comparable à celui des Etats-Unis. La chute du prix du pétrole (dont le niveau en termes réels est aujourd'hui inférieur à celui d'avant le premier choc pétrolier) pourrait-elle n'être qu'éphémère ? C'est peu probable. Elle intervient alors que la demande américaine et européenne reste soutenue et que rien ne laisse penser au succès d'une politique de restriction de l'offre. La baisse spectaculaire du prix du pétrole (et des matières premières) contribue à la désinflation. Et que l'euro démarre comme une monnaie sans inflation est évidemment une excellente

chose en soi. Deuxième atout, tout aussi important : les nouvelles autorités monétaires européennes n'auront pas à mettre en œuvre cette douloureuse politique de désinflation qui a été si coûteuse depuis vingt ans en termes de chômage. Sur ce point au moins, les économistes sont d'accord : les rigidités des salaires sur le marché du travail ont fortement contribué durant ce processus à la montée du chômage en Europe. Le « sale boulot » de la désinflation est derrière nous. La Banque centrale européenne n'a plus désormais qu'à exercer sa vigilance pour éviter le retour de l'inflation.

La période qui s'ouvre avec l'euro pourrait être une époque encore plus faste pour l'Europe que la période 1985-1990 pour une autre raison – le troisième atout : le niveau exceptionnellement bas des taux d'intérêt. Car des taux faibles sont favorables aux investissements

parité euro-dollar. Le réflexe keynésien a la vie dure. Au moindre ralentissement économique perceptible, des voix s'élèvent pour demander le soutien de l'activité par le budget de l'Etat. Ce scénario, répété sous nos yeux à l'automne dernier, a failli empêcher la baisse des taux d'intérêt. Une prise de conscience en extrêmes des gouvernements européens a eu lieu, grâce notamment – il faut le mettre à son crédit – à la démonstration de notre ministre des finances. Il eût été d'ailleurs encore plus convaincant si le budget de 1999 avait été en concordance avec son remarquable discours...

Avec le ralentissement prévisible de l'activité au début de cette année, les appels au relâchement de la discipline budgétaire pourraient bien reprendre de plus belle. Or, M. Duisenberg, président de la Banque centrale européenne, a été catégorique : la BCE ne le tolérera pas. Si les gouvernements de l'Euro-

Les appels au relâchement de la discipline budgétaire pourraient bien reprendre de plus belle. Or M. Duisenberg, président de la Banque centrale européenne, a été catégorique : la BCE ne le tolérera pas

publics et privés. Ils allègent le poids des dettes et notamment de la dette publique. Ils accroissent fortement la valeur des patrimoines. Pour tous ces motifs, ils sont un vecteur stratégique de croissance et d'emploi. Et là encore, du fait de la stabilité des prix remarquable que nous connaissons, rien n'en laisse présager, dans un avenir prévisible, la remontée.

Tout irait donc pour le mieux si trois écueils, dangereux, ne guettaient l'euro. Passons sur la crise internationale. Elle n'est certainement pas derrière nous. Le Japon en particulier est loin d'être sorti d'affaire. Mais la situation dans le monde est apparemment sous contrôle. Même si un accident n'est pas à exclure (qui aurait des répercussions en Europe), il ne sert à rien de jouer les Cassandre. Les écueils dont je veux parler concernent les Européens eux-mêmes. Ils portent sur la politique budgétaire, sur le fonctionnement du marché du travail et sur la

land veut une politique monétaire accommodante, ils n'ont d'autre choix que de poursuivre des politiques budgétaires rigoureuses. Un bras de fer entre des gouvernements, qui voudraient soutenir l'activité économique par les dépenses publiques ou par le déficit, et la BCE, qui voudrait éviter le redémarrage de l'inflation par des taux plus élevés, est un combat perdu d'avance pour tous : c'est la poussée du chômage assurée.

Les responsables politiques européens sont aussi attendus sur un autre terrain : la lutte contre le chômage. Avec l'arrivée de l'euro et les marges de manœuvre que procure la bonne conjoncture économique, ceux-ci doivent saisir la chance qui leur est donnée de mettre en œuvre une politique assurant un meilleur fonctionnement du marché du travail en Europe. Il est impératif de lui donner plus de flexibilité. Faute de quoi le chômage « structurel » restera élevé. Très vite, des goulets

d'étranglement apparaîtront et avec eux les risques de regain d'une inflation salariale. Gare alors au retour de bâton de la politique monétaire !

Une politique monétaire européenne durablement accommodante suppose donc comme condition indispensable une baisse du taux de chômage « structurel ». Une croissance durable grâce à des taux d'intérêt bas est à ce prix. Or, rien n'indique pour l'instant que l'on prenne ce chemin. Au contraire, les gouvernements européens actuels semblent plus attirés par des politiques de soutien de la demande, par les salaires notamment, voire par la baisse de la durée légale du temps de travail que par la seule politique efficace : celle qui crée les conditions d'une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'emplois.

Le dernier facteur d'inquiétude concerne l'évolution de la parité euro-dollar. L'euro doit être une monnaie stable, c'est entendu. Mais l'euro ne doit pas être une monnaie surévaluée : la compétitivité de l'Euro-land, et donc l'emploi, s'en ressentiront. La sensibilité de l'emploi européen à l'évolution du dollar apparaît à la lumière de ce que nous avons vécu depuis vingt ans. Les risques d'une appréciation de l'euro par rapport au dollar sont réels. Les raisons en sont connues. La balance des transactions courantes de l'Euro-land est excédentaire, celle des Etats-Unis, fortement déficitaire.

Le différentiel de taux d'intérêt contribue à maintenir, pour l'instant, la parité à un niveau convenable. Mais pour combien de temps ? D'autant que le statut de monnaie de réserve de l'euro en accentuera la demande internationale et fera ainsi pression dans le sens de la hausse. Certes, les récentes déclarations du président de la BCE sont réconfortantes. Mais les tendances de fond sont là. Il faudra être vigilants, dans le cadre du dialogue transatlantique, pour que les ajustements indispensables, notamment dans les échanges extérieurs, se produisent dans un contexte d'évolution des parités acceptable par tous.

Edmond Alphandéry est ancien ministre de l'économie et ancien président du conseil d'administration d'Electricité de France.

Des vœux et des valeurs pour 1999

par Laurent Maruani

L ES bonnes intentions économiques des débuts d'année risquent de connaître de bien étranges applications en 1999. Nous voyons défiler une vague de perplexité devant les éléments censés constituer la valeur économique des biens et services ou du travail. Les valeurs sociales ou éthiques des actions sur lesquelles devraient théoriquement se fonder nos attitudes risquent d'en pâtir. Les règles du bon comportement, que nous appelons de nos vœux annuels, se maintiennent mais ne sont plus très fiables. Prenons trois de ces vœux dont 1998 a montré qu'ils ne constituent pas nécessairement les seuls

bons choix, devenant des sortes de pensées périmées. Ouvrons aussi l'année sur deux espoirs de nature économique.

Premier vœu : épargner avant de dépenser. Les faibles valeurs simultanées de l'inflation et des taux d'intérêt sont logiques mais provoquent un dilemme : dois-je, en tant que particulier, emprunter pour dépenser maintenant ? Devrais-je épargner en attendant une éventuelle baisse des prix des biens et services et être un gagnant de la crise, comme ce fut le cas pour les acquéreurs tardifs de logements dans les années 90 ? Décidant d'épargner, devrais-je déposer mon argent à la Bourse comme on m'y incite, alors que je constate en 1998 sa hausse, puis sa baisse et, en conclusion sa faible fiabilité prévisionnelle ? Comment formuler le bon vœu épargnant pour 1999 ?

Deuxième vœu : travailler pour réussir. Bien travailler devrait être une forme d'investissement à retour rapide : salaire, considération, carrière... Or ces dernières années sont marquées par de puissantes restructurations d'entreprises pour lesquelles il est apparu que les postes supprimés et les dépenses comprises n'étaient pas liés à la qualité du travail de chacun mais à la position stratégique de chaque emploi. Si une économie doit être réalisée, elle le sera de toute façon et, éventuellement, un traitement social pourra l'accompagner. La qualité individuelle peut assurer la réputation professionnelle mais pas l'emploi. Le bon vœu est alors de choisir un poste qui apporte une rente personnelle et pas forcément de travailler bien et avec application.

Troisième vœu : être honnête. Le professeur Ivan P'NG, de l'université de Singapour et de UCLA, relate dans son livre *Managerial Economics* (1998) un entretien avec un autre économiste, Frank Rabinovitch.

Les deux hommes imaginaient un repas au restaurant entre Pablo Picasso et Nelson Rockefeller. La question se pose de savoir qui devrait payer. L'artiste propose d'esquisser une vague dessin et de le signer. Le banquier affirme que son nom est une telle caution pour le restaurateur que, tout comme l'œuvre de l'artiste sera pieusement conservée, son chèque n'a aucune chance d'être déposé pour être encaissé. Dans les deux cas, les signatures de l'artiste et du banquier présentent chacune une marque dont la valeur dépasse largement le prix d'un repas qui ne sera donc jamais débité même s'il est effectivement payé. Le sachant, ils déjeunent tranquillement et sans le moindre souci d'honnêteté. Ce dialogue fictif incite plus à essayer de devenir célèbre qu'honnête. Etre top-modèle, passer en vedette à Bercy ou payer... Rien de nouveau certes dans la recherche de la célébrité si ce n'est sa position alternative à des valeurs en échec.

Devant cette difficulté à s'en tenir à ces vœux économiques traditionnels, ne pourrait-on pas alors suggérer des espoirs qui, en évitant le cynisme ambiant, pourraient constituer quelques lignes pour cette fin de siècle ?

Premier espoir : que l'euro cesse de nous accaparer l'esprit. Son succès sera entier lorsque nous en parlerons différemment. Certes, il faudra encore écouter pendant trois à quatre ans les préoccupations matérielles de conversion et de compréhension, mais elles ne sont à la source d'aucune richesse. En revanche, souhaitons que cette unification de l'unité de paiement permettra de se concentrer plus sur l'objet même des paiements : santé, éducation et information, loisirs... Espérons que, grâce à l'euro, force tranquille de l'économie, les désinflationnistes compétitifs et autres mo-

nétarismes voilés sauront laisser quelque place à l'essentiel de la vie économique et sociale.

Deuxième espoir : que la firme moyenne garde une place économique. Deux discours sur la taille des firmes ont dominé l'année 1998 et risquent de perdurer en 1999 : la course au gigantisme et la célébration du petit entrepreneur à fort potentiel. Les regroupements dans les industries des sciences de la vie (phytosanitaire, semenciers, pharmacie...), l'aéronautique, le pétrole, l'assurance et bien des secteurs encore ont été spectaculaires et échappent souvent à la compréhension. Elles sont constatées, attendues, alors même que des études, comme celles menées à la London Business School, montrent que le succès est loin d'être toujours au rendez-vous de ces fusions.

A l'inverse, un discours pro-entrepreneurs individuels s'affiche avec force. Mais ses finalités sont souvent l'entrée des titres sur le marché boursier ou la fiscalité des stock-options et des plus-values.

Ces deux célébrations de la force, du succès et de l'enrichissement effectuées, il reste un tissu d'entreprises moyennes, indépendantes ou filiales, disposant d'une grande liberté d'action, qui constituent les véritables espoirs d'emplois, de croissance et de vitalité. En fait, l'espoir est bien terre, en regard de la force répétitive de la formulation des vœux, puisqu'il vise à la transparence monétaire et au maintien d'un centre de gravité solide du tissu économique. Mais demander épargne, travail et honnêteté à l'individu sans cette contrepartie est, à court terme, sans avenir : un vœu étrangement qualifié de « pieux ».

Laurent Maruani est professeur de marketing et d'économie au Groupe HEC (Jouy-en-Josas).

L'UDF doit aller seule au combat des européennes

Suite de la première page

Les partis de L'Alliance auraient ainsi l'occasion historique d'occuper avec une seule liste la totalité de l'espace politique compris entre le Parti socialiste et les extrêmes droites. A saisir !

Un paradoxe, qu'on qualifiera de « *paradoxe de Séguin* », résume toute l'affaire : les pro-européens peuvent disparaître sans dommage puisqu'ils ont gagné, et les anti-européens réparaître sans risque puisqu'ils ont perdu. Naufrage des personnes, triomphe des idées : qui peut résister à cette victoire combinée de Machiavel et de Platon ?

Seule ombre au tableau - mais elle est de taille : le postulat de départ est faux. Avec l'arrivée de l'euro, les Européens ont gagné une bataille, mais ils sont loin, très loin, d'avoir gagné la guerre. L'euro triomphe, mais l'Europe dépérit. Le découplage de l'économique et du politique est total.

D'un côté, l'achèvement du marché intérieur, l'émergence d'un ensemble commercial et monétaire de première grandeur, la déconfiture des antimaastrichtiens et le lancement de l'euro sous les vivats de la foule. Mais, de l'autre, le piétinement indéfini de l'Europe politique, ses divisions sur l'Irak, son impuissance au Kosovo, la paralysie progressive de son système de décision, la mesquinerie des criaileries budgétaires, la vacuité des sommets à répétition, la valse-hésitation devant l'élargissement. Etrange Union qui voit coexister un fédéralisme monétaire flamboyant avec un nationalisme étriqué, stérile et parcimonieux, un nationalisme de boutiquiers qui succède à celui des princes et des citoyens.

Dans cette conjoncture contrastée, les adversaires de l'Union n'ont pas désarmé. Ils se sont contentés de déplacer leur objectif et de modifier leur stratégie. L'ob-

jectif est désormais de cantonner l'intégration communautaire à l'économie et de la réduire à une simple police des échanges et de la concurrence. Loin d'être l'acte inaugural d'une politisation de l'Union, l'introduction de l'euro serait celui d'une dépolitisation de la gestion monétaire.

La stratégie est celle de l'entrisme. Elle est aussi vieille que le cheval de Troie : entrisme des Etats eurosceptiques dans une Union qu'ils pervertissent de l'intérieur, entrisme des partis eurosceptiques au sein de groupes fédéralistes à la foi vacillante, PPE ou PSE ; entrisme des réseaux parallèles et des aréopages informels au cœur d'un système institutionnel qui doit tout, pourtant, au formalisme et à la rigueur contraignante des procédures communautaires.

Avec 8 % des suffrages, l'UDF récolterait autant de sièges qu'en figurant sur une liste unique

Il y a donc péril en la demeure. Pour s'être déplacé de l'économie vers le politique, l'enjeu fondamental du débat n'a pas varié. Il s'agit, encore et toujours, de choisir entre une Europe faible, molle et informe, exclusivement vouée à l'échange, et une Europe forte, cohérente et respectée, capable de prendre toutes ses responsabilités, au service du droit, de la coopération et de la paix.

La nouveauté, c'est qu'avec l'élargissement et l'extension des compétences, la question du modèle institutionnel de l'Union ne

peut plus être éludée et que la dimension fédéraliste de l'entreprise doit être tout à la fois démythifiée et assumée. Démythifiée : il ne s'agit pas aujourd'hui de bâtir un Etat fédéral à l'américaine, mais de parfaire la fédération des Etats qui s'édifie empiriquement depuis cinquante ans et de briser la relation schizophrénique qui conduit les Européens à cautionner des traités de plus en plus fédéralistes tout en diabolisant avec une véhémence grandissante l'Europe fédérale.

Assumée : on ne saurait imaginer une Europe forte sans le développement d'un fédéralisme à l'euro-péenne, fondé notamment sur la primauté de l'ordre juridique communautaire, une répartition rationnelle des compétences entre l'Union et les Etats, l'abandon de la règle de l'unanimité et l'élimination de ce qu'on appelle, sans doute par antiphrase, la « *méthode intergouvernementale* ».

Osons ici paraphraser le plus illustre des gaullistes : l'Europe du XXI^e siècle sera fédérale ou ne sera pas.

La permanence et le déplacement du clivage européen comme ligne de partage structurant, à droite comme à gauche, l'espace politique français emportent des conséquences précises tant à l'UDF qu'au RPR. Pour le parti de François Bayrou, il n'y a en fait, malgré l'amputation douloureuse de juin 1998, rien de nouveau sous le soleil. Comme c'est le cas depuis vingt ans, l'UDF se doit de choisir la solution la plus européenne, seule si c'est nécessaire, avec ses partenaires si c'est possible.

La constitution d'une liste autonome ne devrait pas l'effrayer : le mode de scrutin, ultraproportionnel, la favorise dans la mesure où, avec 8 % des suffrages, elle récolterait autant de sièges qu'en figurant sur une liste unique. La morale publique la recommande puisque c'est le noyau dur des convictions qui est en cause. L'intérêt général de l'opposition y trouve son compte si, du moins, cette dernière ne se donne pas pour ambition de placer dérisoirement la liste de L'Alliance devant celle du PS, mais bien de limiter

effectivement la représentation parlementaire de la gauche « plurielle » à Strasbourg.

Le choix de l'Union dépend donc, en réalité, du RPR lui-même. C'est lui qui, en lançant la candidature d'un euro-résigné, a donné le sentiment de vouloir changer la règle du jeu traditionnel qui faisait du choix de l'Europe le ciment de l'Union. C'est donc à lui qu'il appartient d'apporter la preuve contraire. A lui qu'il incombe d'établir qu'il n'est pas, tel Don Juan entre Charlotte et Mathurine, le courtisan simultané de partis inconciliables.

Le « *château séguin* » 1992 étant, à l'évidence, imbuvable pour un gosier raisonnablement maastrichtien, c'est à lui qu'il revient de démontrer que c'est l'année et non le cru lui-même qui était détestable. Rude effort assurément. Si le président du RPR entend rassembler sous sa houlette toute l'opposition - pro- et anti-européens confondus -, il ne pourra que décevoir, éloigner et fi-

Il est, certes, réconfortant de savoir que le président du RPR n'est pas un hors-la-loi, mais il en faut plus pour diriger la liste unique de L'Alliance. Il faudrait, par exemple, une déclaration précisant que la monnaie unique apparaîtrait, à tout prendre, comme un excellent choix pour la France : la contrition n'est sans doute pas requise mais le credo s'impose.

S'agissant de la défense et de la sécurité européenne, on se souviendra peut-être que Philippe Séguin avait naguère proposé un système de sécurité exclusivement et intégralement européen, comprenant les Russes et excluant les Américains. On aimerait savoir si cette proposition d'élargissement *post mortem* du pacte de Varsovie, dont on imagine l'accueil qui lui serait réservé à Londres, à Madrid ou à Berlin, est toujours d'actualité ou si le président du RPR ne souhaiterait pas plutôt s'engager dans la voie, bien différente, ouverte à Saint-Malo par Tony Blair et Jacques Chirac.

Philippe Séguin doit à ses partenaires de l'UDF de vraies concessions sur l'euro, la défense, les institutions, la stratégie parlementaire

nalement échouer. S'il souhaite, en revanche, incarner le choix européen de L'Alliance, quitte à ce que s'organise, par ailleurs, une liste nationaliste dont le grand mérite serait de ne pas abandonner aux extrêmes droites le monopole de la nostalgie, alors que de chemin à parcourir ! M. Séguin doit à ses partenaires de l'UDF de vraies concessions sur l'euro, la défense, les institutions, la stratégie parlementaire.

Sur l'Union économique et monétaire d'abord. Il y a lieu d'être perplexe sur la nature du ralliement à la monnaie unique d'un homme qui prétend, aujourd'hui encore, ne s'acquitter de ses devoirs envers l'euro que par légalisme, comme « *on paie ses impôts à un gouvernement dont on déplore profondément la politique fiscale* ».

On ne fera pas l'Europe de la défense contre les Etats-Unis. Il serait bon de s'en aviser et courageux de le reconnaître.

Dans l'ordre institutionnel, M. Séguin est passé d'un ensemble de propositions ultraprécises et passablement saugrenues à l'éloge général et platonique de la Constitution européenne. Les mots ayant en politique une importance décisive, on se gardera bien d'ironiser sur l'intérêt de cette révolution rhétorique. Il reste que rien n'est dit sur le contenu de cette Constitution imaginaire. On songe à Saint-Exupéry : « *Dessine-moi une Europe* », dit le petit prince de l'UDF, et le grand pilote du RPR lui propose une boîte vide. Entre le Meccano institutionnel d'hier et l'abstraction constituante d'aujourd'hui, il

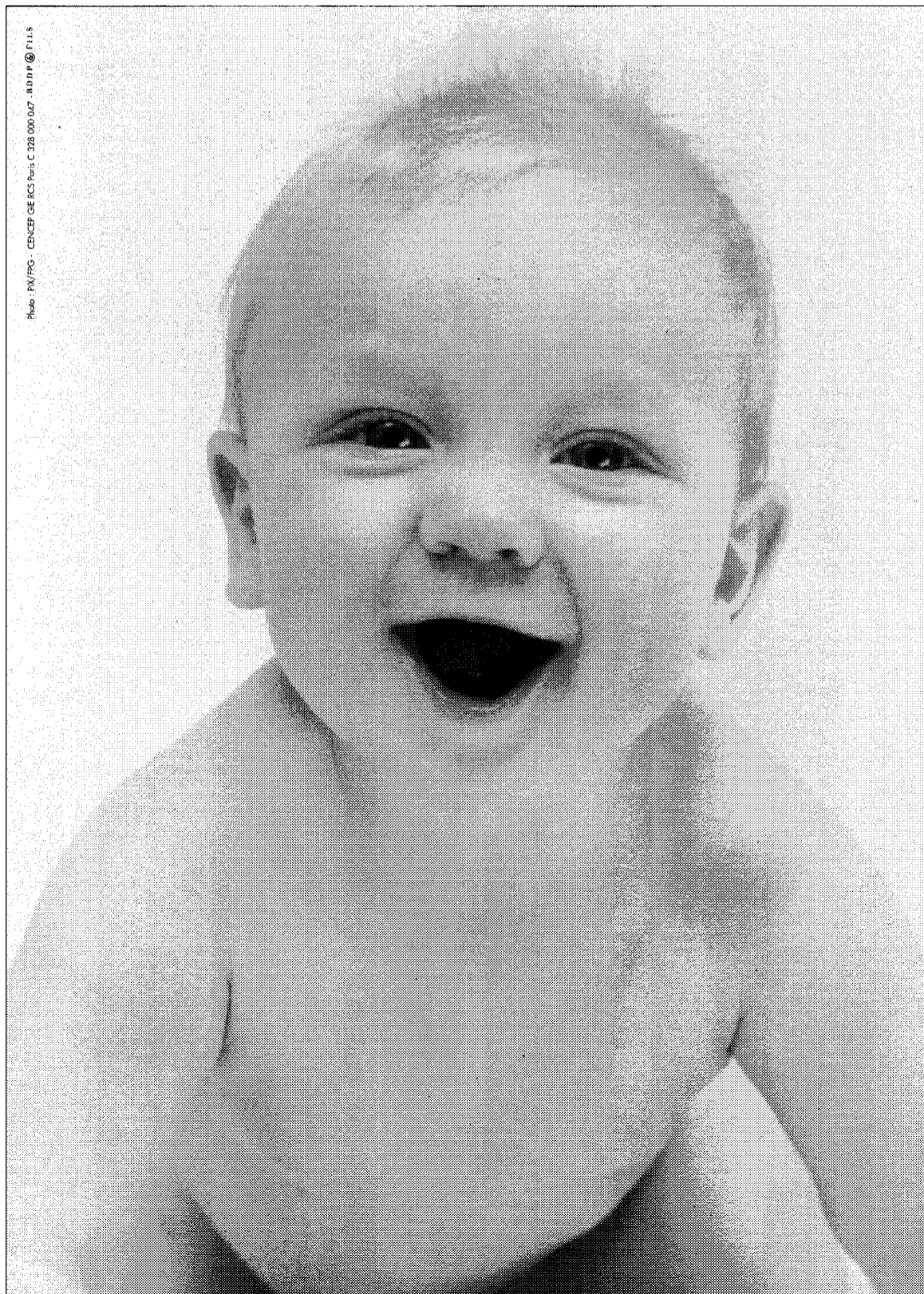
y a certainement place pour un engagement clair, précis et formel en faveur d'une fédération européenne des Etats, mixte institutionnel combinant l'Europe des Etats chère au général de Gaulle avec l'établissement entre eux de liens fédératifs puissants.

Il y a, enfin, la stratégie européenne de L'Alliance. Question capitale si l'on songe que la dispersion des élus à Strasbourg est à l'origine d'une marginalisation française proprement indigne d'un grand peuple. Philippe Séguin s'est toujours opposé à l'intégration des euro-parlementaires du RPR au sein du groupe du PPE, allant même jusqu'à qualifier, il y a quelques mois, ce dernier de « *tribunal de la Sainte Inquisition* ».

Aujourd'hui, le président du RPR paraît avoir changé de pied et s'est engagé dans une négociation confuse avec le PPE, d'une part, et les post-fascistes italiens, de l'autre. Nul ne sait si les amis de M. Séguin entendent apporter leur pierre à l'édification d'un vaste groupe parlementaire eurosceptique ou renforcer la main des partisans d'une Europe forte au sein du PPE. Là encore, la clarté s'impose : Martens ou Fini, il faut choisir ! La rapidité ne s'impose pas moins. Il serait d'autant moins concevable que l'intégration du RPR au PPE soit renvoyée au lendemain des élections que l'engagement en avait été pris en 1994 et n'a jamais été tenu. Est-il donc déraisonnable d'exiger que les contrats d'hier soient honorés avant d'en passer de nouveaux ?

Philippe Séguin consentira-t-il à procéder aux quatre clarifications nécessaires à la conclusion d'un pacte européen solide entre les formations de L'Alliance ? Personne ne peut l'exclure a priori. Mais personne ne saurait, à l'heure présente, raisonnablement y compter. Si elle veut survivre politiquement, l'UDF est donc condamnée à l'autonomie électorale, sauf si le président du RPR en venait à reconnaître que la géographie de L'Alliance a ses bizarreries et que, par exemple, pour se rendre à Strasbourg il faut trouver le chemin de Damas.

Jean-Louis Bourlanges



**Quand on est né le 1^{er} Janvier 99,
on peut avoir 100 euros en poche.
Même quand on n'a pas de poche.**

Pour fêter l'arrivée de l'Euro, la Caisse d'Epargne et le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, en partenariat avec l'Union Européenne, offrent un Livret A crédité de 100 euros à tous les enfants nés le 1^{er} Janvier 1999.

Rendez-vous, avec votre livret de famille, dans votre Caisse d'Epargne avant le 30 Janvier.

CAISSE D'EPARGNE

A la Caisse d'Epargne, c'est déjà l'euro.

MONNAIE UNIQUE Pour ses premières cotations officielles, lundi 4 janvier, l'euro a gagné du terrain face à l'ensemble des autres grandes devises. Il est monté jusqu'à 1,19 dol-

lar, soit une hausse de près de 2 % par rapport à ses niveaux observés jeudi 31 décembre. ● L'EURO s'est également apprécié face à la monnaie japonaise, passant de 132,80 à

135 yens. ● POUR LE GOUVERNEUR de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, « c'est un bon accueil, ce n'est pas un engouement incontrôlable et absurde ». ● LES INVESTIS-

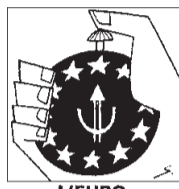
SEURS asiatiques ont acheté des euros dont ils estiment qu'il deviendra, à terme, une monnaie de réserve rivale du billet vert. ● LES VOLUMES de transactions sont toutefois restés

faibles, les opérateurs se montrant prudents avant la confirmation de la réussite des opérations de bascule, qui se sont déroulées, durant le week-end, dans les banques.

Les marchés financiers internationaux plébiscitent l'euro

La monnaie unique européenne a gagné près de 2 %, lundi matin 4 janvier, face au dollar. La Banque centrale européenne serait même intervenue pour éviter son appréciation excessive

L'EURO a fait une entrée remarquée sur la scène monétaire mondiale, lundi 4 janvier, en gagnant près de 2 % face au dollar. Sur les places asiatiques, la monnaie unique européenne est montée jusqu'à 1,1852 dollar, contre 1,1685 dollar, jeudi 31 décembre, au moment de l'annonce, à Bruxelles, des taux de conversion irréversibles des devises de l'Euroland. Face à la monnaie japonaise, l'euro a également gagné du terrain, passant de 132,80 à 135 yens. Enfin, il cotait 1,6161 franc suisse et 0,7141 livre sterling.

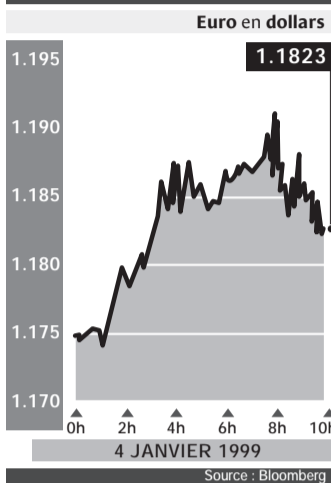


A Londres, première place au monde sur le marché des changes, avec plus du tiers de l'activité, l'euro a poursuivi son ascension. Il a franchi la barre des 1,19 dollar, avant de se stabiliser autour de 1,1850 dollar. Les volumes de transactions étaient toutefois faibles sur la nouvelle parité vedette. D'une part, parce que

des opérations continuaient à s'effectuer sur le dollar/mark, notamment de la part des intervenants américains. D'autre part, en raison d'une nécessaire période d'apprentissage chez les opérateurs. Les cambistes, dont le métier consiste à fournir très rapidement des prix aux clients, doivent modifier leurs habitudes. Ils doivent notamment tenir compte du fait que la cotation de l'euro est exprimée en dollars, alors que, dans le passé, c'est la valeur du dollar qui était exprimée en deutschemarks et en francs. Il convient, du même coup, d'inverser les réflexes. Lorsque le dollar baisse face aux devises européennes, le cours de référence s'inscrit désormais en hausse.

La progression de l'euro, pour ses premières cotations historiques, lundi, prouve que les investisseurs internationaux n'ont pas sanctionné la nouvelle polémique sur la durée du mandat du président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, qui avait quelque peu gâché, jeudi, la fête du lancement. Ils ont au contraire salué le

La monnaie européenne s'apprécie face au dollar



sans-faute technique de l'opération de basculement, qu'il s'agisse de la fixation des parités (sans retard ni erreur de calcul) ou des opérations de conversion qui se sont, dans l'ensemble, déroulées avec succès, durant tout le week-end. De façon

symbolique, les gestionnaires asiatiques, qui ont souffert dans le passé des mouvements erratiques du dollar, ont tenu à saluer l'arrivée de la monnaie unique européenne, rivale du billet vert, en achetant des euros.

RISQUES DE SURÉVALUATION

Mais certains analystes n'excluent pas que, au-delà du premier accueil enthousiaste, l'engouement pour la monnaie unique européenne se poursuive. Jusqu'à présent, les compagnies d'assurances et les caisses de retraite nippones délaissaient la zone financière européenne, en raison de son caractère morcelé et historiquement instable, pour privilégier les achats de dollars. Pour elles, l'arrivée de l'euro ouvre de nouveaux horizons de placement. Il en va de même pour les banques centrales asiatiques, qui disposent de très importantes réserves (215 milliards de dollars pour le Japon, 140 milliards de dollars pour la Chine, 70 milliards de dollars pour Hongkong), et qui pourraient profiter de la nais-

sance de l'euro pour diversifier leurs avoirs de change, essentiellement constitués de dollars.

La hausse initiale de l'euro a aussi démontré que les craintes d'une monnaie européenne faible, qui prévalaient au printemps 1998 en raison de la participation des pays d'Europe du Sud, à la réputation monétaire sulfureuse, ne sont plus de mise. Le gouverneur de la Banque d'Italie, Antonio Fazio, s'est réjoui, dès dimanche soir, du fait que « l'euro soit né fort, robuste ». Le risque actuel apparaît bien davantage celui d'un euro surévalué, qui viendrait pénaliser les exportateurs européens. Christian Noyer, vice-président de la BCE, s'est à cet égard voulu rassurant, dimanche, en expliquant que « l'euro n'est pas menacé d'appréciation excessive face au dollar et au yen ». Pour sa part, le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, prévoit que « les relations entre l'euro et les autres monnaies seront équilibrées ».

Selon de nombreux experts, il ne faut pas surestimer les risques d'en-

volée de l'euro. Pour au moins trois raisons. La première est que la BCE, avec l'appui des banques centrales nationales, dispose d'importantes réserves qu'elle peut à tout moment utiliser pour freiner une appréciation excessive de l'euro : des rumeurs d'intervention circulaient d'ailleurs, dès lundi matin. La deuxième est que la situation économique dans l'Euroland reste difficile, avec un ralentissement marqué de l'activité dans les trois grands pays de la zone que sont l'Allemagne, la France et l'Italie, et un taux de chômage très élevé. Dans ce contexte, une baisse supplémentaire du taux directeur de la BCE, fixé à 3 %, au cours du premier semestre, ne peut être exclue. Enfin, l'absence de véritable coordination des politiques économiques, par exemple dans le domaine fiscal, pourrait rapidement déboucher sur des conflits entre gouvernements de l'Union, conflits de nature à éloigner provisoirement les investisseurs de la zone euro.

Pierre-Antoine Delhommais

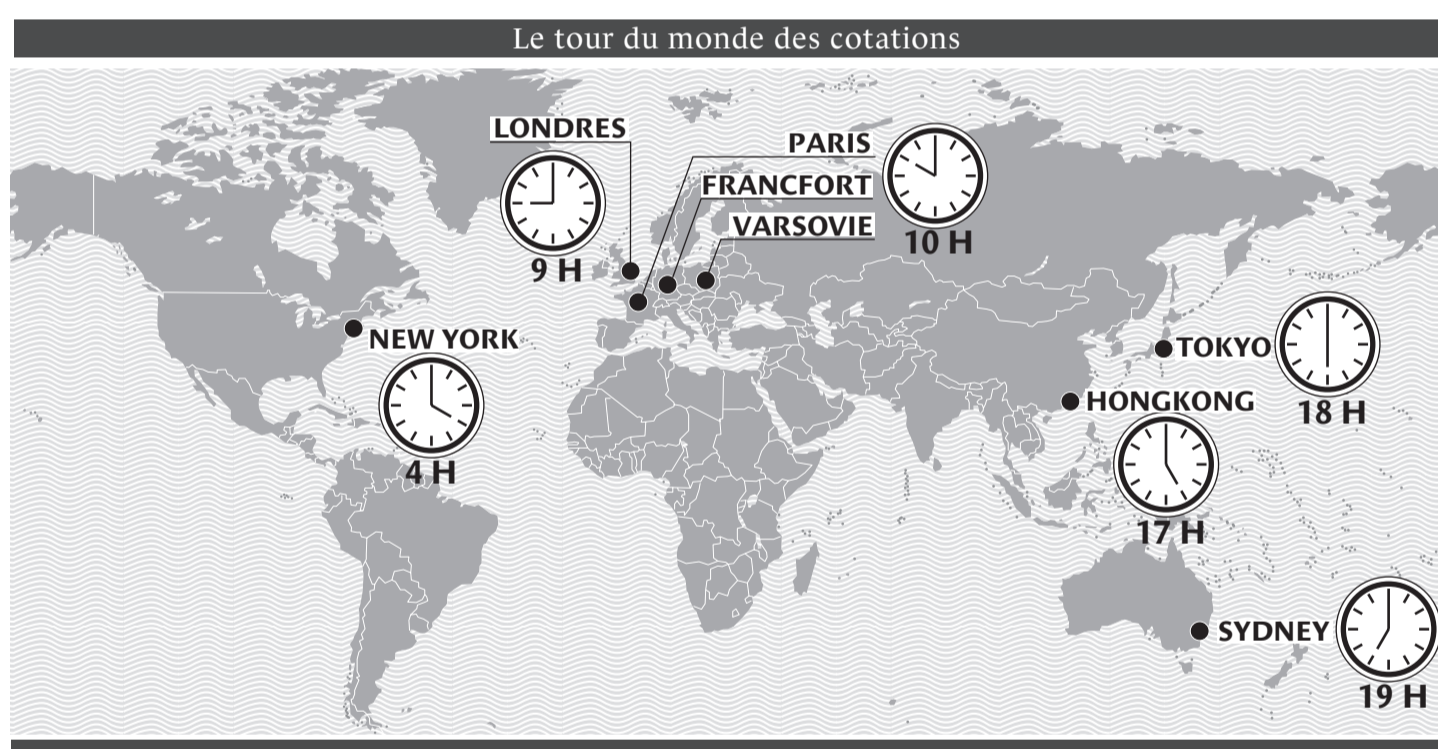
La monnaie unique a subi son baptême du feu avec succès en Asie et en Europe

● SYDNEY : c'est au marché officiel australien qu'est revenu l'« honneur » (selon la *Financial Review*), d'accueillir les premières transactions dans la nouvelle « super valeur » européenne. Sydney a ouvert à 5 heures du matin, deux heures plus tôt qu'à l'habitude, sous le regard de plusieurs grandes salles européennes.

« On a commencé à vendre de l'euro à 5 heures, puis on a échangé des euros contre de la livre sterling, dans un marché très liquide et très ordonné », indique Roland Girault, directeur général de la BNP Australia à Sydney. On s'attendait d'ailleurs à un début calme et maîtrisé. Les institutionnels (caisses de retraites, compagnies d'assurances, etc.) ont travaillé de longue date à repositionner leur portefeuille pour être prêts à l'introduction de l'euro. L'euro, qui a ouvert à 1,1747 dollar, est donc resté très stable pendant tout le début de la matinée. En revanche, vers midi, heure locale, plusieurs grandes banques américaines commençaient à intervenir provoquant une hausse. « On dirait que les banques américaines ont attendu que les Européens aillent se coucher pour commencer à acheter tranquillement », remarquait un observateur financier. On s'attend à une hausse progressive au cours des prochaines semaines, avec 1,20 dollar comme valeur d'échange plafond. Mais l'essentiel pour les intervenants sur le marché n'était pas tant l'éventuelle fluctuation de valeur de l'euro que la transition réussie de tous leurs outils.

● HONGKONG : « C'est parti. Les transactions sur l'euro ont commencé ce matin sans aucun problème », se réjouissait, lundi 4 janvier, après l'ouverture du marché à Hongkong, Bruno Boussard, le trésorier de la première banque française sur le territoire, la BNP. Même les Anglo-Saxons, à l'enthousiasme plus mesuré pour la deuxième devise du monde, reconnaissaient lundi la réussite du lancement : « D'un point de vue logistique, c'est un succès incontestable », admettait Peter Murray, patron des changes chez Morgan Stanley à Hongkong.

Pour autant, le coup d'envoi de l'euro n'a pas été un feu d'artifice : attentisme et prudence ont prévalu toute la matinée dans les salles de change de Hongkong, suspendues à l'ouverture des marchés européens où se traitent les principaux volumes, en particulier celui de Londres. « Les principaux achats d'euros semblent pour l'instant liés au débouclage de quelques positions de prudence », estimait ce matin le trésorier d'une autre grande banque française. Explication : « Avant la fin de l'année 1998, anticipant quelques ratés au démarrage de la nouvelle devise européenne,



certain intervenants avaient acheté des dollars. Aujourd'hui, ils les vendent contre des euros. »

Si les banques centrales asiatiques, qui détiennent les plus importantes réserves en devises du monde, ne semblent pas avoir encore réalisé de transferts de leurs actifs sur l'euro, il apparaît qu'elles se sont mobilisées pour la réussite du lancement de l'opération. Dans certaines salles de change à Hongkong ce matin, on affirmait que les banques centrales japonaises et chinoises ont vendu des euros, d'abord pour assurer la liquidité du système, ensuite pour empêcher que la devise européenne ne s'envole au-delà de 1,1850 dollar.

● TOKYO : la cotation de l'euro a commencé sans fanfare, lundi 4 janvier, sur le marché des changes de Tokyo. L'activité est restée relativement « molle » sur les écrans des ordinateurs, surmontés d'un petit drapeau européen, de la salle de change la banque Tokyo-Mitsubishi, la plus importante du Japon par les montants qui s'y traitent. Certains opérateurs notaient l'intervention de la Banque centrale européenne, soucieuse d'éviter une montée trop forte de l'euro ; d'autres étaient plus sceptiques sur une telle intervention.

Bien que le quotidien *Mainichi* estime qu'en raison des crises financières asiatique et russe, les yeux du monde sont tournés vers l'euro, qui pourrait « damer le pion au dollar », les investisseurs japonais sont restés prudents. Tokyo se dégage lentement de la torpeur des fêtes de fin d'année, et ce début de semaine est encore largement

consacré aux civilités de la présentation des vœux dans les entreprises. Dans les couloirs de la banque Tokyo-Mitsubishi, en fin de matinée, ce lundi, on croisait des personnages importants du monde des affaires se rendant à la réception de début d'année et certaines employées en kimono, comme c'est la coutume pour les premiers jours de reprise du travail d'une nouvelle année.

La plupart des entreprises nippones ont modifié leur système informatique pour traiter en euros. C'est le cas des constructeurs automobiles (Toyota, Nissan) ou électroniques (Sony, Canon, Pioneer), qui s'attendent à une concurrence renforcée de la part des Européens et devront vraisemblablement baisser le prix de leurs produits. Les entreprises japonaises ont assurément la force nécessaire pour faire face à cette concurrence, mais les banques, alourdies par leurs mauvaises dettes, sont à la traîne pour s'adapter à l'euro et devront dans un premier temps opérer des paiements en monnaie européenne par l'entremise de concœurs américaines.

● VARSOVIE : l'avènement de l'euro a entraîné pour la Pologne un changement de calcul de la parité du zloty. Jusqu'ici, la monnaie polonaise a été cotée par rapport à une « corbeille » contenant pour 45 % du dollar, 35 % du mark, 10 % de la livre, 5 % du franc français et 5 % du franc suisse. A partir du 1^{er} janvier, cette « corbeille » contient 55 % d'euro et 45 % de dollar. La parité théorique entre le zloty-euro a été fixée le 31 dé-

cembre à 4,08947 et s'établissait, lundi 4 janvier, à 4,0925.

Pour le professeur Cezary Jozefiak, membre du Conseil de politique monétaire de la banque centrale polonaise : « L'euro constitue un vrai défi pour la Pologne, en premier lieu pour les sociétés polonaises, très dépendantes du marché européen (qui représente plus de 60 % des échanges polonais). Les sociétés polonaises seront obligées de faire face à une concurrence accrue. Alors que la Pologne aspire elle-même à devenir membre de l'UE, les exportateurs doivent s'adapter aux règles de l'Union. »

● FRANCFORT : la place allemande a mis les petits plats dans les grands, lundi matin, pour célébrer le passage à l'euro. Elle a convié le tout-Francfort financier à assister, dès 8 h 30, aux premières cotations dans la nouvelle monnaie en présence de Yves-Thibault de Silgny, commissaire européen chargé de la monnaie unique. Un moment crucial considéré, ici aussi, comme le premier test d'envergure après un week-end de bascule marqué par une intense activité.

Apparemment, les opérations de conversion se sont déroulées comme prévu sur la place financière allemande. A la Bourse, 90 personnes ont consacré leur pont de la Saint-Sylvestre à parachever des préparatifs lancés dès 1996. Les dernières opérations étaient réalisées dès dimanche matin. « Tout s'est déroulé de façon optimale ; nous n'avons rencontré aucun problème significatif avec les banques », indique-t-on à la Deutsche Börse. Le président du direc-

toire de la Bourse, Weiner Seifert, qui compte sur l'euro pour conforter la position de Francfort vis-à-vis de Londres et de Paris, a qualifié les travaux du week-end de « couronnement pour 1998, et de début exemplaire pour 1999 ». Les efforts n'ont pas été ménagés ces derniers mois pour arriver à ce résultat. Outre de nombreuses séries de tests, un Guide euro avait été édité voici plus d'un an à destination de la clientèle et une « hot-line » a fonctionné pour répondre aux diverses questions techniques.

● PARIS : l'atmosphère était calme dans la salle des marchés de Paris lundi vers 7 heures. Les opérateurs ne faisaient preuve d'aucune fébrilité, alors que les premières opérations sur les marchés des changes s'effectuaient. Symboliquement, le premier échange pour tester les systèmes a porté sur un montant de 6,56 euros. C'est dès 6 heures que la Bourse de Paris a pré-ouvert en euro pour la première journée de cotation de son histoire dans la monnaie unique. Les premiers échanges sur les contrats Matif et Monep ont eu lieu à 8 heures. Le contrat notional, qui retrace l'évolution des emprunts de l'Etat français, a ouvert à 111,04 points, pour rapidement s'élever à 112,19 points. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor émise à dix ans s'établissait à 3,84 %. Le contrat à terme sur l'indice CAC 40, qui donne une indication sur la tendance de la séance à la Bourse de Paris, s'établissait à 3 890 points. Sur le marché des actions, tous les membres étaient « normalement

connectés », indiquait la Société des Bourses françaises, et transmettaient leurs ordres en vue de la première cotation, à 10 heures. Dans une interview donnée à *Europe 1*, Jean-Claude Trichet, gouverneur de la banque de France, indiquait que les opérations de traitement de paiements se passent « très, très bien ». « Nous avons pour l'instant un bon fonctionnement de l'ensemble des systèmes », s'est-il félicité.

● LONDRES : « un début calme, sans trop de secousses à ce stade ». Comme l'indique Holger Schmieling, analyste de Merrill Lynch, l'euro a réussi son baptême du feu face au yen et au dollar sur le Foreign Exchange Market (Forex), premier marché des changes au monde. La nouvelle monnaie européenne a ouvert de manière « musclée », lundi à 7 h 30, heure locale, en phase avec les places asiatiques.

Vu du Forex, qui réalise plus d'un tiers des transactions planétaires, plusieurs facteurs expliquent ce succès. Les déclarations des responsables de la Banque centrale européenne, selon laquelle il n'y avait pas de volonté agressive de sa part visant à supplanter le dollar comme monnaie de réserve mondiale, ont rassuré la City, très proche des Etats-Unis en raison des liens transatlantiques commerciaux et sentimentaux très étroits. Par ailleurs, les inquiétudes sur les possibles dissensions politiques au sein de l'eurozone – longueur du mandat de Wim Duisenberg et pressions allemandes sur la Banque centrale européenne pour qu'elle réduise les taux d'intérêt afin de favoriser croissance et réduction du chômage – ont été pour l'instant balayées par les marchés, « prudemment optimistes », selon Holger Schmieling.

La fermeté de l'euro a toutefois bousculé le sterling, qui ne fait pas partie de la monnaie unique. Les déclarations du spéculateur Georges Soros d'une possible attaque spéculative des *hedge funds* contre la devise britannique et les prévisions d'une nouvelle réduction des taux d'intérêt par le comité monétaire de la banque d'Angleterre, qui se réunit le 6 janvier, ont accentué cette baisse. Selon Merrill Lynch, le sterling de surcroît ne devrait pas profiter de la diversification des portefeuilles des investisseurs institutionnels dans le cadre européen au profit des devises scandinaves hors euro, couronnes danoise et suédoise, et monnaies d'Europe de l'Est.

Avec nos correspondants dans le Pacifique sud, à Tokyo, à Hongkong, à Varsovie, à Francfort et à Londres

L'EURO EST À SON PLUS HAUT NIVEAU HISTORIQUE DE L'ANNÉE !!!



Le calendrier européen reste chargé pour les gouvernements

LE LANCEMENT de l'euro était ce week-end l'affaire des banquiers et des marchés financiers. Après les proclamations politiques du 1^{er} janvier, qui ont salué la naissance de la nouvelle monnaie, les capitales européennes retenaient leur souffle en attendant les premières cotations des places boursières, lundi 4 janvier, pour mesurer le rapport de forces initial entre l'euro et les autres grandes devises. Chacun avait ensuite prévu de marquer l'événement à sa façon.

A Paris, le ministre des finances, Dominique Strauss-Kahn, a invité à un déjeuner à Bercy les responsables français ayant eu un rôle dans la préparation de l'Union monétaire, notamment ses prédécesseurs Alain Madelin, Edmond Alphandery et Jean Arthuis. Jacques Delors et les trois anciens premiers ministres socialistes Edith Cresson, Michel Rocard et Laurent Fabius devaient y côtoyer Michel Camdessus, le directeur général du Fonds monétaire international, Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France, et Yves-Thibault de Silguy, commissaire européen chargé de l'euro. Valéry Giscard d'Estaing, ainsi que les deux anciens premiers ministres RPR, Alain Juppé et Edouard Balladur, ont décliné l'invitation. Interrogé sur France Inter, le ministre des finances a réaffirmé sa conviction que l'euro était un instrument qui redonnait à la France « un pouvoir que nous avions largement perdu. Les gens qui se positionnent contre l'euro sont des gens d'hier ou d'avant-hier ».

Si la presse mondiale, comme le fait lundi le *Wall Street Journal*, continue de célébrer la portée historique de l'événement, beaucoup de dirigeants politiques européens soulignent également les responsabilités qui pèsent plus que jamais sur les épaules de leurs gouvernements. « L'euro ne sera pas la solution miracle », a réaffirmé le commissaire Yves-Thibault de Silguy, « il reste beaucoup à faire. Par exemple sur le front des réformes structurelles imposées avant tout par la globalisation économique ». Un point de vue partagé par le gouverneur de la Banque d'Italie, Antonio Fazio : « L'euro, a-t-il déclaré, est un passage historique, mais le vrai changement, nous l'obtiendrons par nos choix de politique économique ».

Le gouvernement de Massimo D'Alema a rendu public à son tour pendant les fêtes son plan national de stabilité, qui sera examiné lors de la réunion des ministres des fi-

nances des Quinze, début février. Ce plan, qui se veut rassurant pour ses partenaires, estime que la croissance relativement faible de l'économie italienne et le récent pacte social ne remettent pas en cause les engagements pris en matière de stabilité, notamment budgétaire.

Le ministre espagnol des finances, Rodrigo Rato, a lui aussi affiché samedi la détermination de son gouvernement à mettre à profit les prochaines années pour assurer la consolidation de l'économie nationale et mettre l'Espagne, qui souffre encore d'un retard en matière de revenu et d'emplois, au même niveau que les autres. Il a assuré que son pays atteindra une convergence totale avec le reste de l'Europe « vers 2003 ou un peu plus tard ». Une promesse qui n'est pas sans relation avec les négociations en cours sur le financement de l'Union pour la période 2000-2006 et notamment de ses politiques d'aide aux pays en cours de rattrapage.

L'ALLEMAGNE AUX COMMANDES

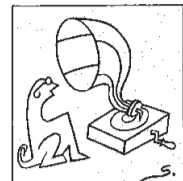
Le passage à l'euro ne gomme pas le reste du calendrier européen, particulièrement chargé alors que l'Allemagne a pris, lundi 1^{er} janvier, la présidence de l'Union. Les dirigeants allemands, du chancelier Gerhard Schröder aux ténors de l'opposition de droite, ont réaffirmé à cette occasion leur volonté de voir diminuer la charge financière relative de l'Allemagne. Dans un entretien à l'hebdomadaire *Der Spiegel*, M. Schröder a évoqué un possible compromis permettant d'envisager une telle diminution de manière progressive jusqu'en 2006. Il devait évoquer la question avec le chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, lundi à Marbella (Espagne), où il achevait ses vacances.

Dans son éditorial de lundi, le *Financial Times*, ne doute pas, malgré ces difficiles négociations à venir, de la capacité des Européens, à poursuivre, dans la foulée de la monnaie unique, leur intégration non seulement sur le plan économique, mais aussi politique. « Il y a toute les raisons de croire que cette détermination impressionnante à démarrer le processus [de l'euro] va être poursuivie pour qu'il puisse fonctionner », écrit-il notamment, alors que le débat reprend de plus belle en Grande-Bretagne, entre partisans et adversaires de l'Union monétaire.

Henri de Bresson

Malgré quelques incidents, le week-end le plus long s'est bien passé en Europe

TOUT SEMBLAIT prêt lundi 4 janvier en début de matinée pour que la première journée de l'euro se passe bien sur les marchés financiers. Dès samedi après-midi, le comité de pilotage de la place de Paris (Banque de France et de l'Association française des établissements financiers et entreprises d'investissement) a indiqué que la préparation à l'ouverture des marchés était terminée. Le cours des actions ainsi que les opérations en cours avaient été convertis en euros. Tout comme les dettes de l'Etat, de la Caisse d'amortissement de la dette sociale et des pays de la zone euros soit 4 286,05 milliards de francs (653,404 milliards d'euros). Samedi, les marchés d'actions, d'obligations et des produits dérivés pouvaient se mettre en situation de pré-ouverture en cotation en euros afin de recevoir les ordres des membres du marché. Près de 40 000 ordres ont été transmis.



RÉCIT

Dans les banques et les maisons de titres, le plus gros des opérations de bascule s'étant bien déroulé dans les services informatiques et comptables, les opérateurs de marché venaient découvrir les nouveaux systèmes. Dimanche, tous les opérateurs avaient rendez-vous dans la salle des marchés du Crédit lyonnais à 15 heures pour vérifier si leurs écrans ouvraient sans problème et si leurs positions étaient bien ajustées et converties. Beaucoup étaient aussi sur le pont à la Société générale. Les spécialistes du change avaient la vedette. Sous les caméras de la télévision japonaise TBS, ils se préparaient à « coter » l'euro à partir de 19 heures. Il était cinq heures du matin à Sydney. Les opérateurs à Paris souhaitaient faire quelques « tickets » (quelques ordres), histoire de vérifier si les tuyaux étaient prêts à fonctionner. Pendant ce temps, des informaticiens de Reuters – qui fournit les écrans de cotation et d'information – faisaient quelques ultimes réglages.

Dimanche à 16 heures, Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France confirmait officiellement que pour l'ensemble de la place de Paris, l'avancement des travaux était conforme aux plannings initiaux. Un peu plus tard dans un communiqué, le comité de pilotage de place précisait que les différents acteurs traitaient « de façon satisfaisante leurs premières opérations en euros ».

Comme Paris, toutes les places de la zone euro se donnaient un *satisfecit* dimanche soir, annonçant que la conversion était terminée. Plus de 3 500 milliards d'euros d'actions et plus de 2 500 milliards d'euros d'obligations d'Etat étaient en jeu. La Banque Centrale Européenne (BCE), qui mène désormais la politique monétaire de la zone euro, qualifiait, dans un communiqué, de « succès la conversion à l'euro » : « pendant toute la durée du processus de conversion mené par le système européen des banques centrales (SEBC) au cours du week-end, aucun incident susceptible d'entraver le démarrage sans heurt

du système n'a été signalé ». A la Bourse de Francfort, les opérations de passage à l'euro étaient terminées dimanche midi et la première banque allemande, la Deutsche Bank, se disait prête. L'Italie pouvait également souffler : quelque 30 000 employés ont été mobilisés durant ce week-end dans la péninsule. La Banque d'Italie n'a pas caché son irritation au sujet de rumeurs « totalement infondées » diffusées samedi dans les milieux financiers allemands et « faisant encore une fois état de problèmes en Italie ».

Un grand intermédiaire parisien était prêt à acheter des titres Eurotunnel à un peu moins de 7 euros soit plus de 45 francs alors que mercredi dernier l'action cotait 7,1 francs !

La Banque d'Espagne avait annoncé dimanche qu'elle avait « terminé avec succès » ses opérations de basculement vers l'euro. La Bourse de Madrid s'attendait à une « journée normale » lundi. La Banque centrale des Pays-Bas (DNB), la Bourse d'Amsterdam, ainsi que toutes les banques privées néerlandaises avaient elles aussi achevé dimanche leur basculement à l'euro. « Le vrai test ne viendra que demain, et plus particulièrement dans la nuit de lundi à mardi, lorsque tous les systèmes auront été utilisés », indiquait un banquier néerlandais. De même, en Belgique, l'opération de basculement vers l'euro avait été un succès, s'était réjoui dimanche soir la Banque nationale belge. Quelque 2 200 personnes ont été mobilisées durant ce long week-end. Les banques suisses ont indiqué elles aussi avoir terminé leurs opérations de bascule.

Pourtant, si tout le monde semblait content, ce long week-end n'a pas été absent de stress. Dans une banque de marché, les responsables informatiques ont préféré commencer les opérations de conversion « manuellement » au lieu de s'en remettre totalement à la machine. Résultat, une erreur s'est introduite et certaines écritures ont été passées deux fois. Près de trois heures, rattrapées par la suite, ont été perdues pour corriger cette erreur. A la BNP, certains ordinateurs tombés en panne ont obligé les informaticiens à utiliser les machines de secours moins puissantes ce qui a entraîné un retard de 8 heures, résorbé par la suite. A la Caisse des dépôts, la conversion de la « base titres », qui comptabilise et gère tous les titres détenus par la Caisse ou par ses clients dans le cadre de ses activités de conservation, a pris quelques heures de plus que prévu, obligeant les équipes à effectuer les contrôles dans la soirée de samedi au lieu de

l'après-midi. Des difficultés de place n'avaient par ailleurs pas été encore réglées dimanche sur quelques marchés très spécialisés comme certains types de warrants, un produit dérivé qui permet notamment aux opérateurs de se couvrir contre la variation des cours.

A aucun moment ces incidents trop peu nombreux pour mettre en cause la réussite des opérations, n'ont eu raison de l'optimisme, de la mobilisation et de la motivation des équipes. « Cette ambiance nous rappelle celle qui a suivi l'incendie, à ceci près que nous ne sommes pas en situation de crise », relevaient les équipes du Crédit lyonnais, où tous les voyants, ou presque, étaient au vert. Autre banque, autre référence, la Société générale, où les petits fours ne manquaient pas, se souvenait plutôt de l'ambiance de la privatisation : même fatiguées, les équipes se sont rassemblées avec enthousiasme vers 17 h 30 dans le grand hall d'entrée des tours de la Défense pour prendre une coupe de champagne autour de leur président Daniel Bouton et la direction venue faire le point et encourager encore les troupes. Pour le PDG, la bascule était certes bien avancée, mais loin d'être terminée. Il fallait attendre lundi voire mardi avant de se féliciter. Et pas question de prévoir une troisième mi-temps de rugby-men. Le président a mis tout de suite les pendules à l'heure : c'est à partir de maintenant que la banque devra affronter la concurrence redoublée du fait de l'euro et devra donc être le plus mobilisée.

Pendant le week-end, les opérateurs avaient encore du mal à se faire à l'euro. Lors de la séance de pré-ouverture, un grand intermédiaire parisien était prêt à acheter des titres Eurotunnel à un peu moins de 7 euros soit plus de 45 francs alors que mercredi dernier l'action cotait 7,1 francs ! « A ce prix là, nous aurions bien aimé vendre, mais ce n'était pas possible », ironise un trader. De telles bévues pourraient coûter très cher même si les différents intervenants devaient se monter indulgents pendant un ou deux jours.

Tout le monde s'accorde pour dire que ce début de semaine sera déterminant pour savoir si le basculement est parfaitement réussi. La Banque de France appelle l'ensemble des acteurs de la Place de Paris à « rester mobilisés et vigilants afin d'assurer dans les meilleures conditions le démarrage en euros des marchés et des systèmes le 4 janvier ».

Déjà, lundi matin, les opérateurs faisaient état de « petits soucis » sur la capacité de certaines banques italiennes et quelques établissements espagnols à traiter sur le marché des changes. A la Poste, le système informatique s'est bloqué pendant une heure environ lundi matin. L'établissement indiquait que ce problème n'était pas lié à l'euro mais à une erreur de date. Si dans beaucoup d'établissements, les informaticiens et les opérateurs ont sabré le champagne, d'autres attendront la fin de la semaine pour faire la fête.

Sophie Fay, Joël Morio, Enguerand Renault et Pascale Santi

Bataille lexicale autour de l'Euroland(e)

« EUROLAND » : ce terme désigne, depuis quelques mois, la zone géographique constituée par les onze pays adoptant l'euro. Désormais d'usage courant partout en Europe, il n'est pas facilement accepté en France, où beaucoup jugent indécent l'emploi de cet horrible anglicisme dès lors qu'il s'agit d'évoquer le nouvel horizon monétaire de la France. « Surtout pas Euro-land ! », s'écriait l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing dans un entretien tout récent au *Nouvel Observateur* (31 décembre 1998).

Les textes officiels français – comme ceux de Bercy ou de la Banque de France – se contentent pour l'instant de faire référence à la « zone euro », mais la presse et les médias en général ont rapidement adopté une ex-

pression dont l'origine est à trouver dans les publications d'économistes de banques privées anglo-saxonnes, et notamment Goldman Sachs, au tournant de l'année 1997-1998.

AVEC UN « E »

Certains, comme le quotidien *Libération*, viennent de faire un choix résolu en faveur de l'esprit de la langue française en utilisant « Eurolande ». Les défenseurs de la francophonie estiment que l'ajout d'un « e » est justifié par la parenté du mot tabou avec d'autres noms de pays comme « Hollande » ou « Irlande ». D'autres, comme au *Monde*, n'hésitent pas à choquer certains de leurs lecteurs en reprenant sans guillemets un « Euroland » dédaigné controversé.

« Avez-vous donné des consignes

à vos correcteurs pour qu'ils proposent systématiquement un terme plus conforme à la langue française ? », questionnait récemment un lecteur par courrier électronique. Un autre lecteur de Savoie nous demandait, en septembre 1998, de ne pas employer « Euroland » en soulignant que « nous sommes chaque jour amenés à préserver notre culture, qui est aussi celle de toute l'Europe latine, face au phagocytage engagé par les Anglo-Américains... ». Un troisième, de l'association Avenir de la langue française (Paris), écrivait récemment : « Cette expression d'« Euroland » est tout simplement abominable et devrait être rayée de notre vocabulaire » dans la mesure où elle évoque le nom d'anciennes colonies britanniques (Swaziland), ou même celui des régions allemandes (un

Land, des Länder...). Notre correspondant proposait l'emploi d'« Euralie », en soulignant que des dizaines de noms de pays connaissent une terminaison de ce type en français (pour exemple : Italie, Arménie, Hongrie, etc.).

DOSSIER SENSIBLE

La commission de terminologie du ministère de l'économie et des finances devrait avoir rapidement à se prononcer sur ce dossier extrêmement sensible et finalement plus politique qu'il n'en a l'air. Déjà, la France avait perdu une première bataille lexicographique lorsque, au sommet européen de Madrid en décembre 1995, le terme d'euro avait été préféré à celui d'écu.

Le dossier fait l'objet, au sein de la rédaction du *Monde*, de dé-

bats vivants. Jean-Pierre Colignon, chef du service des correcteurs, est personnellement favorable à « Eurolande ». « Euro-land, ça fait trop Disneyland ; quant à Euralie, le mot n'est pas acceptable car on n'y trouve même pas la sonorité du mot euro », souligne-t-il. M. Colignon, lui-même membre de la commission de terminologie du ministère des finances, n'exclut pas que l'usage d'Eurolande finisse par s'imposer partout en France au cours des prochains mois. En attendant, « Euroland » n'est pas un mot tabou. En outre, *Le Monde*, appliquant les recommandations de ladite commission de terminologie, publiées au *Journal officiel*, a choisi de mettre un « s » à euro lorsqu'il est utilisé au pluriel.

Lucas Delattre

DÉPÊCHES

■ Le président de la banque centrale des Pays-Bas (DNB), Arnout Wellink, a critiqué, dimanche 3 janvier, les futures pièces en euros, estimant que leur face nationale allait semer la « confusion ». Il a affirmé, lors d'une interview à la radio publique néerlandaise Radio 1, que la mise en circulation de « tant de pièces différentes revient à provoquer leur falsification », faisant allusion au total de 88 pièces qui devraient être mises en circulation en 2002, les onze pays de la zone euro ayant chacun conçu huit faces nationales.

■ Le jeu « la valise RTL » est proposé en euros dès le lundi 4 janvier par RTL et la Société générale. Du 4 au 8 janvier prochain, dix fois par jour, soit deux fois plus que d'habitude, les auditeurs pourront gagner le montant de la valise. La mise en jeu sera de 3 000 euros (19 678,71 francs) puis 1 000 euros supplémentaires (6 560 francs) à chaque fois que la valise n'est pas gagnée.

■ Le premier étranger à avoir fait son achat en euros dans le magasin Virgin Megastore sur les Champs-Élysées est un sujet de sa Très Gracieuse Majesté, alors que la Grande-Bretagne s'est exclue, pour l'instant, de la monnaie unique. Au total, une vingtaine de clients ont tenu à effectuer leurs achats en euros samedi, a-t-on précisé chez Virgin.

■ Une équipe de la télévision japonaise TBS a ouvert un compte en euros à l'agence centrale de la Société générale, boulevard Haussmann à Paris, et devait s'y rendre lundi 4 janvier afin de retirer chèque et chèques de voyages en euros. Elle ira ensuite dans la foulée quelques mètres plus loin aux Galeries Lafayette pour procéder, sous l'œil des caméras nipponnes, à des achats en euros.

■ Le commissaire européen chargé de la monnaie unique, Yves-Thibault de Silguy, a fait samedi à Paris son premier achat en euros et l'a payé par chèque chez Virgin Megastore. Filmé et enregistré sous tous les angles, M. de Silguy a signé un chèque de 141,94 euros.

■ En Allemagne, l'euro a révolutionné le commerce : dans plusieurs villes de Rhénanie du Nord-Westphalie (ouest), les magasins ont été autorisés samedi à ouvrir exceptionnellement deux heures de plus jusqu'à 18 h 00. Plusieurs grands magasins allemands ont célébré l'événement en distribuant des euros en chocolat.

■ L'engouement des Français pour la nouvelle monnaie reste faible : les commandes de chèques euros sont encore peu nombreuses, 20 000 à la BNP, 13 500 au Crédit lyonnais et 12 000 à la Société générale.

■ Le gouverneur de la Banque d'Italie Antonio Fazio a souligné samedi 2 janvier que « la lire n'a pas disparu » et que « l'euro n'est pas encore une monnaie légale au sens strict ». « Si j'offre des livres en paiement, les autres sont obligés de les accepter, tandis que si j'offre des euros, que ce soit sous forme de chèque ou de carte de crédit, les autres ont le droit de les refuser », souligne M. Fazio, dans une interview au quotidien italien *Corriere della Sera*.

■ Près de 10 000 personnes se sont rassemblées le jour de l'An devant le siège de la Banque centrale européenne (BCE) à Francfort pour former un sigle géant représentant l'euro. Trois banques commerciales, une radio locale et une société d'organisation de séminaires étaient à l'origine de cette initiative.

■ La première « Miss Euro » a été élue, dimanche 3 janvier. Elle s'appelle Giada Bertini, elle a vingt-cinq ans, des racines italiennes et néerlandaises et a été élue Miss Euro par un jury de photographes. Son élection lui permettra de participer au concours Miss Italie prévu en septembre.

■ La brigade des sapeurs-pompiers de Munich est devenue dimanche le premier service d'urgence allemand à adopter l'euro. Elle estime dans un communiqué les dégâts subis par la maison d'une femme – où un sapin de Noël a pris feu – à 35 000 marks, « soit 17 500 euros ».

■ Laurent Pelé, ingénieur financier, courageux sauteur à l'élastique et euro-converti, a lancé un site Internet convertisseur. Il lui a choisi pour nom 655957.com, le taux de change de l'euro en franc (en fait 6,55957 francs), fixé irrévocablement le 31 décembre à 12 h 53 (<http://655957.com>).

L'Europe est la priorité des opérateurs de télévision numérique

Derrière le leader européen Canal Plus, TF 1 tente de s'internationaliser en s'alliant avec Rupert Murdoch. Le magnat australo-américain, comme la plupart des groupes de communication, a fait du Vieux Continent son champ de bataille privilégié

DANS LA COURSE à l'Europe que mènent les groupes audiovisuels, Rupert Murdoch a dévoilé le pot aux roses : « Il faut aller là où est l'argent, et, sentiments mis à part, l'Europe représente 40 % du marché des médias, les Etats-Unis 40 % et le reste du monde 20 % » (Le Monde du 1^{er} décembre 1998). Canal Plus ne l'a pas attendu pour prendre sa part du gâteau européen. Sous l'impulsion de Michel Thoulouze, directeur général chargé de l'international, la chaîne cryptée a entamé il y a trois ans, avec le rachat du groupe sud-africain NetHold, son véritable développement sur le Vieux Continent.

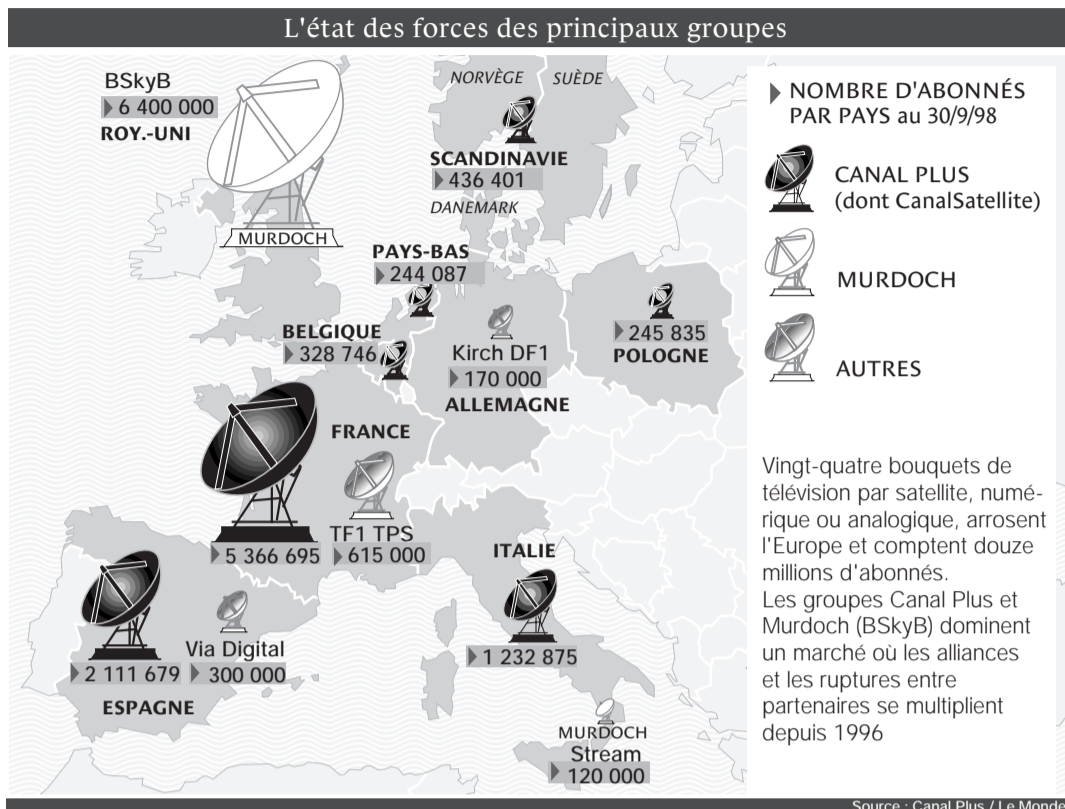
En 1996, M. Thoulouze a convaincu son PDG, Pierre Lescure, de troquer une place d'actionnaire minoritaire dans la chaîne cryptée allemande Premiere, alors contrôlée par Canal Plus (37,5 %), Bertelsmann (37,5 %) et Kirch (25 %) pour un rôle de leader sur le marché de la télévision payante, principalement en Europe du Sud. Un pari alors risqué. A l'époque, analystes financiers et stratèges faisaient de l'Allemagne l'eldorado de la télévision numérique. Plus encore, les mêmes doutaient de l'appétence des téléspectateurs français, italiens ou espagnols pour la télévision numérique à péage.

Trois ans plus tard, la donne a changé : le numérique n'a pas dé-

collé outre-Rhin, DFI - bouquet du groupe Kirch - ne séduit guère d'abonnés et Premiere est en butte au veto de la Commission européenne. En revanche, en Europe du Sud, les téléspectateurs d'Espagne, d'Italie et de France font les yeux doux à la télévision à péage.

En 1996, déjà, le directeur général de Canal Plus avait désigné les futurs rivaux de Canal Plus : « Turner-Warner, DirecTV et Murdoch ». Le patron de BSKyB, bouquet satellitaire britannique fort de 6,4 millions d'abonnés analogiques et numériques, est le premier à attaquer les positions continentales de la chaîne cryptée. Son objectif est de battre en brèche le leadership européen de Canal Plus en matière de télévision à péage. Plus de 33 milliards de francs de liquidités lui donnent les moyens de ses ambitions.

Avec son bras armé sur le continent, News Corp Europe (NCE, dirigé par l'ancienne patronne de la RAI, Letizia Moratti), le magnat australo-américain vient de prendre pied en Italie. Pour 157 millions de dollars (134 millions d'euros), il est en passe de racheter 80 % de Stream, plate-forme contrôlée par Telecom Italia. Un bouquet endetté et peu apprécié des téléspectateurs italiens : 660 millions de francs (100,6 millions d'euros) de pertes en 1997 et 455 millions de



francs au premier semestre 1998, pour moins de 120 000 abonnés. M. Murdoch se propose de sortir son carnet de chèques pour redresser la barre. Il offre un pactole de 14,3 milliards de francs à la Ligue italienne de football pour acquérir les droits de diffusion du Calcio pour six ans.

Faute de pouvoir suivre ces enchères, Canal Plus a préféré prendre les devants. Teletipiù a déjà signé avec sept des plus puissants clubs du championnat. Mais avant même d'avoir bouclé le rachat de Stream, M. Murdoch aurait pris langue avec d'autres clubs, comme La Lazio, la Roma, la Fiorentina et Parme.

Le patron de BSKyB est sur tous les fronts : après l'Italie, l'Allemagne devrait être son nouveau champ de bataille. Outre-Rhin, M. Murdoch est déjà présent dans

deux petites chaînes, Vox et TM3, mais vise plus. Depuis des mois, il négocie avec Silvio Berlusconi et le prince saoudien Al Waleed pour entrer dans le groupe Kirch (*lire ci-contre*). Sa présence au sein du groupe allemand lui permettrait d'entrer dans Premiere (aux côtés de CLT-UFA) et d'avoir barre sur le premier catalogue de droits. En prévision du lancement de DFI, Kirch a en effet conclu des accords à long terme avec toutes les majors compagnies américaines.

Face à cette offensive, Canal Plus renforce ses positions. Près de 10 millions d'abonnés dans huit pays lui confèrent un rôle de leader incontesté sur le marché de la télévision payante en Europe. Sans abandonner ses positions en Scandinavie et en Pologne, la chaîne cryptée a clairement fait de la

France, de l'Italie et de l'Espagne son axe de développement privilégié. Dès 2000, ces trois pays devraient parvenir à l'équilibre et commencer à engranger des bénéfices. Instruit de la concurrence de Télévision par satellite (TPS) sur son marché d'origine, Canal Plus a sécurisé ses approvisionnements en droits sportifs et avec les studios américains.

En Italie et en Espagne, le groupe a conclu des accords à long terme avec la plupart des majors. Même la Fox de Rupert Murdoch est liée pour plusieurs années à Teletipiù. Et celle-ci a su s'allier à la RAI, service public italien. En Espagne, enfin, le bouquet de Canal Plus et du groupe Prisa négocie une fusion avec son principal concurrent, Via Digital.

En Scandinavie et en Pologne, Canal Plus est cependant soumis à

une concurrence effrénée. En Europe du Nord, Canal Plus est en position de challenger : l'infidélité et la saisonnalité chroniques des abonnés scandinaves, habitués à changer de bouquets au rythme des promotions, fragilisent son développement. En Pologne, la chaîne cryptée est en compétition ouverte avec des studios américains regroupés dans la chaîne HBO, diffusée via la Hongrie.

AUTRES ACTEURS

TF 1, depuis sa participation à TPS, en concurrence frontale avec CanalSatellite, a maintes fois manifesté sa volonté de s'internationaliser. Par deux fois - en Espagne et en Afrique du Sud -, la chaîne de Patrick Le Lay a échoué. Or, TF 1 doit sortir de ses frontières, au risque de ne pas peser lourd face aux studios américains et aux opérateurs concurrents. Rival de Canal Plus, TF 1 a choisi de se placer dans la roue de M. Murdoch pour parvenir à ses fins. En contrepartie d'une participation de NCE dans une chaîne destinée, en France, aux 15-34 ans, la Une devrait prendre 10 % du capital de Stream. Cette contribution pourrait être financée, au moins en partie, par un apport de chaînes thématiques de TF 1 dans TPS.

Dans la foulée du développement de la télévision numérique à péage, d'autres opérateurs sont sur les rangs. Pathé, déjà actionnaire à 17 % de BSKyB et à 20 % de CanalSatellite, travaille à la constitution d'un mini-bouquet de programmes thématiques. Après les chaînes Voyages et AB Sports, le groupe de Jérôme Seydoux est sur le point de racheter Marco Polo, chaîne italienne consacrée aux voyages. Hachette souhaite aussi se composer un portefeuille de programmes : le groupe de Jean-Luc Lagardère négocie actuellement avec la Caisse des dépôts et Canal Plus, pour devenir opérateur des trois thématiques, Canal J, MCM et TMC.

Guy Dutheil

De nouveaux actionnaires pour le groupe Kirch

Le groupe du magnat allemand Leo Kirch s'est réorganisé en « une nouvelle structure », en vue de l'arrivée de nouveaux partenaires, vraisemblablement Rupert Murdoch, Silvio Berlusconi et le prince saoudien Al Waleed. Selon le journal *Welt am Sonntag* du dimanche 3 janvier, cette réorganisation prendrait la forme d'une fondation coiffant trois holdings en commandite et avec actionariat ; une partie du groupe pourrait être cotée en Bourse.

Le groupe Kirch est très endetté : l'opposition de la Commission européenne à son projet d'alliance avec Bertelsmann dans la télévision numérique en Allemagne l'empêche de rentabiliser ses lourds investissements en droits sportifs et filmiques. L'entrée de Murdoch dans Kirch se ferait à hauteur de 855 millions d'euros (5,6 milliards de francs), celle du prince Al Waleed à hauteur de 300 à 385 millions d'euros (de 1,9 à 2,5 milliards de francs), tandis que l'italien Silvio Berlusconi échangerait environ 13 % de son groupe, Mediaset.

« Super Papa », un magazine pour rassurer les pères suédois

STOCKHOLM

de notre correspondant

Les pères seraient-ils les grands oubliés de la presse magazine ? C'est le constat que dresse Urban Svensson, qui vient de lancer en Suède ce qu'il appelle crânement « le premier journal au monde pour les papas ». Il existe déjà une nuée de magazines destinés aux parents, mais « aucun n'est destiné spécialement aux pères, alors que les mères sont très gâtées », assure ce Suédois de quarante-deux ans.

Trimestriel tiré dans un premier temps à 30 000 exemplaires, *Dunder Pappa* (littéralement « Super Papa ») entend combler ce vide qui, selon M. Svensson, s'explique par le fait que « les femmes sont beaucoup plus douées pour exprimer leurs sentiments que les hommes ».

Dunder Pappa répond à un besoin, affirme cet ancien publicitaire : celui de pères « peu sûrs d'eux-mêmes », désorientés par le bouleversement des rôles dans le couple sur fond de persistance d'un certain machisme « encore bien ancré dans le pays ». La Suède a beau être l'un des pays au monde où la proportion de femmes exerçant un métier est la plus importante, par inclination ou par nécessité - un seul salaire suffit rarement pour vivre, tant la pression fiscale est élevée -, le royaume connaît aussi un taux de divorce de 50 %, ce qui oblige de nombreux pères à s'occuper seuls de leurs enfants.

« Les papas sont donc de plus en plus actifs à la

maison, ils sont toujours plus nombreux à aller chercher leurs enfants à la crèche », commente le rédacteur en chef. Urban Svensson sait de quoi il parle : il a pris un congé parental de neuf mois pour élever sa fille après sa naissance. « Ce qui ne veut pas dire que je suis moi-même un "super papa" », fait-il remarquer.

A ces pères en mal de repères, *Dunder Pappa* veut délivrer un message : « C'est moderne et viril de s'occuper de ses enfants et d'assumer ses responsabilités à la maison. » Un discours qui a parfois du mal à passer dans un pays qui se veut pourtant un modèle d'égalitarisme.

Pour convaincre le million de Suédois qui sont pères d'enfants âgés de moins de dix-huit ans, le magazine propose un cocktail varié. Des témoignages de papas sur la grossesse et sur les changements apportés par la paternité ; des articles sur la « thérapie familiale » et les cours pour futurs papas ; des conseils pour lire, faire du sport ou voyager avec ses enfants ; quelques pages de mode vestimentaire enfantine ; une sélection de whiskies pour les différentes étapes de la vie d'un papa, etc. Au fil d'une pagination aérée, on découvre aussi quelques publicités auxquelles les vrais bons papas ne devraient pas rester insensibles : les mérites d'un parc d'attractions, ceux des congés parentaux, mais aussi ceux... d'une tétine.

Antoine Jacob

La concurrence entre les bouquets de télévision s'étend aux services financiers

TRÈS PRÉSENTS sur le Minitel ou sur Internet, les services financiers font une apparition remarquée à la télévision. Grâce au numérique, les bouquets de programmes par satellite, qu'il s'agisse de CanalSatellite ou Télévision par satellite (TPS), commencent à étoffer leurs offres de chaînes thématiques traditionnelles en les dotant de services interactifs consacrés à l'information et aux transactions financières. Un marché détenu jusque-là par Bloomberg Television, chaîne d'informations économiques et financières.

Pour le coup, TPS joue les pionniers. Le bouquet présidé par Patrick Le Lay vient de lancer FI, La Chaîne Financière. Ce programme « 100 % interactif » permet à tous les abonnés de consulter les produits proposés par le Crédit agricole TV (CATV), banque en ligne du Crédit agricole, Véga Finance, filiale de la Caisse des dépôts et

consignations, et *Les Echos*. Accueillis sur l'écran par une hôtesse, les clients de la banque abonnés à TPS peuvent, au moyen de la télécommande, consulter leurs comptes et effectuer des virements ou commandes de chèques. Ces opérations sont facturées de 3 à 4 francs, selon la caisse régionale dont dépend le souscripteur. Au-delà d'un plafond de 30 à 40 francs, la connexion est gratuite. En sus, un libre accès est réservé à la consultation des produits financiers du Crédit agricole.

BOURSE À LA CARTE

Outre les cours de la Bourse de Paris, en léger différé, et les performances des 1 000 sicav gérées en France, Véga Finance permet l'achat, la vente et la gestion de portefeuilles d'actions et de sicav. Encore en phase de développement, le service des *Echos* est circonscrit à la consultation du CAC 40 en temps réel. Mais, dans

un avenir proche, le quotidien devrait aussi fournir des informations et des analyses économiques et financières.

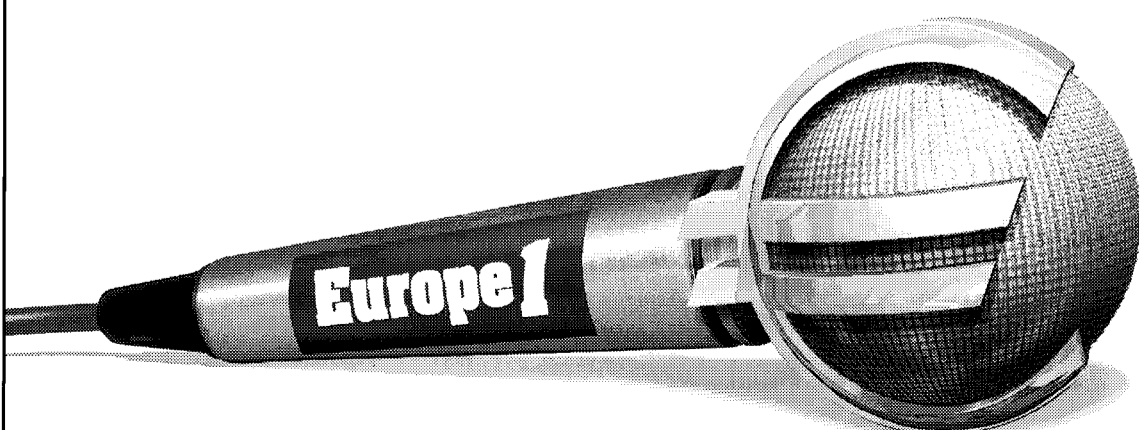
Plus ambitieux paraît être le projet de CanalSatellite. Le concurrent de TPS met la dernière touche à une application ouverte et accessible à toutes les banques. Elle sera proposée aux abonnés au cours du premier trimestre de 1999. Cette offre plus « globale », selon la direction du bouquet, utilisera le lecteur de carte bleue intégré au décodeur numérique. A l'aide de sa carte bancaire, l'abonné pourra consulter les services financiers et opérer des mouvements sur ses comptes. Il pourra aussi acheter des actions, des sicav et autres produits financiers. Cette offre interactive sera reliée avec la fourniture de services Internet, prévue cette année par CanalSatellite.

G. D.

"La minute de l'Euro" sur Europe 1

Europe 1 et la BNP répondent à toutes vos questions sur l'Euro

- 7h20 et 10h40 sur Europe 1
- 9h-12h par téléphone : 0 802 01 1999



Europe 1
La radio active. www.Europe1.fr

VALEURS EUROPÉENNES

A nos lecteurs

A l'occasion des premières cotations en euros de l'ensemble des valeurs européennes, Le Monde augmente le nombre de pages consacrées à l'information financière et boursière. La page « Tableau de bord » est modernisée. Une nouvelle page intitulée « Valeurs européennes » est créée. Sous les graphiques des deux grands indices boursiers européens (Euro stoxx 50 et Stoxx 653), cette page donnera quotidiennement, classés par secteurs d'activités et non plus par pays, les cours en euros des 653 plus grandes entreprises européennes. L'indice Stoxx 653, appelé à devenir l'équivalent du célèbre Standard and Poor's 500 de Wall Street, prend en compte les principales actions des onze pays de l'Euroland, mais aussi du Royaume-Uni, de Suisse, de Suède, du Danemark, de Norvège et de Grèce. Un commentaire en haut de page mettra en exergue chaque jour les mouvements importants concernant ces valeurs.

La troisième page reprend, à côté d'un commentaire sur les évolutions marquantes de certains titres cotés à Paris, les cours en euros, avec une traduction en francs, des actions françaises du marché à règlement mensuel, du nouveau marché, du second marché et les valeurs liquidatives des SICAV.

04/01 09h 54

AUTOMOBILE

Table of automotive stock prices including Sommer Alliber, Michelin-B, Peugeot, Labinal, Valeo, Renault, BMW, Continental, Daimler-Benz, Fiat, Fiat Priv, Magneti Marelli, Lucas Varity, Autoliv SDR, Pirelli, Volvo, Volkswagen, and BASF AG.

BANQUES

Table of bank stock prices including Natexis, CCF, Dexia, BNP, Allied Irish, BCA Roma, Alpha Credit, S-E-Banken, Den Norske Bank, Lloyds TSB, BCO Popular, Merita, Bank of Ireland, SV Handbk, Barclays, Bayer-Hypo, Christiania, IMI, BCP, Ionian, Ergo, Comm. Bank of Greece, Commerzbank, I.B.S. Paolo, Unicredit, Den Danske, Deutsche Bank, Dresdner, Sparebanken, Foerenings, Fokus, Abbey National, Bco Central, Rolo Banca, Nat Bank Greece, Dexia, Abn Amro, Halifax, Jyske Bank, Bco Bilbao, Kbc Bancassur, Bank of Pireaus, Bes Overseas, Nordbanken, First Austrian, Bankinter, Argentario, Kapital Holding, Natl Westm, Royal Bk, Unidnmark, Oberbank, Comit, Bank Austria, Ubs, Comit, Unicredit, Bca Intesa, and Stoxx Bank P.

CHIMIE

Table of chemical stock prices including Air Liquide, Ag-Chem, Basf, Bayer, BOC Group, Akzo Nobel, Kemira, Dyo Industri, Unitor, Clariant, Ciba Spec, Hoechst, Henkel, Lenzing, ICI, Laporte, Snia Bpd, Perstor, Solvay, Tessenderlo, Ucb, and Stoxx Chem P.

CONGLOMÉRATS

Table of conglomerate stock prices including Cgip, Gaz Et Eaux, Cir, Kvaerner, Aker, Kvaerner, Gbl, Btr, Sonae Investime, Genl Elect, D'Iteren, Incheape, Investor, Investor, Gevaert, Norsk Hydro, Oerlikon, Orkla, Veba, and Stoxx Cong P.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Table of telecommunications stock prices including France Telecom, Cable & Wireles, British Telecom, Tele Danmark, Euro Politan, Portugal Telemo, Tim, Vodafone, Hellenic Tele, Deutsche Telekom, Tecelec, Telecom Italia, Telefonica, Koninklijke, and Stoxx Tcom P.

CONSTRUCTION

Table of construction stock prices including Bouygues, Lafarge, Groupe Gtm, Imetal, Colas, Saint Gobain, Technip, Potagua, Aumar, Autostrade, Charter, Asko, Bicc, Bilfinger, Blue Circle, Bpb, Acesa, Crh, Skanska, Bca Intesa, Cimpor, Cristaleria, Acciona, Dragados, Titan Cement, Heracles, Semapa, Holderbank, Aktor, Michaniki, Helltechno, Heidelberger, Hochtief, Philipp Holzman, Caradon, Fom Con, Partek, Holderbank, Unicem, Williams, Pilkington, Rmc Group, Italcementi, Italcementi, Rugby, Tarmac, Taylor Woodrow, Uralita, Valenciana, Superfos, Wiener, and Stoxx Cnst P.

PRODUITS DE BASE

Table of basic products stock prices including Usinor, Pechiney, Sidner, Acerinox, British Steel, Soporcel, Trelleborg, Ssab, Elkem, Arjo Wiggins, Bekert, Sonae, Metsae, Bunzl, Assidom, Cart, Mayr, Rautaru, Degussa, Thyssen, Boehler, Ustec, Upm-Kymmene, Stora, Silver, Inpar, Aluminium, Elval, Johnson, Viohalco, Union, Buhmann, Modob, Rio, Norske, Smurfit, Stora, Outokumpu, and Stoxx Basi P.



Table of various stock prices including Barratt Dev, Berkeley Group, British Airways, Bryant Group, Beazer, Ncl Hldg, Finnair, Wwvw, Wolford, Electrolux, Bang & Olufsen, Adidas, Compass, Sas Danmark, Granada Group, Rank Group, Hpi, Emi Group, Hunter Douglas, D.Lufthansa, Klm, Ladbroke, Saigroup, Benetton, Amer Group, The Swatch, Persimmon, Pentland, Courtauld, Coats, Wimpey, and Stoxx Cvcy P.

ALIMENTATION ET BOISSON

Table of food and beverage stock prices including Bongrain, Danone, Pernod Ricard, Erid, Lvmh, Allied Domecq, Rieber, Brau-Union, Hellenic Sugar, Carlsberg, Elais Oleaginou, Parmalat, Hellenic Bottli, Cadbury Schwepp, Unicer, Carlsberg, Associate Brit, Danisco, Chr. Hansen, Raisio, Greencore, Montedison, Huhtamaki, Unilever, Nestle, Kerry, Delta Dairy, Cultor, Tate & Lyle, Unigate, Heineken, and Stoxx F & BV P.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of equipment stock prices including Alstom, Legrand, Schneider, Rexel, Sita, Sidel, Halkor, Aluisse, Baa, Skf, Svendborg, Abb, and Stoxx Media P.

ÉNERGIE

Table of energy stock prices including Total, Elf Aquitaine, Primagaz, Repsol, Omv, Brit Petroleum, Burmah, Petroleum Geo-S, Saca Petroleum, Enterprize Oil, Cespa, Eni, Aker Maritime, Oceanic, Royal Dutch, Folsen Energy, Bg, Prosafe, Lasmso, Smedvig, Petrofina, Saipem, Shell, Electrafina, and Stoxx Engy P.

SERVICES FINANCIERS

Table of financial services stock prices including Fonciere Lyonnaise, Paribas, BAIL Invest, Cpr, Eurafrance, Simco, Sifimeg, Unibail, Sophia, Gfm, Cfc, Corp Fin, Amvscap, Britsh Land, Csis, Capital Shopp, Liberty, Bpi, Ing Groep, Mediolanum, Hamneron, Alpha Finance, Metrovacsa, Almanj, Woolwich, Land Securities, Mepec, Mediocan, Provident, Rodamco, Schroders, Slough, Vallehermoso, Kapital Holding, Unim, and Stoxx Fins P.

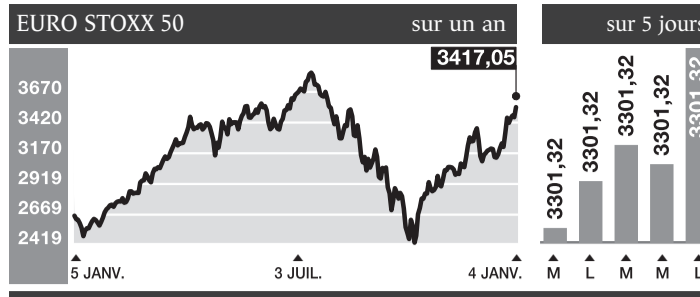


Table of various stock prices including Stork, Schindler, Siebe, Skf, Shanks, T.I. Group, Tomra, Equant, Valmet, Heidelberg, Rhi, and Stoxx Ind P.

ASSURANCES

Table of insurance stock prices including Axa, Agf, Aspis, Allianz, Allianz, Generali, Topdanmark, Hdf, Allianz, Ethniki, Aegon, Seguros, Forsikring, Irish, Fondiaria, Zurich, Fortis, Tryg, Legal, Renwick, Ergo, Corp, Muench, Storebrand, Prudential, Ras, Generali, Skandia, Sampo, and Stoxx Insu P.

SERVICES COLLECTIFS

Table of collective services stock prices including Suez, Vivendi, Viag, United, Oesterr, Scot Power, Electrelab, Sydskraft, Tractebel, Hafslund, Centrica, Iberdrola, Electric, Endesa, Gas Natural, Severn, National, Anglian, Hafslund, Ebn, Italgas, Thames, Rwe, Edison, Sydskraft, National Power, and Stoxx Util P.

BIENS DE CONSOMMATION

Table of consumer goods stock prices including L'Oréal, Bic, Promodes, Cpt, Essilor, Casino, Seita, Safeway, Stagecoach, Asda, Herbol, Kesko, Gb, Brit Amer, Ets Colruyt, Tamro, Goody's, Pappas, Fyffes, Imperial, Reckitt, Cfr, Ahold, Austria, Delhaize, Tabacalera, Athens, Sainsbury, Smith, Tesco, Tnt, and Stoxx Cncy P.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table of retail distribution stock prices including Carrefour, Pinault, Casto, Guilbert, Valora, Boots, Dixons, Stockmann, Man, Metro, Next, Jeronimo, Hennes, Karstadt, Arcadia, Marks, W.H. Smith, Rinascente, Centros, Wolseley, Kingfisher, and Stoxx Retl P.

HAUTE TECHNOLOGIE

Table of high technology stock prices including Thomson, Sagem, Cap Gemini, Zodiac, Stmicro, Alcatel, Dassault, Sap, Sap, Instrumentarium, Netcom, Getronics, Intracom, Ask, Fresenius, Cambro, Rascal, William, Olivetti, Galls, Rn Great, Baan, Oce, Nycomed, Misys, British, Nokia, Radiometer, Siemens, Sirt, Smith, Ericsson, Suez, Vivendi, Viag, United, Oesterr, Scot Power, Electrelab, Sydskraft, Tractebel, Hafslund, Centrica, Iberdrola, Electric, Endesa, Gas Natural, Severn, National, Anglian, Hafslund, Ebn, Italgas, Thames, Rwe, Edison, Sydskraft, National Power, and Stoxx Util P.

AXA Investment Managers advertisement featuring a phone number (0 803 800 100) and the slogan 'DERRIÈRE LES CHIFFRES, IL Y A LES HOMMES.' The ad includes a logo for AXA Investment Managers Paris and a website URL: http://www.axa-investmentmanagers.fr.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

04/01 09h 54

Table of Euro Nouveau Marché stock prices including Antonov, Cardio, Ring, Ccs, Nedgraphics, Polydoc, Prolion, Ucc, Airspray, C/Tac, Hitt, Innoconcepts, Ring, and Stoxx Util P.

BRUXELLES

Table of Brussels stock prices including Internoc, Intl Brachyther, Synergia, Payton, Enipco, Fardem, Link, Payton, and Stoxx Util P.

FRANCFORT

Table of Frankfurt stock prices including Axtron, Bertrant, Euro, Hunzinger, Hoeff, Infomatec, Inter, Muehlbauer, Plemum, Beta, Ce Computer, Drillisch, Em, Lhs, Loesch, Mensch, Mobilcom, Muehl, Pfeiffer, Qiagen, Refugium, Sachsenring, Sofm, Softm, Tds, Teldafax, Teles, Tipitel, Transtec, Saltus, Scm, Ser, Singulus, Technotrans, W.E.T., I & T, Augusta, Ce Consumer, Ceni, Graphisoft, Elpha, Kinowelt, Bb, Ede, Lintec, Psi, and Stoxx Util P.

★ CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SU : Suède.

VALEURS FRANÇAISES

Très entouré dans les premiers échanges, lundi 4 janvier, le titre Renault a gagné 4,5 % après que la presse britannique eût fait état de négociations entre le japonais Nissan et l'un des trois constructeurs automobiles Renault, Ford ou DaimlerChrysler en vue d'une fusion dont les modalités seraient dévoilées à la fin du mois. Tandis que Nissan démentait la rumeur, la direction de Renault s'est refusée à tout commentaire.

Le titre Thomson-CSF cédait 1,61 % à l'ouverture, lundi 4 janvier à Paris, après la publication, dans le quotidien britannique Sunday Times, de rumeurs selon lesquelles British Aerospace et Marconi projetaient de fusionner dans un proche avenir, laissant le groupe français à l'écart.

L'action Rhône-Poulenc progressait de 2,14 % en début de matinée lundi 4 janvier, après que sa filiale américaine, Rhône-Poulenc Rorer eût obtenu une prolongation de la vente d'un de ses produits-phares outre-Atlantique, le Lo-venox.

Les titres de la grande distribution, notamment Pinault-Printemps-Redoute (+ 3,19 %), Promodès (+ 2,17 %) et Carrefour (+ 1,47 %), ont nettement progressé à l'ouverture, lundi 4 janvier, soutenus par les bonnes ventes de la fin de l'année 1998.

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 4 JANVIER

Cours relevés à 10h 15

Liquidation : 22 janvier

Table of French stock market values with columns for stock names, previous price, current price, and percentage change.

Table of international stock market values with columns for company names, previous price, current price, and percentage change.

Table of international stock market values (continued) with columns for company names, previous price, current price, and percentage change.

Table of international stock market values (continued) with columns for company names, previous price, current price, and percentage change.

Table of international stock market values (continued) with columns for company names, previous price, current price, and percentage change.

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; # contrat d'animation; o = offert; d = demandé; † offre réduite; ‡ demande réduite.

DERNIÈRE COLONNE RM (1):

Lundi daté mardi : % variation 31/12; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon; Jeudi daté vendredi : compensation; Vendredi daté samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

LUNDI 4 JANVIER

Cours relevés à 10h 15

Table of new market values with columns for stock names, previous price, current price, and percentage change.

SECOND MARCHÉ

LUNDI 4 JANVIER

Une sélection. Cours relevés à 10h 15

Table of second market values with columns for stock names, previous price, current price, and percentage change.

Table of second market values (continued) with columns for stock names, previous price, current price, and percentage change.

Table of second market values (continued) with columns for stock names, previous price, current price, and percentage change.

SICAV

FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 30 décembre

Table of SICAV and FCP values with columns for fund names, previous price, current price, and date.

Table of various financial instruments and funds with columns for names, previous price, current price, and date.

Table of various financial instruments and funds (continued) with columns for names, previous price, current price, and date.

Table of various financial instruments and funds (continued) with columns for names, previous price, current price, and date.

Table of Banque Populaire Asset Management values with columns for fund names, previous price, current price, and date.

Table of SG Asset Management values with columns for fund names, previous price, current price, and date.

LÉGENDE
* Hors frais. ** A titre indicatif.

SPORTSAprès la tentative infructueuse de Richard Branson et de ses équipiers, Steve Fossett et Per Lindstrand (*Le Monde* daté 27-28 décembre 1998), six autres candidats

au tour du monde en ballon s'apprentent au départ. ● LE MILLIARDAIRE britannique a mis ses pairs dans une position délicate puisque les autorités chinoises ont décidé de

suspendre « provisoirement » les autorisations de survol après qu'il eut violé leur espace aérien. ● ALORS QUE le nom de Jules Verne est souvent prononcé pour évoquer

le tour du monde en ballon, l'arrière-petit-fils de l'écrivain confie au *Monde* que son aïeul aurait trouvé trop peu « moderne » pareille aventure. ● SI LA PLUPART des concu-

rents vont traquer les jet-streams, ces vents soufflant à 10 000 m de la Terre, le ballon australo-américain *Re/Max* atteindra la stratosphère pour mieux progresser.

Les aéroliers font de leur tour du monde l'ultime aventure du siècle

Après l'échec de Richard Branson, ils sont encore six candidats à vouloir tenter le tour du monde en ballon sans escale. Cette circumnavigation aérienne réclame autant de courage et d'audace que de moyens et de connaissances techniques

C'EST UN DÉFI tellement anachronique que même Jules Verne en son époque n'aurait osé l'imaginer. A l'heure des trains à grande vitesse et des stations orbitales, entreprendre un tour du monde en ballon a tout d'une idée joliment désuète. Qu'importe ! le mythe fonctionne. La tentative infructueuse de Richard Branson, Steve Fossett et Per Lindstrand en pleines fêtes de Noël a chatouillé l'imaginaire de millions de téléspectateurs. Six autres défis, dont le gigantesque ballon-sonde appelé *Re/Max*, s'apprentent à larguer les amarres dans les jours, semaines et mois à venir. Jamais autant de concurrents ne s'étaient portés candidats à cette circumnavigation par les airs.

Bien qu'elle soit la seule à avoir compétence pour homologuer la performance, la Fédération aéronautique internationale (FAI) n'est en rien le maître d'œuvre de cette compétition un peu particulière où chacun part d'où il l'entend et à bord de l'engin de son choix. Le tour du monde en ballon ne dépend d'aucune organisation et n'appartient à personne, sinon à ses prétendants. Sa raison d'être est, tout simplement, l'aboutissement de deux siècles d'histoire de l'aérostation.

A CHACUN SA MOTIVATION

Tout pourrait commencer en 1785. Cette année-là – trois ans après les premières expériences des frères Joseph et Etienne de Montgolfier – le Français Jean-Pierre Blanchard et l'Américain John Jeffries traversent la Manche, de Douvres à Boulogne, en trois heures. Il faudra toutefois attendre 1978 pour que l'Atlantique soit à son tour « vaincu » par le *Double-Eagle-II* des Américains Ben Abruzzo et Maxie Anderson. Trois ans plus tard, Ben Abruzzo, encore lui, et trois coéquipiers viennent à bout du Pacifique. La suite logique s'appelle alors le tour du monde sans escale.



La Suisse Bertrand Piccard pourrait être le prochain à prendre le départ, un an après sa dernière tentative infructueuse.

Les premiers à s'y lancer sont Maxie Anderson et Don Ida, en 1981. Partis d'Égypte, les deux pionniers se posent en Inde après 4 316 kilomètres de voyage. « *La dernière grande aventure* », comme l'appellera quelques années plus tard le National Geographic, est née. Jusqu'à aujourd'hui, huit équipages se sont succédé dans l'exercice. Richard Branson et Bertrand Piccard s'y sont essayés trois fois, Steve Fossett, quatre. Ce dernier est celui qui ira le plus loin, en parcourant 16 673 kilomètres en

janvier 1997. Que cherchent-ils tous ? Chacun sa motivation, et chacun son profil. Parmi les candidats au grand voyage, on trouve aujourd'hui de « tout ». Plusieurs ingénieurs aéronautiques, quelques fabricants de ballons, deux anciens pilotes de la Royal Air Force (Crispin Williams et Brian Jones), un vétéran du Vietnam (Dick Rutan), un fils et petit-fils de savants célèbres (Bertrand Piccard, descendant d'Auguste et Jacques Piccard). Sans oublier, bien sûr, ces milliardaires aux airs de grands en-

fants, heureux de montrer qu'ils préfèrent l'appel du dehors à la contemplation de leur fortune.

Les motifs de ces derniers sont-ils toutefois si « spontanés » que cela ? On l'a vu aux alentours du 25 décembre 1998 : le Richard Branson « businessman » n'a pas manqué de se substituer au Richard Branson « aventurier » lorsque, en plein vol, l'homme s'est félicité de la décision de l'aviation civile chinoise de choisir sa compagnie aérienne, Virgin Atlantic, pour ouvrir une ligne Londres-Shang-

haï. Que le gouvernement britannique se soit trouvé, au même moment, obligé de négocier avec Pékin pour que son ballon puisse survoler des zones interdites n'est que pure anecdote : le tour du monde de Richard Branson, virtuose de la mise en scène publicitaire, ressemble plus à une opération de communication qu'au caprice d'un Crésus s'ennuyant à mourir.

D'aucuns préféreront sans doute le romantisme forcené de Kevin Uliassi, un jeune architecte améri-

cain ayant donné à son ballon le prénom de sa femme (Renee) – faute, il est vrai, d'avoir trouvé de sponsor. Le message pacifiste de l'équipage *Spirit-of-Peace*, soutenu par des religieux américains et cautionné par l'ONU, en séduira peut-être d'autres. Quant aux esprits scientifiques, ils regarderont de plus près le *Re/Max* américano-australien qui doit partir à la fin de la semaine avec des instruments de mesure destinés notamment à étudier le phénomène des éclairs dans la stratosphère. Ce ballon est le plus original de la flotte, puisqu'il ne traquera pas les *jet streams* situés entre 9 000 et 14 000 mètres d'altitude, mais se laissera pousser par des vents soufflant entre 24 et 39 kilomètres de la Terre.

TOUT LE CONFORT MODERNE

Si le fait de se déplacer si haut ne dispense pas de solliciter des autorisations de survol, décoller de l'hémisphère Sud – comme le fera également le défi *World-Quest* à partir de juin – offre un avantage certain : éviter la Chine, la Libye, l'Iran, l'Afghanistan, la Russie ou encore l'Irak, autant de régimes peu disposés à accepter une présence étrangère au-dessus de leur tête. Bertrand Piccard (*Breitling-Orbiter 3*) et Andy Elson (*Cable & Wireless*) n'ignorent plus rien des rouages diplomatiques, eux qui renégociaient ces jours derniers la possibilité de pouvoir s'engouffrer dans un couloir situé au-dessus du territoire chinois. Le même couloir que devait emprunter initialement ce franc-tireur de Richard Branson.

Naviguer au gré des autorisations tout en cherchant les vents porteurs : telle sera l'œuvre principale de ces géants des airs dotés de cabines pressurisées dignes de l'aviation civile. Kitchenette, WC, chauffe-eau, couchette, systèmes de communication Inmarsat, balise de détresse : rien ne manque à bord de ces « chambres à coucher volantes », pour reprendre l'expression d'un des concurrents. On pourra trouver le voyage trop « confortable », pas assez « jusqu'au-boutiste ». Ce serait oublier les drames et les peurs bleues qui ont émaillé ces presque vingt ans de quête du Graal.

En 1983, ainsi, Maxie Anderson et Don Ida trouvèrent la mort au moment d'atterrir à cause d'une fixation défectueuse. En 1997, une fuite de kérosène à l'intérieur du *Breitling-Orbiter* condamna Bertrand Piccard à un amerrissage forcé en Méditerranée. Un an plus tard, c'est l'enveloppe de Dick Rutan et Dave Melton qui s'enflammaient après seulement deux heures de vol, obligeant ses occupants à sauter en parachute au-dessus de la campagne texane. Anachronique, désuet, inutile... : le tour du monde en ballon n'est demeure pas moins une sacrée affaire.

Propos recueillis par Frédéric Potet

E. P.

Une aventure qui débute en 1785

- **Première traversée de la Manche**, par le Français Jean-Pierre Blanchard et l'Américain John Jeffries, entre Douvres et Boulogne, le 1^{er} juillet 1785.
- **Première traversée de l'Atlantique**, par les Américains Ben Abruzzo, Maxie Anderson et Larry Newman, à bord de *Double-Eagle II*, entre Presqu'île (Etats-Unis) et Miserey (France), du 12 au 17 août 1978.
- **Première traversée du Pacifique**, par les Américains Ben Abruzzo, Rocki Aoki, Larry Newman et Ron Clarke, à bord de *Double-Eagle V*, entre Nagashima (Japon) et San Francisco, du 9 au 12 novembre 1981.
- **Première traversée de l'Atlantique en solitaire**, par

- l'Américain Joe Kittinger, à bord de *Rosie-O'Grady*, entre Caribou (Etats-Unis, Maine) et Savone (Italie), en septembre 1984.
- **Première traversée du Pacifique en solitaire**, par l'Américain Steve Fossett, à bord de *Solo-Spirit*, entre Séoul et Leader (Canada), du 18 au 21 février 1995.
- **Record d'altitude** : 34 668 m par l'Américain Malcom Ross, à bord d'un ballon de recherche de l'armée américaine, le 4 mai 1961.
- **Record de distance** : 16 673,81 km par l'Américain Steve Fossett à bord de *Solo-Spirit*, en janvier 1997.
- **Record de durée** : 233 h 55 min par le Suisse Bertrand Piccard et l'Anglais Andy Elson, à bord de *Breitling-Orbiter 2*, en janvier 1998.

TROIS QUESTIONS A...

JEAN VERNE

1 Le nom de votre arrière-grand-père, Jules Verne, est évoqué dans ce défi du tour du monde en ballon. Lui qui mit en scène à plusieurs reprises des ballons dans ses romans aurait-il pu imaginer pareille aventure ?

Non. A son époque, mon aïeul a rapidement vu que le ballon était dépassé et qu'il n'avait aucun avenir en tant que moyen de locomotion. Dans *Robur le Conquérant* (1886), il met en scène un savant ayant inventé une sorte d'hélicoptère à bord duquel il fait le tour du monde. Le but est alors de prouver la supériorité des aéro-nefs à moteur sur les appareils « plus légers que l'air ». Jules Verne s'est toujours projeté vers l'avenir.

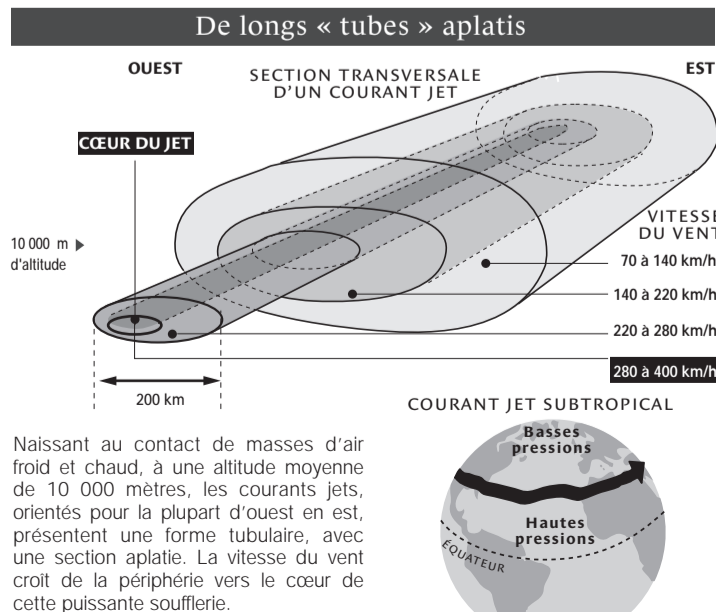
2 Pour vous, le tour du monde en ballon dans sa version actuelle n'est donc pas « vernien ».

Absolument pas. On peut certes trouver des similitudes. Ces milliardaires qui ne savent pas comment utiliser leur argent peuvent faire penser, effectivement, à des héros comme Phileas Fogg ou le capitaine Nemo. Sauf que ces derniers mettent leur fortune en jeu dans leurs aventures. Que voit-on aujourd'hui ? Des gens qui se font surtout de la publicité. Cet aspect mercantile n'est pas très « vernien ». Et puis, la prise de risque semble tout de même limitée. Ces cabines pressurisées sont aussi confortables qu'un Airbus. On peut se demander, enfin, quelle est l'utilité de ce genre de défi. Chez Jules Verne, toute aventure a un intérêt. L'idée de faire avancer le progrès humain est sous-ja-

cente partout. Je n'ai pas l'impression que ce soit le cas ici.

3 Aucun des concurrents en lice n'aurait trouvé grâce auprès de votre aïeul ?

Si : l'Américain Kevin Uliassi. Car lui s'est endetté pour mener son projet à son terme. Le Suisse Bertrand Piccard est également proche de l'esprit « vernien » : il est psychiatre de profession, il fait cela par passion, aucunement pour se faire de la publicité personnelle. Je lui ai d'ailleurs prêté un livre ayant appartenu à mon arrière-grand-père et qu'il emmènera à bord pour lui porter chance. Il s'agit d'un exemplaire d'*Une Vie* (1883) que Guy de Maupassant avait offert Jules Verne.



Les voies aériennes rapides des « courants jets »

LES AÉROSTATS, dont seuls les mouvements ascendants ou descendants peuvent être commandés – en chauffant ou en laissant refroidir la poche d'air qui gonfle leur enveloppe –, exploitent, pour se déplacer dans le sens horizontal, de puissants courants aériens soufflant à haute altitude : les « courants jets », ou *jet streams*.

Ces vents violents, dont la vitesse atteint 200 km/h, avec des pointes de plus de 400 km/h, sont liés aux discontinuités de l'atmosphère provoquées par de forts contrastes de température. « *Ils se forment au niveau de la tropopause* [la limite supérieure de la couche atmosphérique basse], lorsque celle-ci subit des déformations sous l'effet, notamment, des affrontements de masses d'air froid et chaud », explique Agnès Tamburini, chargée des prévisions pour

l'aéronautique au centre de Toulouse de Météo-France.

Les météorologues distinguent généralement deux grands systèmes de courants jets. Le premier est associé au front polaire, le long duquel entrent en contact, aux latitudes tempérées, l'air froid provenant des pôles et l'air chaud d'origine tropicale. Le second, dit subtropical, se situe vers le 30^e parallèle : plus régulier et plus puissant que le premier, il atteint son maximum en hiver – c'est ce jet qui portait le ballon de Richard Branson – et faiblit en été, en même temps qu'il se déplace vers le pôle.

Soufflant le plus souvent d'ouest en est, à des altitudes variant entre 9 000 et 14 000 mètres, ces courants aériens prennent la forme de « tubes » aplatis longs de plusieurs milliers de kilomètres, larges de

quelques centaines et épais de trois à cinq. C'est dans leur axe central que le vent atteint sa vitesse maximale.

Ces phénomènes ont été mis en évidence presque fortuitement, durant la seconde guerre mondiale. En novembre 1944, des chasseurs américains qui larguaient des bombes au-dessus du Japon se rendirent compte qu'ils avaient raté leur cible, la vitesse de leurs avions étant plus élevée que prévu. Depuis, les pilotes de ligne se sont familiarisés avec ces courants porteurs, qui figurent sur les cartes de prévisions aéronautiques et qui servent à établir les plans de vol. S'ils sont orientés favorablement, ils les recherchent afin de réduire la durée du trajet et d'économiser du carburant : un vol New York - Paris peut être plus court d'une heure que le voyage opposé.

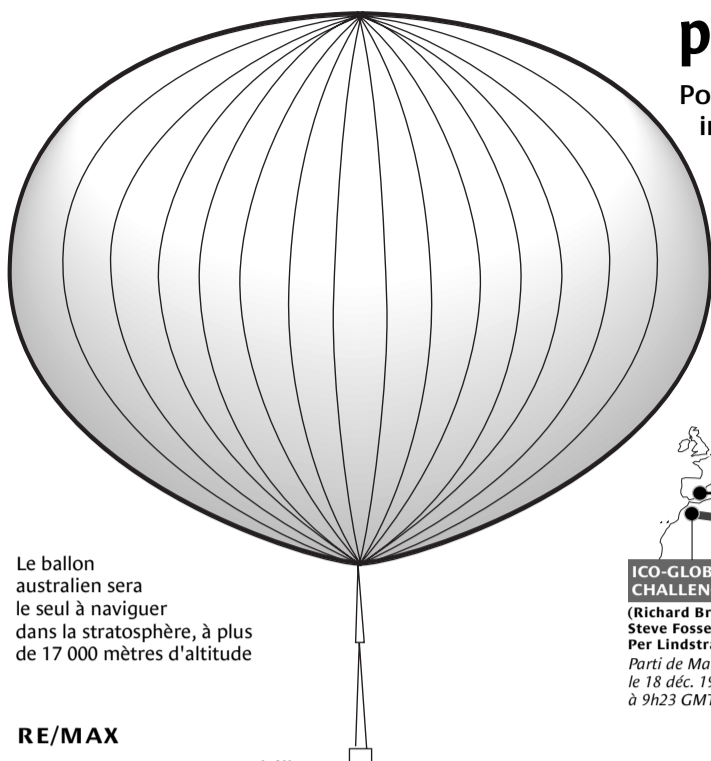
Une localisation précise de ces « voies rapides » est d'autant plus nécessaire pour l'aviation que des turbulences très violentes peuvent se produire à leur périphérie. Surveillés par les moyens météorologiques, les courants jets sont l'objet de prévisions à douze heures, indique Agnès Tamburini.

Emprunter ces couloirs célestes reste pourtant, pour les aéroliers, une entreprise aventureuse. Leur position et leur configuration peuvent changer considérablement d'un jour à l'autre. L'intensité des vents qui s'y engouffrent est elle aussi extrêmement fluctuante. Surtout, ils forment autour du globe un réseau discontinu et irrégulier, obligeant les équipages des ballons à circuler de jet en jet en se laissant dériver de l'un à l'autre.

Pierre Le Hir

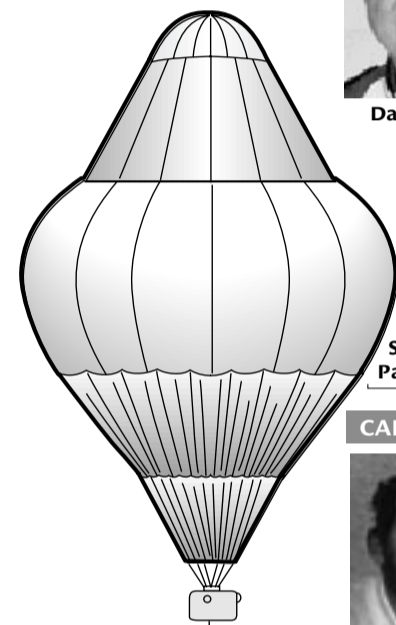
Les concurrents encore en course pour un tour du monde sans escale

Pour qu'un tour du monde soit homologué par la Fédération aéronautique internationale (FAI), le ballon doit franchir tous les méridiens, mais sans passer au-dessus d'une calotte imaginaire d'un rayon de 3 335 km située au-dessus des pôles. Il doit parcourir une distance correspondant aux deux tiers de la circonférence de la Terre, soit environ 25 000 km. Avant le décollage, la FAI installe, sous scellés, des altimètres et des barographes à bord de la capsule.

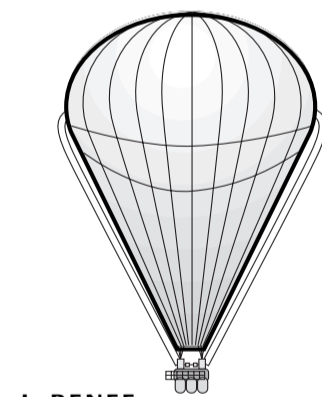


Le ballon australien sera le seul à naviguer dans la stratosphère, à plus de 17 000 mètres d'altitude

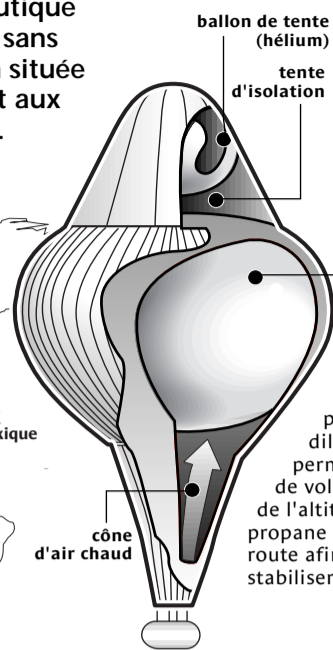
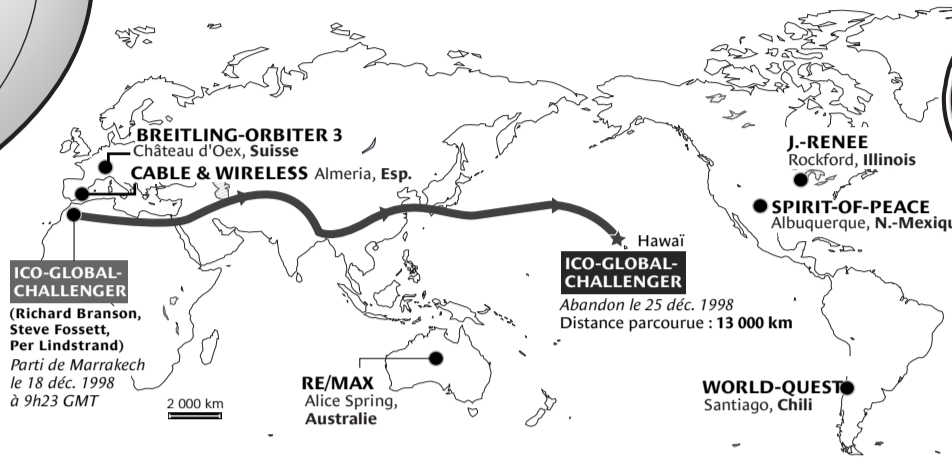
RE/MAX
 ▶ TYPE DE BALLON hélium
 ▶ ENVELOPPE polyéthylène
 ▶ VOLUME 1 200 000 m³
 ▶ HAUTEUR 190 mètres
 ▶ CAPSULE 2,4 (d) x 2 (h) m
 ▶ POIDS 18 000 kg



CABLE & WIRELESS
 ▶ TYPE DE BALLON Rozier
 ▶ ENVELOPPE Mylar
 ▶ VOLUME 30 000 m³
 ▶ HAUTEUR 58 mètres
 ▶ CAPSULE 5,35 (L) x 2,35 (l) x 2,25 (h) m
 ▶ POIDS 8 500 kg



J.-RENEE
 ▶ TYPE DE BALLON Rozier
 ▶ ENVELOPPE Nylon
 ▶ VOLUME 10 500 m³
 ▶ HAUTEUR 37,5 mètres
 ▶ CAPSULE 2 (L) x 1,2 (l) x 1,5 (h) m
 ▶ POIDS 8 250 kg



SPIRIT-OF-PEACE
 ▶ TYPE DE BALLON Rozier
 ▶ ENVELOPPE Nylon
 ▶ VOLUME 16 800 m³
 ▶ HAUTEUR 55 mètres
 ▶ CAPSULE 5,25(L) x 2,55(l) x 2,53 (h) m
 ▶ POIDS 8 000 kg

Le ballon Rozier, ou ballon mixte, est composé de deux enveloppes, l'une d'air chaud, l'autre d'hélium. Lors de l'ascension, la baisse de la pression atmosphérique et la dilatation du gaz par le soleil permettent à l'hélium d'augmenter de volume et au ballon de prendre de l'altitude. La nuit, les brûleurs (au propane ou au kérosène) sont mis en route afin de réchauffer l'hélium et de stabiliser l'altitude du ballon.

RE/MAX
 Cet Américain riche est le cofondateur de Re/Max International, agence immobilière, principal sponsor du défi. Le magnat de Denver est également pilote automobile.
John Wallington, 42 ans, fit partie du premier équipage à avoir réussi la traversée du continent austral (4 000 km en quarante heures de vol). Le troisième homme, **Bob Martin**, 44 ans, est américain et pilote multifonction.

David Liniger (52 ans)
 Survol envisagé : **Australie, Madagascar, Mozambique, Afrique du Sud, Botswana, Namibie, Brésil, Paraguay, Argentine, Chili, Australie.**

CABLE & WIRELESS
 Ce designer aéronautique anglais, spécialiste des vols en haute altitude, est connu pour avoir été le premier homme à survoler l'Everest à bord d'un ballon, en 1991. Il a participé à la conception de pratiquement tous les défis engagés dans le tour du monde en ballon. Son coéquipier et compatriote **Colin Prescott**, 48 ans, détient le record du vol nocturne le plus long.

Andy Elson (45 ans)
 Survol envisagé : **Espagne, Algérie, Libye, Egypte, région du Golfe, Inde, Chine, Hongkong, Etats-Unis, un pays du pourtour méditerranéen.**

J.-RENEE
 Benjamin de l'épreuve, Kevin Uliassi, Américain, sera également le seul parmi tous les concurrents déclarés à s'élancer en solitaire. Architecte et ingénieur de formation, Kevin Uliassi compte déjà une tentative à son actif. En janvier 1998, son voyage n'avait duré que trois heures et dix minutes.

Kevin Uliassi (35 ans)
 Survol envisagé : **Etats-Unis, Afrique du Nord, région du Golfe, Iran, Afghanistan, Chine, Japon, Etats-Unis.**

OBJECTIF
 A l'inverse de tous les autres concurrents, qui comptent sur les jet-streams pour avancer, l'aérostat australien, construit par Raven Industrie, la société texane qui produit les ballons-sondes de la NASA, va se déplacer dans la stratosphère. L'objectif est d'attraper des vents soufflant entre 24 et 39 kilomètres d'altitude et de suivre le tropique du Capricorne. Le défi s'est doté de trois missions scientifiques: la première aura pour but de recueillir des informations sur le phénomène des éclairs; la seconde étudiera l'influence de la gravité dans la stratosphère; la dernière concernera l'utilisation du GPS (système de géo positionnement par satellite) au-dessus des océans.

OBJECTIF
 Le projet est financé par le géant en télécommunications Cable & Wireless, lequel souhaite obtenir une seconde occasion de faire parler de lui après le record du « tour du monde sur les mers » réalisé, en 1998, par un trimaran motorisé surpuissant. L'appareil a parcouru la distance Gibraltar-Gibraltar - via l'Egypte, les Maldives, le Japon, Suez, Panama - en un peu moins de soixante quinze jours ! Très réputé dans le milieu de l'aérostat, Andy Elson a élaboré un système qui permet au kérosène de brûler en altitude sans geler à une température inférieure à -90°C. Cette innovation pourrait lui permettre de contourner, par le haut, les mauvaises conditions météorologiques.

OBJECTIF
 Le projet de Kevin Uliassi est l'antithèse de celui de Richard Branson et Steve Fossett. L'homme s'est endetté pour financer son entreprise (200 000 dollars), il a lancé une souscription et requis l'aide d'étudiants de son ancienne université (Illinois Institute of Technology). Son ballon porte le prénom de sa femme, Renee. La motivation du jeune homme est très personnelle, mais assumée comme telle. Son ballon, le plus petit de la flotte, est doté d'une minuscule capsule à l'intérieur de laquelle le pilote ne peut pas se tenir debout.

SPIRIT-OF-PEACE
 Ancien président de la Fédération aéronautique internationale (FAI), cet Américain a 2 000 heures de vol en ballon à son actif. Il fut l'un des premiers à créer des ballons représentant des personnages célèbres, comme l'Oncle Sam. Il est accompagné d'un ancien pilote navigant de la Royal Air Force, le Britannique **Crispin Williams**, 55 ans, et d'un ex-champion des Etats-Unis d'aérostation, **Mark Sullivan**, 49 ans.

Jacques Soukup (48 ans)
 Survol envisagé : **Etats-Unis, Espagne, Grèce, Turquie, Iran, Afghanistan, Chine, Japon, Canada.**

BREITLING-ORBITER 3
 Il sait de qui tenir, puisque son grand-père, Auguste Piccard, fut le premier homme à atteindre la stratosphère à bord d'un ballon et que son père, Jacques Piccard, est l'inventeur du bathyscaphe. Son partenaire, **Brian Jones**, 51 ans, est un ancien pilote de la Royal Air Force.

Bertrand Piccard (40 ans)
 Survol envisagé : **Suisse, Italie, Grèce, Turquie, Iran, Afghanistan, Pakistan, Inde, Chine, Japon, Etats-Unis, Europe ou Egypte.**

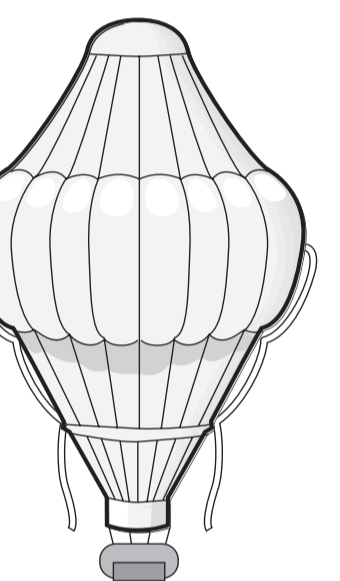
OBJECTIF
 Comme son nom l'indique, *Spirit-of-Peace* a pour mission de propager un message de paix tout autour de la Terre. L'équipe est composée d'amoureux du ballon, de familles, d'amis, de voisins, ayant tous en commun d'être des bénévoles. Un prêtre féminin de l'Eglise épiscopale américaine, le révérend **Marta Weeks**, est à l'origine du projet. Une prière a été composée pour accompagner les voyageurs. **Kofi Annan**, le secrétaire général de l'ONU, a apporté son soutien à l'entreprise. Le projet est financé par divers organismes, comme un musée aéronautique américain, une université (Miami) et le Centre pour la sexualité et la religion (the Center for Sexuality and Religion).

OBJECTIF
 Avec trois tentatives ces dernières années, Bertrand Piccard est, de loin, le plus expérimenté des aéronautes encore en course après l'échec de Richard Branson et Steve Fossett. Le Suisse a pris un pari technologique en équipant son ballon de brûleurs au propane et non au kérosène. L'objectif est d'obtenir une plus grande stabilité de la température de la poche d'hélium, notamment entre le jour et la nuit. Psychiatre de profession, il utilise l'hypnose en vol dans un but de relaxation. Bertrand Piccard rêve d'inscrire son nom dans l'histoire aux côtés de ceux de son père et de son grand-père en posant son ballon au pied des pyramides d'Egypte.

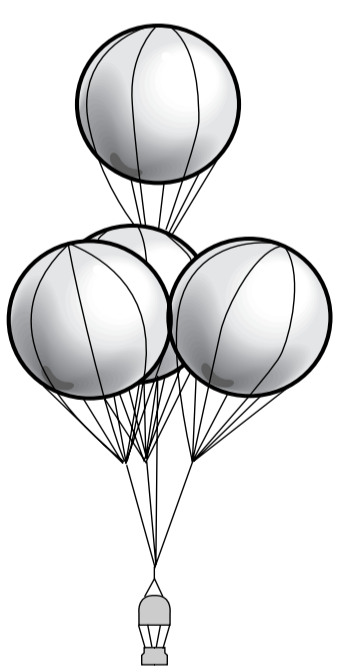
OBJECTIF
 C'est un double pari que lance Dick Rutan. Le premier consiste à fabriquer un ballon composé de quatre petites enveloppes toutes gonflées à l'hélium. Cette multiplication de « réserves » permet d'emmagasiner des provisions de gaz chaud pendant la journée; la nuit venue, quand les températures baissent, elles sont utilisées afin de conserver la même altitude. Ce système de gestion de l'énergie thermique a permis, il y a quelques années, à un ballon non habité de voler pendant 714 jours ! L'autre originalité est de décoller en plein hiver austral de l'hémisphère Sud : les jet-streams y sont, dit-on, moins imprévisibles qu'au nord. Malgré sa renommée, Dick Rutan n'a pas encore terminé son tour de table financier.

Dick Rutan (60 ans)
 Survol envisagé : **itinéraire encore non déterminé, le départ étant prévu entre juin et septembre dans l'hémisphère Sud.**

BREITLING-ORBITER 3
 ▶ TYPE DE BALLON Rozier
 ▶ ENVELOPPE Mylar
 ▶ VOLUME 18 500 m³
 ▶ HAUTEUR 55 mètres
 ▶ CAPSULE 5,4 (L) x 2,25 (l) x 2,85 (h) m
 ▶ POIDS 8 100 kg



WORLD-QUEST
 ▶ TYPE DE BALLON hélium
 ▶ ENVELOPPE Spectra
 ▶ VOLUME 11 400 m³
 ▶ HAUTEUR en cours de conception
 ▶ CAPSULE 2,4 (d) m
 ▶ POIDS en cours de conception



Richard Branson s'est mis à dos les autres compétiteurs à cause de son survol sauvage de la Chine

RICHARD BRANSON se repose et réfléchit. C'est sur son île privée des Caraïbes de 30 hectares, l'île Necker, que le bouillant homme d'affaires britannique se remet de ses émotions, entouré d'amis et de membres de sa famille. A quoi songe-t-il, plus d'une semaine après sa tentative infructueuse de tour du monde en ballon, terminée par un repêchage au large d'Honolulu ? A-t-il une pensée pour ceux qui, ces prochains jours et ces prochaines semaines, vont s'élancer à leur tour en quête du dernier Graal aérien ? Ou fomentent-ils déjà son prochain voyage ?

S'il décide de repartir un jour - « hypothèse très probable », dit-on, à Londres, dans son entourage - Richard Branson ne pourra pas le faire avant plusieurs mois. La capsule et l'enveloppe de son

ICO-Global-Challenge gisent au fin fond du Pacifique, n'ayant pu être récupérés par les gardes-côtes américains au moment du sauvetage. Pour l'anecdote, le patron de Virgin a oublié son passeport ainsi que son précieux carnet d'adresses

1 million de dollars à la clé

S'il ne dépend d'aucune institution, le tour du monde en ballon est néanmoins doté d'un prix en espèces. Le brasseur américain **Anheuser-Busch**, qui produit les bières **Budweiser**, s'est en effet « rattaché » au défi : il offrira la somme de 1 million de dollars (854 700 euros) à celui qui, le premier, accomplira une circumnavigation par les airs. Le lauréat devra toutefois verser la moitié de cette somme à une œuvre de bienfaisance de son choix. Pour les projets ayant réuni des budgets supérieurs à 20 millions de francs (3 millions d'euros), c'est-à-dire *ICO Global Challenger*, *Breitling-Orbiter*, *Re/Max* et *Cable & Wireless*, ce prix n'aura qu'une valeur symbolique. Cela ne sera pas le cas pour **Kevin Uliassi**, en revanche, qui a dû s'endetter à hauteur de 1,2 million de francs (183 000 euros) pour financer les deux tiers de son budget.

à bord de la nacelle - avis donc aux plongeurs amateurs !

Deux cas de figure se présentent. Soit Richard Branson trouve le temps, l'énergie et les finances nécessaires pour armer rapidement un nouveau ballon. Un

départ pourrait être alors envisagé au mois de juin d'Argentine, afin de rallier les jet-streams soufflant dans l'hémisphère Sud. Soit l'aventurier-businessman accepte l'idée de ronger son frein, et il faudra attendre le mois de décembre 1999 pour le voir à nouveau partir à l'assaut des vents, mais cette fois de l'hémisphère Nord.

Si cette dernière option se confirme, Richard Branson se retrouvera alors dans la situation, extrêmement cocasse, de devoir négocier avec Pékin une nouvelle autorisation de survol. En passant au-dessus d'une partie « interdite » du territoire chinois le 23 décembre 1998, faisant fi du droit aérien et obligeant **Tony Blair** à user de son entêtement, le Britannique a provoqué une belle pagaille dans le ciel des aérostats. Les autorités chinoises ont immé-

diatement suspendu les autorisations qu'elles avaient accordées aux autres candidats au tour du monde. Cloués au sol, ces derniers ne cachaient pas leur déception et leur colère, ces jours derniers.

ATTITUDE « TRÈS GRAVE »

« Nous avons l'impression d'être punis par la faute de quelqu'un », s'est ému le Suisse **Bertrand Piccard** qui, en août 1998, s'était rendu spécialement à Pékin afin de plaider la cause de « tous » les concurrents, Branson compris. **Colin Prescott**, le copilote de *Cable & Wireless*, n'en revient toujours pas : « Les Chinois nous ont écrit pour dire qu'ils avaient dû détourner dix avions de ligne à cause du refus de Richard Branson de se poser. Ce qu'il a fait est très grave. Quand on sait qu'il est lui-même patron d'une compagnie aérienne,

tout cela est incroyable ! », déclare-t-il au Monde.

Sitôt revenu sur le plancher des vaches, Richard Branson eut beau jeu de faire un « appel à toutes les nations du monde » pour que soient supprimées les autorisations de vol « pour des activités sportives de ce genre », l'homme s'est mis à dos la totalité de ses pairs. Alors qu'il s'est également prononcé pour que le ballon ait bientôt sa place au programme des Jeux olympiques, voilà le millionnaire rejeté par la famille des aérostats. Sur son île enchantée, Richard Branson médite peut-être la formule qu'il prononça lui-même un jour : « Voler à bord d'un ballon ressemble à la vie. Vous devez faire attention aux vents violents et éviter les orages. »

Isabelle Autissier, navigatrice, en tête de la course autour du monde en solitaire avec escales

« Cette fois-ci, j'ai réussi à traverser l'océan Indien »

Malgré de nombreuses avaries, dont une qui l'a obligée à une escale supplémentaire en Tasmanie et un choc avec une baleine, Isabelle Autissier (PRB) a pris, dimanche 3 janvier, la troisième place de la deuxième étape de l'Around Alone

(Le Cap-Auckland), course autour du monde à la voile en solitaire avec escales. A la faveur de l'abandon du Britannique Mike Golding (Team Group Four), la Française prend la tête de l'épreuve, devant son compatriote Marc Thiercelin (Somewhere) et l'Italien Giovanni Soldini (Fila), vainqueur de l'étape. C'est la première fois que la navigatrice parvient à vaincre l'océan Indien, où son bateau avait sombré dans le Boc Challenge en 1994.

en 1994, je coule ; dans le Vendée Globe en 1997, je perds un safran. Et là de nouveaux problèmes, alors c'est vrai que cela commence à faire beaucoup. Enfin cette fois-ci j'ai réussi à traverser.

AUCKLAND
(Nouvelle-Zélande)
de notre correspondante

Isabelle Autissier (PRB) a terminé troisième de la deuxième étape de l'Around Alone, course autour du monde à la voile en solitaire avec escales, dimanche 3 janvier, à Auckland (Nouvelle Zélande). La navigatrice est arrivée par une magnifique nuit de pleine lune, accueillie par quelques vedettes et des centaines d'amateurs, avec plus d'enthousiasme encore que Marc Thiercelin (Somewhere), deuxième, avec une heure et onze minutes d'avance sur elle. L'étape avait été gagnée, vendredi, par Giovanni Soldini (Fila).

Depuis son naufrage et son sauvetage par l'armée australienne, en 1994, lors de cette même étape de l'épreuve (alors appelée le Boc Challenge), la navigatrice jouit d'une réputation solide. Auckland attendait sans doute de voir la fameuse Isabelle de ses propres yeux. Et cette fois, l'admiration remplaçait la curiosité car la navigatrice a réalisé une magnifique performance.

Contre toute attente et en dépit, notamment, d'une radio en panne l'empêchant de recevoir les fichiers météo, d'une escale technique de neuf heures en Tasmanie pour réparer un rail de grand voile cassé, Isabelle Autissier a réussi à refaire son retard. A la suite de l'abandon du leader de la course, le Britannique Mike Golding (Team Four Group) victime d'une voie d'eau au nord de la Nouvelle-Zélande, elle a pris la tête du classement général provisoire avec un peu moins de six heures d'avance sur Marc Thiercelin.

Au lendemain de son arrivée, Isabelle Autissier est ravie. Elle est joviale et de bonne humeur. Elle a déjà pardonné à la baleine qui a cassé son safran et offert par la même occasion la victoire de l'étape à Marc Thiercelin. A l'intérieur de PRB, l'un des deux architectes du bateau (plan Finot-Conq), Pascal Conq, étudie le problème des véris qui tiennent la quille. Alors que cette partie du globe, qu'elle a traversée pour la quatrième fois, semble s'acharner sur la navigatrice, Isabelle Autissier dresse, pour *Le Monde*, le bilan de cette étape.

« Comment s'est passée la course ?

– Cela a tout de suite commencé très fort. Beaucoup de vent rapidement. Je menais la flotte mais c'était très tendu. On n'a pas eu un seul jour de beau temps.

– Avec Giovanni Soldini, vous avez convaincu les autres skippers de remonter le point de passage maximum au sud à 100 milles au nord pour éviter une tempête. Pourquoi avez-vous pris cette initiative ?

– On n'est pas des allumés, des têtes brûlées. Disons qu'on n'est pas totalement cinglés et qu'on est fatigué de se compter à l'arrivée. Il y a des moments, rares, où la course passe au deuxième plan. Il fallait calmer le jeu. Trois jours après le départ, j'ai commencé à avoir des problèmes avec les vé-

casse a continué. Il a fallu stopper en catastrophe pour un arrêt de neuf heures dans une baie près d'Hobart, bien organisé par mon équipe et celle de Cray Valley, le monocoque de Jean-Pierre Mouligné.

– Et puis vous avez eu une bonne météo...

– Je suis partie de Tasmanie avec du vent portant fort, trente nœuds, alors que les autres étaient ralentis par des vents de face plus forts, quarante-cinq nœuds. Là, ça revenait bien. J'ai remonté Somewhere qui était à 200 milles devant moi. Il faut dire que j'avais les crocs. J'ai vraiment forcé alors que Marc Thiercelin était sans doute fatigué. Mouligné en a profité aussi, et lui il était à 200 milles derrière moi. Tant mieux pour moi ce coup-ci. Mais

L'exploit de Jean-Pierre Mouligné

Lui aussi a vécu une arrivée triomphale à Auckland. C'est que Jean-Pierre Mouligné a signé un exploit, dimanche 3 janvier, en franchissant la ligne d'arrivée après vingt-neuf jours et neuf heures de mer. En tête sur la quasi-totalité de l'étape, avec Cray Valley, il a surclassé sa catégorie, la classe II, qui rassemble les embarcations de moins de 50 pieds. Son principal adversaire, Michael Garside sur Magellan-Alpha, pointait à plus de 600 milles, lundi matin. Mieux, Jean-Pierre Mouligné est resté dans le sillage de Marc Thiercelin et Isabelle Autissier, deuxième et troisième des classes I. Le Français n'a pas boudé son bonheur. « C'est une immense surprise, raconte-t-il. Le bateau est léger, il s'est donc très bien comporté dans le petit temps que j'ai rencontré en fin de course. J'ai eu de la chance, je me suis trouvé à la bonne place au bon moment. » Course intelligente, moral au beau fixe malgré les conditions extrêmes de l'océan Indien, Jean-Pierre Mouligné a réussi une étape parfaite. Une belle récompense pour celui qui effectue son premier tour du monde en solitaire et pour ceux qui lui ont fait confiance.

rins de la quille. J'ai craint que les boulons soient cassés. Tout de suite j'ai appelé Pascal [Conq]. J'ai bricolé comme j'ai pu et on a décidé de continuer. Je resserrai de temps en temps mon bricolage pour tenir mes boulons.

» Et au bout de dix-douze jours, dans un empannage, il y a eu deux morceaux de rail qui se sont arrachés. Là, ça devenait gênant. J'étais bloquée à deux ris. Et le risque de ne pas pouvoir affaler était dangereux. Si 40 nœuds me tombaient dessus, je faisais quoi ? En deux heures, j'ai pris la décision de naviguer plus sûr, de sortir le bateau des conditions les plus mauvaises pour éviter le plus dur des fronts. C'était la première chose à faire mais cela m'a obligé à perdre du temps. J'ai choisi un cap Nord pendant que les autres naviguaient vers l'Est. Ensuite, la

deux jours avant l'arrivée, je commençais à être contente et voilà que je heurte une baleine. Le bateau s'est arrêté. Il est parti en rade tout de suite. Mais depuis mon expérience du Vendée Globe, j'ai un safran de secours. C'était du bricolage mais pour finir, ça allait. Du coup Marc est repassé devant moi. Et avec l'accident de Mike Golding, j'ai repris la tête. Giovanni Soldini est arrivé bien avant mais il avait près de trois jours de retard lors de la première étape. Les jeux se resserrent. J'ai six heures d'avance sur Marc et dix huit sur Soldini.

– Vos avaries vous ont-elles rappelés des mauvais souvenirs ?

– A chaque fois que je suis dans l'océan Indien, cela se passe mal. Dans le premier Boc Challenge, en 1990, je démâte dans le sud de la Tasmanie ; dans le deuxième,

en 1994, je coule ; dans le Vendée Globe en 1997, je perds un safran. Et là de nouveaux problèmes, alors c'est vrai que cela commence à faire beaucoup. Enfin cette fois-ci j'ai réussi à traverser.

– Comment vivez-vous votre relation avec cet océan ?

– C'est un sale coin. C'est là qu'il y a les états de mer les plus difficiles. Cette fois, il n'y a pas eu de tempêtes cataclysmiques. C'était jouable.

– Vous l'avez dompté...

– Je ne raisonne pas comme cela. Je n'ai pas de comptes à régler. Ce n'est que de l'eau. Je ne suis pas superstitieuse mais si c'est toujours là que ça casse, c'est parce qu'on tire beaucoup sur nos bateaux, que la mer est difficile. Quand on voit ce qu'ils encaissent, il faut s'étonner que nos bateaux ne soient pas en morceaux. On ne peut pas imaginer : on ne plus respirer d'une vague à l'autre. Et ça hurle et ça cogne. On s'accroche à la table à carte. Je commence à avoir l'habitude.

– Votre expérience vous a-t-elle aidé dans cette nouvelle épreuve ?

– Non, quand j'ai cassé à nouveau, je n'ai pensé au passé. En fait, mes précédents déboires m'ont poussé à tout de suite prendre l'option de sécurité et à chercher à m'abriter. Car la dernière fois, j'avais réparé aux Iles Kerguelen mais j'étais reparti sur une route normale. C'était une erreur que je n'ai pas voulu répéter. J'ai donc ralenti et c'était très frustrant car j'avais mené presque toute la course jusque là.

– Et l'arrivée ?

– Elle a été magnifique. La nuit de pleine lune le long de la côte est, la mer toute calme malheureusement. Je me suis retrouvée prise dans un nuage d'oiseaux incroyables. Je suis première du classement, j'ai pourtant souvent pensé que la course était perdue et mon moral s'en est beaucoup ressenti. Mais je me suis accrochée. Cela montre qu'il ne faut jamais capituler. Je n'ai jamais capitulé. Maintenant, je vais prendre une semaine de vacances, je vais rentrer en France puis je vais revenir dix jours avant le départ pour me préparer. Et pendant ce temps là mon équipe va remettre tout à plat car nous allons repartir à fond la caisse. »

Propos recueillis par Florence de Changy

La Suédoise Pernilla Wyberg emporte le slalom de Maribor

LA SUÉDOISE Pernilla Wyberg s'est adjugée, dimanche 3 janvier, le slalom de Maribor (Slovénie), son premier succès de la saison 1998-1999. Partie avec le neuvième temps de la première manche, l'ancienne championne du monde et médaillée olympique a pu bénéficier de bonnes conditions de courses, pour s'imposer devant l'Allemande Hilde Gerg et sa compatriote Ylva Nowen. A vingt-huit ans, cette vingt-troisième victorieuse en Coupe du monde – sa quatorzième en slalom – lui procure également la satisfaction de s'emparer de la première place du classement de la Coupe du monde de la spécialité, une revanche pour celle dont la saison 1997-1998 avait été troublée par des problèmes de genoux. Hilde Gerg, championne olympique du slalom à Nagano et victorieuse du super G la veille, a démontré qu'elle pouvait briller dans toutes les disciplines. En tête après la première manche, elle n'a cédé que devant Pernilla Wyberg, ce qui lui permet de ravir à sa compatriote Martina Ertl la deuxième place du classement général de la Coupe du monde, à 280 points de l'Autrichienne Alexandra Meissnitzer. Côté français, c'est la déception. Leïla Piccard, première tricolore, s'est classée vingt-troisième.

DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILISME : en s'adjudant la troisième étape du rallye Grenade-Dakar (Agadir-Tan Tan, 510 km)**, Jutta Kleinschmidt (Mitsubishi) est devenue, dimanche 3 janvier, la première femme en tête du classement général de l'épreuve. L'Allemande, qui s'était déjà distinguée en 1998 en étant la première femme vainqueur d'une étape, a été, avec le Japonais Hiroshi Masuoka (Mitsubishi), deuxième de l'étape, parmi les rares concurrents épargnés par les crevaisons. Dans la catégorie motos, l'Espagnol Juan Roma (KTM) a consolidé sa première place au classement général en gagnant l'étape, devant l'Autrichien Heinz Kinigadner (KTM).

■ **CYCLISME : après avoir échoué à deux reprises**, samedi 2 janvier, à Mexico (Mexique), Jeannie Longo a décidé de renoncer définitivement à battre son propre record de l'heure (48,159 km en 1996). La Française, âgée de quarante et un ans, qui, depuis le 6 novembre 1998, a déjà tenté à quinze reprises d'améliorer sa performance, a déclaré « ne plus sentir la force suffisante ». Elle a également précisé que ce renoncement ne signifiait pas l'arrêt de sa carrière.

■ **DOPAGE : quatorze joueurs italiens** (cinq de D 1, quatre de D 2 et cinq de D 3) ont été contrôlés positifs, a indiqué, samedi 2 janvier, à Rome, le commissaire de la Fédération de médecine sportive italienne. Sur les 830 échantillons d'urines analysés depuis octobre 1998, un a révélé la prise de salbutamol, trois des traces de cannabis et dix celles de lidocaïne, un calmant analgésique. Selon les règlements, les noms des joueurs ne seront communiqués qu'à l'issue de la contre-expertise, qui sera pratiquée prochainement.

■ **FOOTBALL : Zinedine Zidane**, grand artisan de la victoire (3-0) de la France en finale de la Coupe du monde contre le Brésil et meneur de jeu de la Juventus Turin, lauréat du Ballon d'or 1998, a été élu champion des champions du monde par le quotidien sportif *L'Equipe*, dans son numéro du lundi 4 janvier. Zinedine Zidane a devancé dans les suffrages du jury des journalistes de *L'Equipe* le basketteur américain Michael Jordan et l'athlète marocain Hicham El Guerrouj.

■ **Majorque, leader du championnat d'Espagne**, s'est incliné (1-0) sur le terrain de la modeste équipe d'Extremadura, dimanche 3 janvier, lors de la 16^e journée. Malgré ce faux pas, le club insulaire conserve la tête du classement avec un point d'avance sur le Celta Vigo, qui a écrasé Oviedo (6-2), et Valence, vainqueur de Real Sociedad (2-0). Trois doublés de Luis Enrique, Rivaldo et Osca, plus un magnifique tir de Figo ont permis au FC Barcelone d'écraser Alaves (7-1). Cette 16^e journée a également été marquée par un nombre important de buts (45), un record depuis le début de la saison 1998-1999.

■ **Pas de surprises lors du 3^e tour de la Coupe d'Angleterre**, disputé samedi 2 et dimanche 3 janvier. Aston Villa, leader du championnat, et Liverpool sont respectivement venus à bout de Hull (D 4) et Port Vale (D 2) sur le score de 3-0. Manchester a pris le meilleur (3-1) sur Middlesbrough (D 1) et, Chelsea, deuxième du championnat, s'est imposé à Oldham (D 3), grâce à deux buts de son entraîneur-joueur italien, Gianluca Vialli. Arsenal, lauréat de l'épreuve 1997-1998, devait se déplacer, lundi, à Preston (D 3).

■ **RUGBY : à moins d'une semaine de sa demi-finale de Coupe d'Europe** contre l'Ulster, à Belfast, le Stade Français s'est incliné à Castres (17-22), dimanche 3 janvier, lors de la 10^e journée du championnat de France. Si Toulon a stoppé Bourgoin (29-19), Toulouse, qui a longtemps tremblé face à la puissance du pack grenoblois, l'a finalement emporté (32-24). Agen s'est adjugé une précieuse victoire au détriment de Bègles-Bordeaux (21-11) et Montferrand n'a pas failli face à Béziers (19-12).

■ **Cédric Moulet et Fabien Sestaret, deux jeunes espoirs du Stade Toulousain, ont trouvé la mort** dans un accident de voiture, vendredi 1^{er} janvier, sur une route départementale de Haute-Garonne.

■ **TENNIS : Pete Sampras a déclaré forfait**, samedi 2 janvier, pour l'Open d'Australie qui se déroulera du 18 au 31 janvier à Melbourne. Eprouvé par une fin de saison difficile, où il a été couronné numéro un mondial pour la sixième année consécutive, l'Américain devrait donc tenter à Roland-Garros, qui manque encore à son palmarès, d'égaliser le record de douze titres du Grand Chelem détenu par l'Australien Roy Emerson.

LOTO

■ **Résultats des tirages n° 1 effectués samedi 2 janvier. Premier tirage :** 2, 12, 14, 15, 25, 28, numéro complémentaire le 18. Pas de gagnants pour six bons numéros. Rapports pour cinq bons numéros et le complémentaire : 541 900 francs ; pour cinq bons numéros : 4 595 francs ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 216 francs ; pour quatre bons numéros : 108 francs ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 24 francs ; pour trois bons numéros : 12 francs. **Second tirage :** 2, 5, 16, 27, 32, 42, numéro complémentaire le 19. Rapports pour six bons numéros : 5 706 180 francs. Rapports pour cinq bons numéros et le complémentaire : 63 770 francs ; pour cinq bons numéros : 5 975 francs ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 270 francs ; pour quatre bons numéros : 135 francs ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 28 francs ; pour trois bons numéros : 14 francs.

La Coupe du monde de football pourrait se disputer tous les deux ans

SEPP BLATTER a-t-il un goût particulier pour les déclarations chocs ? Lui qui, pendant la dernière Coupe du monde de football, ne s'était guère gêné pour vitupérer contre les arbitres, vient de lancer un nouveau pavé dans la mare. A l'hebdomadaire zurichois *Sonntags Blick*, le président de la Fédération internationale de football (FIFA) a confié, dimanche 3 janvier, qu'il voulait que la Coupe du monde ait désormais lieu tous les deux ans. « *L'actuel tournoi, tous les quatre ans, a vieilli. Il remonte aux années 30, lorsque les équipes étaient obligées de prendre le bateau pour voyager d'un continent à l'autre afin de s'affronter* », a appuyé le nouvel homme fort du football mondial, élu en juin 1998 à la tête de la FIFA avec le soutien de Michel Platini.

« *Le choix doit être clair : voulons-nous encore des équipes nationales ou ne voulons-nous plus que des clubs de football ?* », s'est interrogé M. Blatter en dénonçant, sans ambiguïté, les exigences formulées depuis quelques mois par la plupart des grands clubs européens. On se souvient que l'Union européenne de football a dû reformuler totalement son épreuve-reine, la Ligue des champions, en proposant plus de matches et donc plus d'argent, ceci afin d'éviter que ne se crée une compétition

privée de type Superligue. La FIFA n'a que très peu apprécié de voir l'organisation cadette – mais cependant rivale – céder aux revendications des grands clubs.

L'idée d'une Coupe du monde tous les deux ans n'est pas si saugrenue que cela. Il y a quelques années, le président de la Fédération internationale d'athlétisme, Primo Nebiolo, a réussi à réduire de moitié le rythme quadriennal des championnats du monde d'athlétisme. Un problème d'embouteillage se posera néanmoins. Qu'advient-il, ainsi, du championnat d'Europe des nations, qui a lieu tous les quatre ans, et de la Copa America, son équivalent américain ? Qu'en sera-t-il, enfin, du tournoi de football des Jeux olympiques ?

« *J'espère que ce projet ne répond pas à des considérations financières*, a indiqué l'Anglais Bobby Charlton, ancienne gloire de la Coupe du monde 1966. *Tous les quatre ans, c'est suffisant, car cela permet de ne pas banaliser l'événement en lui conférant une importance particulière.* » Claude Simonet, président de la Fédération française, s'est montré plus pragmatique : « *Il est louable que le président de la FIFA soutienne la vie des sélections nationales.* »

F. P.

CAHIERS CINÉMA

531 JANVIER 99

JIA ZHANG KE : JEUNESSE DU CINÉMA CHINOIS

EXORCISME STALINIEU : ENTRETIEN AVEC ALEXEI GUERMAN

SUE : PORTRAIT D'ANNA THOMSON

PAULO ROCHA : TOUT L'OR DU FLEUVE

LES DIX MEILLEURS FILMS

NUMÉRO 531 - JANVIER 1999

CAHIERS DU CINÉMA

35 F - Chez votre marchand de journaux

3615 LEMONDE (2,23 F/mn)
rubrique VOL

COMPAREZ TOUS LES TARIFS AÉRIENS SUR 500 DESTINATIONS...
VOLS RÉGULIERS, CHARTERS, PROMOTIONS

QUIZ : testez vos connaissances et gagnez des billets d'avion ou des guides de voyage

Douceur printanière

MARDI, l'anticyclone qui se positionne dans les Balkans va rejeter le flux perturbé océanique au nord de l'Europe, et un courant de sud bien installé fait remonter des masses d'air exceptionnellement douces pour la saison. Les valeurs de l'après-midi frisent parfois les records pour un début janvier.

Bretagne, pays de loire, Basse-Normandie. - Les nuages circulent en rangs serrés le matin sur les côtes de la Manche. L'après-midi, le soleil se montre plus vaillant, brillant dès le matin plus au sud, où les derniers nuages disparaissent à la mi-journée. Les températures montent jusqu'à 15 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le ciel fait encore grise mine le matin avec, ici ou là, quelques gouttes de pluie. L'après-midi, éclaircies plus franches. Celles-ci arrivent dans le courant de la matinée en Ile-de-France, alors que le soleil brille sans compter dans le Berry. Il fait de 13 à 16 degrés.

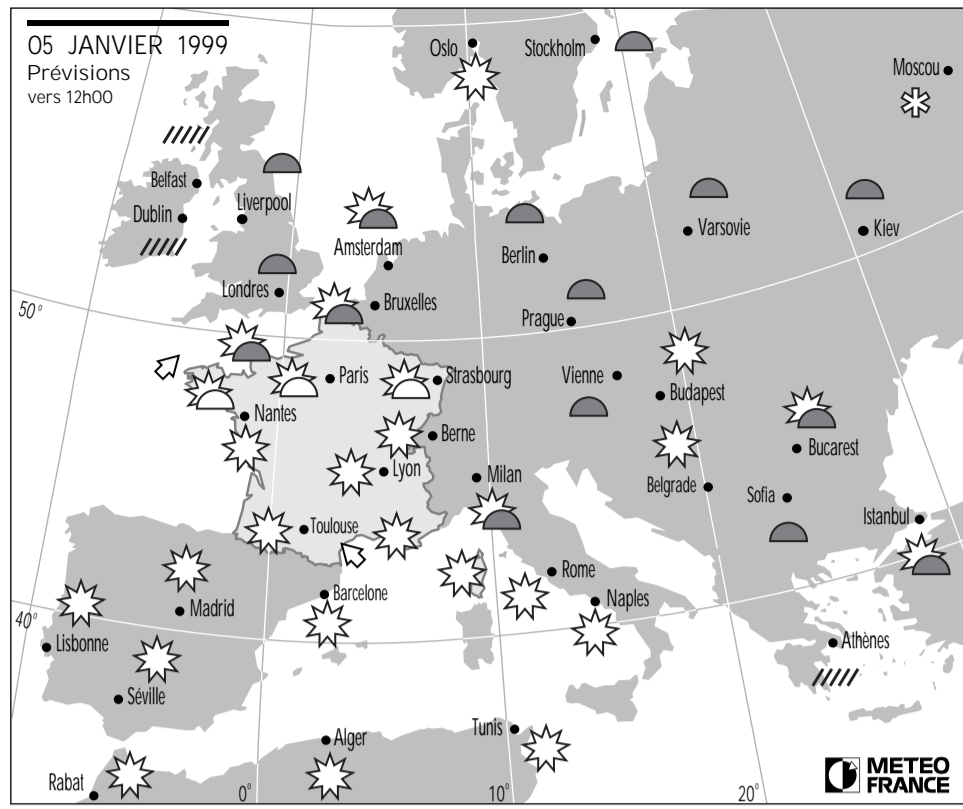
Champagne, Lorraine, Alsace,

Bourgogne, Franche-Comté. - Le soleil s'installe par le sud. Présent dès le matin du Nivernais au Jura, il atteint les côtes de Meuse et l'Alsace à la mi-journée. Températures de 14 à 16 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - C'est sous un soleil des plus doux que se déroule cette journée. Vers 15 heures, les thermomètres poitevins indiquent 16 degrés, 15 pour les Toulousains et jusqu'à 22 au pied des Pyrénées, de Biarritz à Saint-Girons.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Journée splendide sous un ciel bleu azur. Rares brouillards à l'aube, et il faut aller en haute montagne ou dans certaines vallées encaissées pour échapper à la douceur ambiante, la palme revenant à Clermont-Ferrand avec 18 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil brille mais doit composer avec quelques nuages sur le relief cévenol. Il fait de 16 à 18 degrés, un peu moins dans le golfe du Lion.



LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE. Pour fêter leurs 2 000 chambres dans la région parisienne (de Montmartre à Montparnasse et de la Défense à Eurodisney), les hôtels Comfort, Quality et Clarion (Choice Hotels Europe) proposent, jusqu'au 31 mars, de découvrir la capitale à petits prix : de 300 à 600 F la nuit pour une chambre double avec petit déjeuner. Renseignements au 0800-12-12-12, mot de passe « Fêter Paris ».

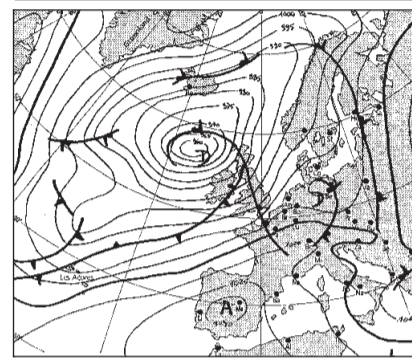
CONGO. La compagnie Air France a décidé de reprendre samedi 2 janvier ses liaisons régulières à destination de Brazzaville, interrompues depuis le 19 décembre 1998. Le vol Paris/Bangui/Brazzaville est parti samedi à 23 h 15 de Paris pour arriver à Brazzaville dimanche matin. Les autres rotations Paris-Brazzaville, via Bangui ou Ndjamena, au nombre de trois par semaine, reprendront aussi régulièrement, selon la compagnie.

PRÉVISIONS POUR LE 05 JANVIER 1999

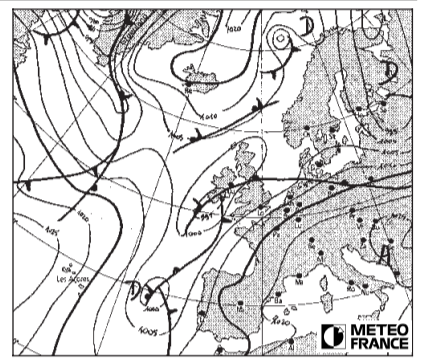
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	8/14 S
AJACCIO	NANTES	9/15 S
BIARRITZ	NICE	8/15 S
BORDEAUX	PARIS	9/15 S
BOURGES	PAU	9/22 S
BREST	PERPIGNAN	5/14 S
CAEN	RENNES	9/12 S
CHERBOURG	ST-ETIENNE	6/14 S
CLERMONT-F.	STRASBOURG	9/15 S
DIJON	TOULOUSE	7/17 S
GRENOBLE	TOURS	7/14 S
LILLE	FRANCE outre-mer	8/12 N
LIMOGES	CAYENNE	23/27 P
LYON	FORT-DE-FR.	24/28 P
MARSEILLE	NOUMEA	5/17 S

PAPETE	24/28 P	KIEV	-1/2 C	VENISE	4/11 S	LE CAIRE	11/17 S
POINTE-A-PIT.	24/30 S	LISBONNE	10/16 S	VIENNE	4/7 C	MARRAKECH	13/21 S
ST-DENIS-RE.	24/28 C	LIVERPOOL	11/14 C	AMÉRIQUES		NAIROBI	15/27 N
EUROPE		LONDRES	11/14 C	BRASILIA	20/24 P	PRETORIA	19/26 P
AMSTERDAM	8/12 N	LUXEMBOURG	7/9 S	BUENOS AIR.	13/23 S	RABAT	8/20 S
ATHENES	9/11 P	MADRID	4/17 S	CARACAS	22/29 S	TUNIS	11/17 S
BARCELONE	8/16 S	MILAN	5/9 N	CHICAGO	-18/-10 C	ASIE-OCEANIE	
BELFAST	4/11 P	MOSCOW	-3/-2	LIMA	19/24 C	BANGKOK	19/30 S
BELGRADE	-5/2 S	MUNICH	4/9 C	LOS ANGELES	8/17 C	BOMBAY	20/28 S
BERLIN	9/12 C	NAPLES	6/15 S	MEXICO	4/16 S	JAKARTA	26/29 P
BERNE	4/10 S	OSLO	-2/4 S	MONTREAL	-17/-11 N	DUBAI	14/22 S
BRUXELLES	8/12 N	PALMA DE M.	8/18 S	NEW YORK	-7/-5 S	HANOI	13/23 S
BUCAREST	-4/2 N	PRAGUE	6/9 C	SAN FRANCISCO	7/12 N	HONGKONG	13/21 S
BUDAPEST	0/3 S	ROME	4/16 S	SANTIAGO/CHI	11/27 S	JERUSALEM	12/20 N
COPENHAGUE	5/7 C	SEVILLE	6/19 S	TORONTO	-12/-10 N	NEW DEHLI	8/19 N
DUBLIN	5/12 P	SOFIA	-8/-2 C	WASHINGTON	-8/-4 S	PEKIN	-3/6 N
FRANCFORT	6/11 S	ST-PETERSB.	-2/2 P	AFRIQUE		SEOUL	1/8 S
GENEVE	7/11 S	STOCKHOLM	3/6 C	ALGER	8/21 S	SINGAPOUR	24/29 C
HELSINKI	1/3 P	TENERIFE	12/16 P	DAKAR	21/26 N	SYDNEY	22/28 S
ISTANBUL	5/8 N	VARSOVIE	3/8 C	KINSHASA	23/28 P	TOKYO	3/10 S



Situation le 4 janvier à 0 heure TU



Prévisions pour le 6 janvier à 0 heure TU

INFORMATIQUE

Internet sur la télévision tente de séduire le grand public

ACCÉDER au réseau télématique mondial en faisant l'économie de l'ordinateur. Un rêve pour ceux qui, tentés par le courrier électronique et la navigation sur la Toile d'Internet, rechignent devant la complexité et le coût de l'informatique familiale. Depuis le mois de septembre 1996 et le lancement de la WebTV aux Etats-Unis, la solution existe. Il s'agit d'un simple boîtier, version Internet des décodeurs numériques pour le câble ou satellite, qui se branche d'un côté sur le téléviseur et, de l'autre, sur la prise téléphonique. Plus besoin de patienter pendant la mise en marche d'un ordinateur sous Windows 95 ou 98, le lancement des logiciels d'accès au réseau et de navigation.

Pionnier en Europe, la PME française NetGem a lancé son décodeur Internet, la NetBox, en août 1997 (*Le Monde* du 14 juin 1997). Selon le PDG de l'entreprise, Joseph Haddad, plus de 80 000 exemplaires auraient été vendus. Un résultat, certes inférieur aux 100 000 NetBox visées, mais qui a permis à NetGem d'afficher un chiffre d'affaires conséquent pour l'exercice 1998. La société prévoit un triplement de ses ventes en 1999 pour at-

teindre de 250 000 à 300 000 unités. En attendant, un nouvel acteur français fait son entrée. Come One, spécialiste des modes, commercialise depuis la fin du mois de novembre 1998, sa DomoTV dans 200 points de vente (grande distribution, Fnac, Boulanger...). Avec ce concurrent direct de la NetBox, Come One affiche ses ambitions : « Le produit de NetGem est sorti au moment où nous étions en train de concevoir notre propre décodeur. Nous nous en sommes inspirés tout en essayant d'éviter certaines erreurs », explique Philippe Missoud,

Une technique encore limitée

La Toile est devenue si complexe que la faible mémoire et l'absence de disque dur des décodeurs Internet pour téléviseurs leur interdisent de recevoir la totalité du contenu des pages Web. S'ils affichent toutes les images, les programmes Java qui animent les sites leur sont interdits. De même le son et la vidéo en direct, fournis par Real Networks (Real Audio et Real Video), ne sont pas encore traités. Vu l'importance que prennent ces fonctions, NetGem et Come One prévoient de les intégrer à leurs produits au cours de cette année. En novembre 1998, WebTV annonçait son abandon du projet d'incorporation du Java de Sun et de Real Audio dans ses décodeurs. Des observateurs virent là un contrecoup des querelles survenues entre Microsoft, propriétaire de WebTV, et les deux sociétés. Peu après, sous la pression d'abonnés mécontents de cette décision, Steve Perlman, président de WebTV, revenait en arrière.

chef de produit DomoTV chez Come One. Pour lui, la NetBox constitue un « coup d'essai » qu'il juge « trop fermé ». De fait, NetGem est resté fidèle au concept de Network Computer, l'ordinateur très simplifié inventé par Oracle. La DomoTV, de son côté, se distingue par ses capacités de connexion avec des périphériques (disque dur externe, imprimante, écran, clavier, souris). De quoi transformer le décodeur... en un véritable PC. Cela ne risque-t-il pas d'écarter la simplicité de fonctionnement qui sont les atouts princi-

paux des petits boîtiers Internet ? « Pas du tout, rétorque Philippe Missoud. La DomoTV conserve sa convivialité grâce à l'affichage sur l'écran, dès l'allumage de la télévision, des options Internet ou Minitel qu'il suffit de sélectionner pour les utiliser ». Il reste que l'ajout d'un disque dur obligera à gérer son contenu.

SOUPLESSE

Pour l'instant, Come One se concentre sur le lancement commercial de son nouveau produit. Ses efforts publicitaires (130 spots télévisés) et promotionnels (animations sur les points de vente) semblent porter leurs fruits. « Nous ne nous attendions pas à un tel accueil », avoue Philippe Missoud.

La formule proposée est séduisante, l'acquéreur d'une DomoTV ne déboursant pas 1 centime. Il loue le terminal (99 francs, 15,09 euros par mois) et s'abonne à Internet via Wanadoo, le service de France Télécom (45 francs, 6,85 euros par mois pour 3 heures de connexion et 99 francs, 15,09 euros pour une durée illimitée). Actuellement, seul l'abonnement à Wanadoo est programmé sur la carte à

puce vendue avec la DomoTV. Mais rien n'empêche l'internaute de changer de fournisseur d'accès en modifiant les paramètres de la carte. La location du décodeur est réglée directement à Come One par l'intermédiaire de Cofinoga. D'où une grande liberté de choix pour l'utilisateur.

La NetBox ne bénéficie pas d'une telle souplesse. NetGem a choisi de ne vendre son produit que par l'intermédiaire d'un fournisseur d'accès. Havas On Line (HOL), le premier à jouer ce rôle, n'a guère obtenu de résultats probants. « Après le rachat par Cégétel, la stratégie d'HOL a changé... », note Joseph Haddad, PDG de NetGem. D'où le choix, au cours de l'été 1998, du fournisseur d'accès Universal et de son service CanalNet comme nouveau partenaire. Dans le même temps, le prix de vente de la NetBox est passé de 2 000 à 250 francs (304,87 à 38,10 euros) sous réserve de souscrire un abonnement d'au moins un an à CanalNet (99 francs par mois pour une accès illimité). Le pionnier français peine à s'imposer dans son propre terrain. En Finlande, aux Pays-Bas, en Suisse, en Autriche ou en Espagne, les pays

où elle réussit le mieux, l'entreprise s'est associée avec le principal fournisseur local d'accès à Internet.

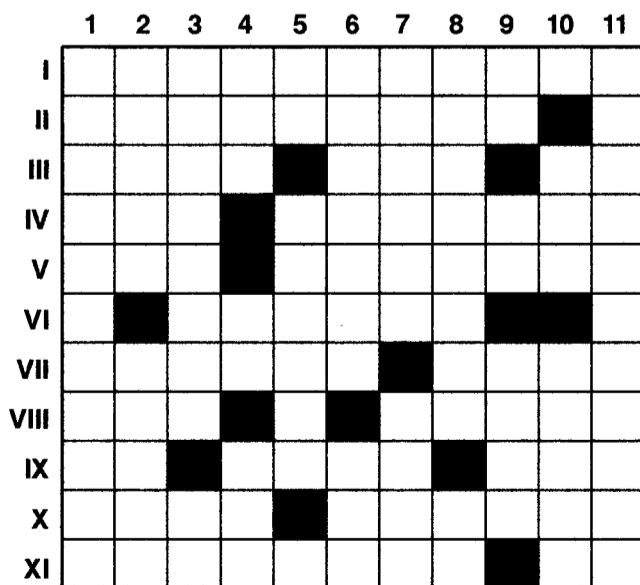
En Allemagne, faute d'avoir décroché Deutsche Telekom, c'est Debis, la filiale de services informatiques du groupe Daimler Benz qui distribue les NetBox. L'opérateur germanique semble préférer le plus ancien acteur en matière de décodeur Internet : WebTV. Rachetée en août 1997 par Microsoft pour la somme de 425 millions de dollars, l'entreprise revendique aujourd'hui plus de 500 000 utilisateurs du service WebTV Network aux Etats-Unis, au Canada et au Japon. Ses décodeurs sont notamment produits par Sony, Philips et Mitsubishi. Les deux modèles sont vendus 600 et 1 200 francs (91,46 et 182,92 euros) tandis que l'abonnement mensuel varie de 120 à 150 francs (18,29 à 22,86 euros). Deutsche Telekom teste la WebTV depuis quatre mois en Allemagne. Cette alliance de géants n'inquiète pas Come One qui estime que « si Microsoft s'intéresse aux décodeurs Internet, c'est que cela doit marcher... ».

Michel Alberganti

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99004

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Face à face autour des petits plats. - II. Malsain et polluant. - III. Noyées par la mer. Ailes soviétiques. Décapité en plein cœur. - IV. Suit les mouvements boursiers. Rend. - V. Point de départ chez Tony. Rencontre au sommet. - VI. Boule de graisse. - VII. Lumières ou manquant de lumière. Engrais. - VIII. Prise en considération. Toujours à la porte. - IX. En réduction. Consommer.

Argent du milieu. - X. Ancienne capitale chinoise. Pur et calme. - XI. Reçues et distribuées ces jours-ci. Fait la liaison.

VERTICALEMENT

1. Met l'accent sur le côté. - 2. Même libre, elle fait preuve d'attachement. Met le nez dans les affaires. - 3. Jaune pâle. Au départ de l'arrivée. - 4. Retient le plus gros. Belle et vache. Vitrine du Monde. - 5. Personnel. Comporte-

ment violent. - 6. Composent le spectacle. Trois points sur quatre. - 7. Annonce le renvoi. Garni comme un bâtiment. - 8. Coupeur de cheveux en quatre. En réserve. - 9. Dans la gamme. Négation. Finit le cigare. - 10. Sa peau met fin aux études. Englobait Lesbos et Ténédos. - 11. Avec classe.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99003

HORIZONTALEMENT

I. Croque-morts. - II. Locustes. At. - III. Am (ma). Enurésie. - IV. Na. Sève. Ter. - V. Dictée. Muse. - VI. Enée. Raid. - VII. Séculaire. - VIII. Ira. Météo. - IX. Ill. Clé. Tam. - X. Naïves. Péri. - XI. Scepticisme.

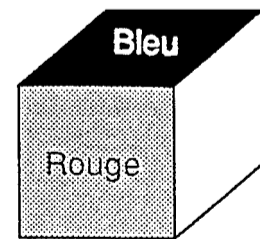
VERTICALEMENT

1. Clandestins. - 2. Romaine. Lac. - 3. Oc. Cécilie. - 4. Questeur. Vp. - 5. Usnée. Lacet. - 6. Etuverra. Lsi (lis). - 7. Mère. Aime. - 8. Ose. Mire. Pi. - 9. Studettes. - 10. Taies. Earm (armé). - 11. Stéréotomie.

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 103

L'agent secret



Qui a le plus de chances de l'emporter, et avec quelle probabilité ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 1999

Solution du problème dans *Le Monde* du 12 janvier.

Solution du problème n° 102 paru dans *Le Monde* du 29 décembre.

L'escalator compte 80 marches. Soit n le nombre de marches de l'escalator au repos. La vitesse de montée de l'escalator est : $(n - 30)$ marches en 30 secondes.

La vitesse de descente (la même) est : $(n + 120)$ marches en 2 minutes.

Il vient : $4 \times (n - 30) = n + 120$, d'où le résultat : $n = 80$.

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine, *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu.

Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique.

Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble.

Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge.

Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art.

Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunschbourg 94852 Ivry cedex

Président-directeur général : Dominique Alduy Vice-président : Gérard Morax Directeur général : Stéphane Corre 21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

URBANISME Depuis le mois de septembre, les anciennes directions de l'architecture et du patrimoine sont regroupées au sein du ministère de la culture dans une seule

entité, sous la direction de François Barré. ● **CET ÉNARQUE** de soixante ans a une longue pratique des institutions culturelles et architecturales. ● **DANS UN ENTRETIEN** au *Monde*, il

explique la portée de ce rapprochement administratif, estimant qu'il s'agit de « rétablir la relation entre mémoire et projet » entre un patrimoine très visité et une création archi-

tecurale mal considérée. ● **IL RÉPOND** aux critiques visant la pratique des concours architecturaux, une particularité française qui, depuis avril 1998, doit s'adapter aux règles de la

Communauté européenne : non-rémunération, anonymat, et suppression de l'audition des concurrents. Il espère que la pratique des concours se généralisera en Europe.

François Barré, trait d'union entre l'architecture de création et le patrimoine

Réconcilier « la ville historique, admirable » et « la ville contemporaine, difficile à vivre », est l'un des objectifs de la nouvelle direction du ministère de la culture, dont le titulaire répond, dans un entretien au « Monde », au débat ouvert sur ses intentions et ses moyens

« Quel est l'intérêt d'avoir fusionné les directions du patrimoine et de l'architecture ?

— On ne peut plus dire : seul le monument compte, ou, pour la création, seul nous intéresse l'objet rare. Notre regard est devenu plus vaste. Il faut considérer l'ensemble de l'espace urbain, rapprocher ce qui dépendait d'administrations séparées. La coupure dans l'enseignement — d'un côté les passésistes, de l'autre l'avant-garde qui ignore tout de ce qui l'a précédée — a été critiquée également, à juste titre. Il faut mettre fin à cette situation caricaturale.

Diplomate et créatif

François Barré, soixante ans le 18 janvier, est le premier directeur de l'architecture et du patrimoine au ministère de la culture. Polyvalent, cet énarque, après un début de carrière diplomatique et politique (au cabinet de Chaban-Delmas à Bordeaux en 1967, s'est converti dès 1968 à l'architecture et à la création. Passant du service public (fondation du Centre de création industrielle en 1969) au secteur privé (conseiller de la régie Renault), de la presse (rédacteur en chef d'*Architecture Aujourd'hui* en 1977) à l'administration : délégué aux arts plastiques en 1981, il est nommé président du Centre Georges-Pompidou en 1993 avant de retourner rue de Valois comme directeur de l'architecture.

Les colloques sont l'un de ses moyens d'expression favoris avec les concours d'architecture, exercice dont il maîtrise souverainement les jeux et les clairs-obscur. Eclectique, parfait connaisseur des institutions architecturales, il est tantôt le conseiller officieux de la droite, tantôt celui, officiel, de la gauche. Homme d'invention sur le terrain (parc de La Villette, exposition « Cités-Cinés »), généreux de son amitié, il passe en revanche pour plus incédés, ou trop diplomate, lorsqu'il s'agit de prendre parti entre les hommes et leurs propositions.

— **Symbole de ce rapprochement, la future Cité du patrimoine et de l'architecture à Chaillot ne semble pourtant pas faire l'unanimité.**

— Les réactions sont les conséquences d'une culture de la séparation. Nous ne voulons négliger ni l'histoire ni la création, mais simplement rétablir la relation entre mémoire et projet. Pour ceux qui s'inquiètent du sort de l'Institut français d'architecture (IFA), puis-je souligner qu'il n'y a jamais eu autant d'architectes au sein du conseil d'administration, présidé par Dominique Perrault ? Massimiliano

Fuksas ou Paul Virilio ont tout de suite vu le côté novateur de Chaillot : un espace où l'architecture des siècles passés rencontre celle du XX^e siècle, lieu de confrontation. Deux mille quatre cents mètres carrés pour les expositions, dont 450 m² pour une galerie d'actualité, une grande bibliothèque de trente mille volumes en libre accès, sorte de BPI de l'architecture : il faut être un esprit chagrin pour estimer que l'avant-garde s'y noie. D'ailleurs l'avant-garde est le concept le plus obsolète de l'histoire de la création au XX^e siècle.

— **L'IFA ne risque-t-il pas de se dissoudre dans la future Cité ?**

— Soit on renforce l'autonomie de l'IFA, avec ses limites budgétaires. Soit on l'intègre au sein d'un grand projet où il peut prendre toute sa mesure, par exemple pour créer cette galerie d'actualité qui n'a jamais vraiment existé. Sans oublier pour autant que l'IFA a déjà une dimension patrimoniale, une part notable de son budget étant consacrée aux archives du XX^e siècle dont s'occupe activement Maurice Culot. Une volonté de mémoire qui ne me paraît d'ailleurs pas constituer un salut quotidien aux avant-gardes.

— **N'est-il pas dangereux de confier la présidence de l'IFA à un architecte suractif ?**

— Il vaut mieux confier la présidence de l'IFA à un architecte qui a du travail plutôt qu'à un oisif. Dominique Perrault y consacra beaucoup plus de temps que moi, responsable de la DAP. Ce n'est pas un temps plein et il existe un directeur, Jean-Louis Cohen. Un président doit avoir une liberté de propos, une bonne connaissance du milieu et une capacité de représentativité. Dominique Perrault conjugue ces qualités.

— **Le futur Musée des arts et des civilisations, quai Branly, sera-t-il l'occasion de clarifier la pratique controversée des concours ?**

— L'architecture française est considérée comme une des plus vivantes qui soient. Cela est dû pour une part à la politique de concours développée en France, seul pays qui a instauré une obligation dans ce domaine. Dans un premier temps, nous avons connu des grands concours ouverts aux architectes du monde entier. Depuis, la loi de 1993 sur la maîtrise d'ouvrage public (MOP) a conduit à des consultations rémunérées, plus restreintes. Mais le bilan global est très positif. Cela a permis l'accès à la commande de professionnels jeunes ou peu connus et l'émergence d'architectes de qualité.

— **Les concours ont certes des inconvénients. Ils sont fondés sur une stratégie de séduction qui privilégie la forme au détriment de vertus plus discrètes. Ils engendrent aussi des mécontentements : il n'y a qu'un seul vainqueur. Mais leur ré-**



GASTON BERGERET

François Barré : « Les architectes doivent devenir plus attentifs à la demande. »

gularité n'est pratiquement jamais remise en cause et 80 % des contentieux portent sur le montant des rémunérations. Les collectivités locales se plaignent parce qu'il n'y a que les stars parisiennes qui gagnent. Paris gémit en évoquant le protectionnisme local.

— **Désormais, le vrai problème est ailleurs : selon les directives européennes adoptées en 1992, dans l'indifférence générale des acteurs français, et applicables depuis le 1^{er} avril 1998, seuls sont acceptés des concours ouverts, anonymes, non rémunérés, avec des jurys souverains où les architectes sont majoritaires. Je vous rappelle qu'en France le jury est composé d'un tiers d'architectes et que le maître d'ouvrage a le dernier mot. L'audition des concurrents, c'est-à-dire le dialogue entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, est supprimée.**

— **Quelle solution pouvez-vous apporter ?**

— Nous avons fait le tour des organismes professionnels européens mais la France reste isolée et son système de concours est méconnu. L'Italie en organise vingt-cinq par an, la Finlande dix, l'Allemagne cinq cents, mais la France, deux mille. De plus, certains pays du Nord ont l'impression d'être en face d'une bande de mafieux méditerranéens qui refusaient les vertus d'un anonymat supposé vertueux. On peut espérer qu'il y aura un temps de latence pendant lequel des pays très fermés aux concours internationaux — la Grande-Bretagne ou l'Espagne — vont s'ouvrir progressivement. Et que les architectes n'accepteront plus de répondre à ces concours sans être payés. Mais, c'est un fait, nous sommes dans une position embarrassante.

— **Si l'architecture française a traversé une période riche pour ne pas dire faste, ses outils culturels semblent se déliter...**

— Nous sommes à la fin d'une période de grande commande publique, même si les concours, sorte de laboratoire de la profession, ne représentent que 5 % de la commande architecturale. La mutation actuelle entraîne une véritable fracture. Une partie de la profession vit encore dans le rêve de l'architecte libéral, individualiste, dans la tradition des Beaux-Arts. Mais une autre partie, des agences souvent peu connues et qui marchent bien, s'attache à réinvestir l'ingénierie, le paysage, l'économie de la construction, la conduite

des chantiers, le lien avec le projet urbain et le travail avec les collectivités territoriales.

— **Les architectes sont pratiquement absents de la réhabilitation, jugée peu valorisante. Or c'est un marché énorme et qui va s'accroissant. Les jeunes sont moins réticents. Ils considèrent qu'on peut être pleinement architecte en travaillant avec les villes, ou en s'investissant dans le secteur de la maison individuelle, trop souvent méprisé. La vraie question aujourd'hui est : comment fabriquer de la ville qui ne soit pas difficile à vivre ?**

— **Pourtant, on assiste à une montée de l'intérêt des citoyens et des associations pour la ville.**

— C'est une des raisons pour lesquelles je me réjouis de la réunion du patrimoine et de l'architecture. Car ces mêmes citoyens — qui font l'énorme succès des Journées du patrimoine — ne considèrent, quand il s'agit d'architecture contemporaine, que les premiers du classement. En utilisant le levier du patrimoine, nous pouvons montrer qu'il n'y a pas d'un côté la ville historique admirable et de l'autre une ville contemporaine conçue par des architectes mal élevés, ignorants, méprisants.

— **Les architectes vont avoir à travailler de plus en plus à partir de l'existant et non plus créer ex nihilo. Ils doivent être plus attentifs à la demande. Les associations, elles, ne doivent pas se borner à un rôle de défense, mais s'affirmer comme des partenaires et être capables de porter des projets. Il ne faut pas oublier que la ville se fait très lentement. Si la cité d'aujourd'hui nous apparaît distendue, c'est qu'elle est récente. On juge, dans leur précarité, des villes qui ont cinquante ans, en les comparant à des cités qui ont mille ans. Il est vrai qu'en un demi-siècle, et sortant d'une guerre, on a fabriqué des villes qui sont incomplètes. Dans un siècle, on aura vraisemblablement recréé quelque chose qui ressemblera à une ville savante.**

— **Avec la réforme fondamentale de l'archéologie préventive, ou celle de l'enseignement de l'architecture, nous sommes engagés dans une politique de réformes pas très spectaculaires, mais profondes.**

Propos recueillis par Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux

Géographie administrative et unité d'action

C'EST dans les vieux pots qu'on fait les meilleures soupes. L'administration est très stricte sur ce point. Ainsi la toute nouvelle direction de l'architecture et du patrimoine, juridiquement née en septembre 1998, et aussitôt surnommée avec tendresse « DAPA », ne peut-elle être décrite qu'en passant par l'énumération acrobatique de ses vies antérieures. Dont voici le résumé succinct.

A l'origine était le service des monuments historiques, dits « MH », créé par Guizot et assumé par Mérimée dès 1830, œuvre pie rattachée au ministère de l'éducation nationale jusqu'en 1959. Arrive Malraux, qui invente le ministère de la culture avec, notamment, une direction de l'architecture, chapeautant le service des MH aussi bien que l'enseignement de l'architecture. Une administration assez généreuse alors pour accepter l'ancien et le moderne.

En 1978, l'architecture quitte la

Rue de Valois pour intégrer les structures du ministère de l'environnement, puis, à partir de 1981, de l'équipement, où elle emporte aussi ses attributions en matière de sites et de secteurs sauvegardés. Mais les monuments historiques (sans leurs abords) *stricto sensu* restent à la culture. Un étrange divorce est donc prononcé, qui donne à un ministère célèbre pour la qualité de ses ingénieurs la création architecturale et une part essentielle de la protection patrimoniale.

Au sein de l'équipement, alors que le souffle de la commande publique se montre extrêmement favorable, l'architecture va donner naissance à plusieurs portées, parmi lesquelles les conseils d'architecture d'urbanisme et d'environnement (CAUE) et l'Institut français d'architecture (IFA). Les enthousiasmes sont alors grands, mais la profession ne cesse de s'appauvrir.

Le mariage de l'architecture avec l'urbanisme au sein d'une nouvelle

direction (DAU) assure la cohésion apparente de la famille, chichement dotée, comme l'indique l'état de l'enseignement, mais fière, comme le montrent les grands travaux. Face à l'Etat, la profession, passionnément individualiste, et dont les rares esprits syndicaux mériteraient une prompte béatification, a même retrouvé un ordre des architectes alors capable de propositions plutôt que de s'entre-déchirer.

JEUNES CADRES, JEUNES IDÉES

Dix ans plus tard, la famille administrative elle-même éclate. Philippe Douste-Blazy exauce le vœu de Jack Lang : la Rue de Valois récupère en 1996 l'architecture, confiée à François Barré. Dépit à l'équipement, mais dépit aussi Rue de Valois, où le patrimoine, après avoir bénéficié de l'ample passion de Christian Dupavillon, s'est racorni avec sa nouvelle directrice, Maryvonne de Saint-Pulgent. Des rapprochements sont tentés en

vain, jusqu'à la création de la direction de l'architecture et du patrimoine.

La DAPA de François Barré n'a guère plus d'outils que ses prédécesseurs dans leurs diverses configurations. Son directeur met cependant en route une fusion d'un type assez costaud pour rendre durablement périlleuse toute tentative de divorce forcé. Il rajeunit aussi les cadres, et les idées avec eux. Ses deux adjoints, Michel Rebut-Sarda et Michel Ricard, régissent sept sous-directions qui ne doivent plus autoriser la vieille querelle des anciens et des modernes. L'un a la connaissance, la conservation et la création, sorte de temple dédié à la sérénité retrouvée ; l'autre les enseignements, les réseaux, les ressources, les publics, un conglomerat qu'on appellerait ailleurs du simple et joli nom d'agitation, souvenir trentenaire.

F. E.

LES PRODUCTIONS DE L'OURS & JEAN MICHEL JOYEAU - MICHEL MILETTI
présentent

GUY Montagné
au
THEATRE DAUNOU
MISE EN SCÈNE : TERRY SHANE

LOCATION
01 42 61 69 14

974

FONDS DE SOUTIEN
CHANGON VARIÉTÉS JAZZ
subventionné par la Mairie de Paris

Eric Vigner, le fondateur de Lorient

Le metteur en scène du Centre dramatique de Bretagne conduit « Marion de Lorme » à Paris

TOUT EN RÉPÉTANT L'École des femmes à la Comédie-Française (première prévue le 27 février), Eric Vigner présente au Théâtre de la Ville (Le Monde du 12 octobre 1998) une *Marion de Lorme* qui est un manifeste. Pour lui, Hugo et Molière représentent la « poursuite d'un même travail » lancé depuis sa base arrière de Lorient, où le metteur en scène (trente-huit ans) du Centre dramatique de Bretagne (CDDB) a su, en seulement trois saisons, donner au port breton un contour radicalement nouveau sur la carte théâtrale.

L'accent est mis sur l'écriture contemporaine, la création, la transmission. Les deux tiers du budget de six millions de francs passent « dans l'artistique », grâce à une petite structure de huit permanents. Et le théâtre manifeste un engagement à la hauteur des attentes d'une ville en souffrance, de son économie, de son esprit. Breton d'origine, Eric Vigner se sent en pleine harmonie avec la mentalité celte, « sa perception de l'invisible, inscrite dans la mémoire collective, et l'utopie comme une donnée qui permet de se dépasser ».

C'est un parcours atypique, via un Capes d'arts plastiques à Rennes, qui le conduit au Conservatoire d'art dramatique à Paris, à l'âge de vingt-cinq ans. En 1986, il assiste Brigitte Jacques dans la mise en scène d'*Elvire Jouvett 40* : « Avec Jouvett, j'étais à l'école du

sentiment. Ça m'est resté. » En 1991, il fonde sa compagnie, Suzanne M., et monte *La Maison d'os* sur trois étages d'une usine désaffectée, afin que « le public soit dedans et pas devant ». La pièce sera reprise par le Festival d'automne.

Son « engagement poétique et politique » se reconnaît dans Roland Dubillard. Avec lui, Eric Vigner peut opérer dans la « connaissance directe, l'invisible, le senti » et défendre l'idée de circuit court (et de court-circuit) vers le poétique, sans marchepied livresque. Au passage, le metteur en scène s'élève contre « l'imposture » que représenterait, selon lui, l'exigence d'une culture particulière pour accéder à la création contemporaine et s'emporte contre ceux pour qui « la fable est la moindre des choses, alors qu'elle est peut-être au centre du monde ».

« LA FORCE EST EN PROVINCE »

Vient le temps de la rencontre – « fondamentale » – avec Marguerite Duras. En 1993, dans un cinéma désaffecté de la banlieue bressoise, il adapte *La Pluie d'été*. Encore une fois, il y insiste : « Ce qui m'intéresse, c'est le cœur. » Après avoir vu son travail (qui sera représenté une centaine de fois), la romancière, enthousiaste, lui offre un texte de son choix. La réponse est prête : *Hiroshima mon amour*. Secrètement, le scénario s'est imposé avec la découverte de Lorient, à cause de l'Orient bien sûr et du

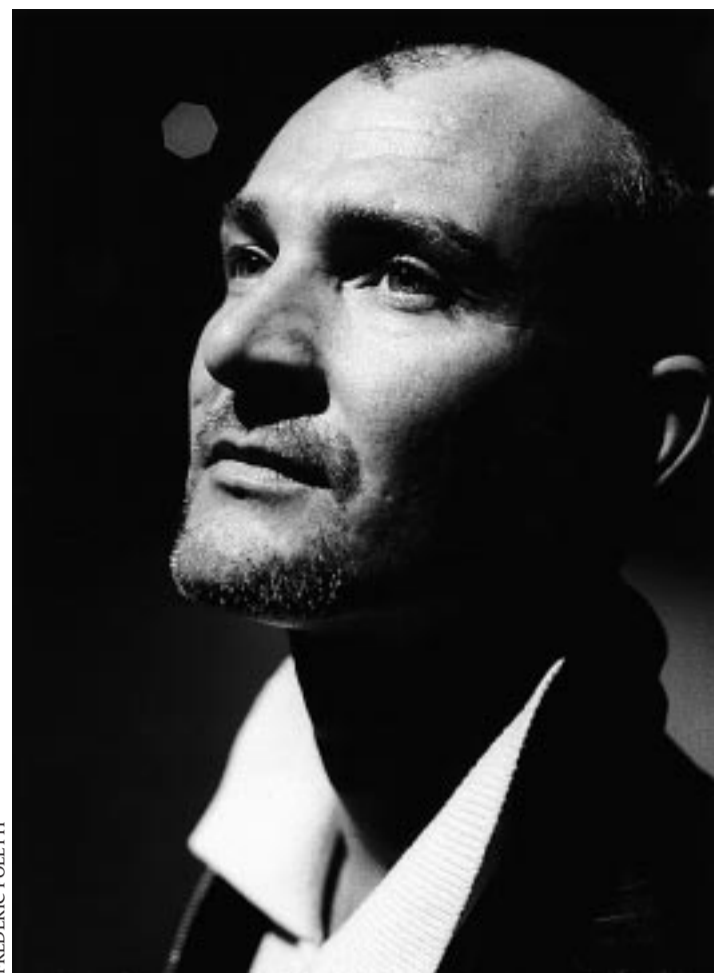
commerce avec les Indes, à cause de la base de sous-marins allemande, des bombardements américains, de cette mémoire restée là, enfouie dans le prolongement du bassin à flot, et du silence étrange qui continue d'en émaner. « Tout est juste », s'enthousiasme-t-il, mais en attendant de pouvoir le monter, c'est à *La Douleur* (avec Anne Brochet) qu'il travaille pour cet été.

Chaque année, il aura créé un spectacle au CDDB (*L'illusion comique* en 1996, *Brancusi contre Etats-Unis* en 1997, *Toi cour, moi jardin*, d'après Jacques Rebotier, et *Marion de Lorme* en 1998). Ce qui lui importe, « c'est de croire en l'objet d'art et d'ensemencer ». En trois verbes : découvrir, produire, accompagner, il remet partie de son propre avenir dans la jeune création. Déjà, il y a eu *Débrayage*, de Rémi de Vos, et *Soir de fête*, d'Irina Dalle, en 1996 ; *Combat de nègre et de chiens*, mis en scène par Anita Picchiarini, et *Le Colonel des zouaves*, d'Olivier Cadiot, mis en scène par Ludovic Lagarde en 1997 (pièce programmée au Théâtre de la Colline, à Paris, pour mai 1999) ; *Du désavantage du vent*, d'Eric Ruf, et *De Lorient à Pondichéry*, de Christiane Véricel, en 1998. Rémi de Vos, Irina Dalle et Eric Ruf auront réalisé leur première mise en scène à Lorient. Travailler avec le CDDB, c'est rester deux mois en résidence et « préparer les gens au spectacle ». Du désavantage du vent

a rassemblé 1 500 spectateurs en six représentations, dans une ville de 65 000 habitants, et *Soir de fête* a fait l'ouverture du Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis en janvier 1998 : « Cela montre, estime Eric Vigner, que la force est en province actuellement. »

« LE SPECTATEUR AU CENTRE »

Il a pris le parti des aventures, des rencontres et du partage pourvu qu'ils soient « en direction de l'avenir ». L'année 1999 devrait voir une révolution à la tête du CDDB dans la réunion de trois jeunes « hussards » de la mise en scène sous l'appellation des « NRV » (pour Nauzyciel, Ruf et Vigner). Avec l'idée de travailler à trois, dans l'égalité, dans le mélange des acteurs (déjà commencé), la communauté de pensée et la différence des identités. Leurs travaux respectifs devraient être présentés au prochain Festival d'Avignon. Ainsi, Eric Vigner se pose-t-il à l'avant-garde de ces fondateurs « qui ont commencé d'irriguer un réseau théâtral qui s'était sclérosé ». Il tempête, de sa voix douce : « Il existe une force inouïe, étouffée par une forme de pensée unique, dans un consensus de vingt ans. Les Centres dramatiques doivent être des laboratoires de forme travaillant sur le long terme, sur le fond. On est là pour créer des liens. On est juste des passeurs. Il faut cette humilité, tout le contraire de la vision roman-



FRÉDÉRIC POLETTI

Eric Vigner : « Ce qui m'intéresse, c'est le cœur. »

tique de l'artiste. Le théâtre doit mettre le spectateur au centre. C'est en ce sens que l'acte théâtral devrait être un acte gratuit : on n'attend rien en échange. »

Jean-Louis Perrier

★ *Marion de Lorme*, de Victor Hugo. Mise en scène : Eric Vigner. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. M^o Châtelet. Tél. : 01-42-74-22-77. Du 6 janvier au 30 janvier, à 20 h 30, du mardi au samedi ; à 15 heures, dimanche 24 janvier.

Fin de siècle à Nantes réussit à confronter les genres

NANTES

de nos envoyés spéciaux

L'esprit de New York en matière artistique, sujet du festival Fin de siècle à Nantes, du 30 décembre 1998 au 2 janvier, c'est aussi une facilité à tout prendre et à tout casser. Arto Lindsay, guitariste américain né au Brésil, désarticule la bossa nova avec l'aide d'un bassiste (Melvin Gibbs, l'un des meilleurs sur la place, desservi ici par l'acoustique défaillante des Olivettes, un hangar qui fut utilisé pour ranger les décors de théâtre du Centre de recherche et de développement culturel, CRDC) et d'un DJ (Andres Levin). Les hachures électrisantes et sur-saturées de son jeu de guitare ne tombent jamais à côté : elles se coulent dans la logique des mélodies, des balancements. Lindsay fut à Nantes l'activiste qu'il est en règle générale : présent à tous les concerts de ses compatriotes, curieux d'entendre la « new wave » nantaise (Dominique A, Yann Tiersen), il joua de la guitare en solo à l'Hôtel de la Duchesse-Anne, chanta aux Olivettes, donna une performance musicale dans une salle annexe de la grande rave du réveillon, avec DJ Spooky, remixeur de tout devant le Dieu platine (entendu le lendemain en duo avec le collectif Elektro Fetus et Akin, le batteur de Byzar). En bref, établit des ponts entre les genres.

Les genres sont le cadet des soucis de Zeena Parkins, harpiste aux allures sages ayant versé dans un élégant tout électronique, sonnante d'aériens déluges commandés par

Une santé financière en voie d'amélioration

En 1996, Nantes avait vécu « avec une frustration dramatique », selon Jean Blaise, directeur du festival et du Centre de recherche et de développement culturel (CRDC, scène nationale), l'annulation in extremis de la dernière édition des Allumées (rebaptisé Fin de siècle l'année 1997) consacrée à La Havane – irrité par la présence annoncée de dissidents politiques, le régime de Fidel Castro avait refusé tous les visas aux artistes invités. En 1997, Johannesburg et l'Afrique du Sud avaient provoqué un déficit de quelque 4,6 millions de francs dans les comptes du CRDC (sur 24 millions de francs de budget annuel, dont 11,5 millions de la ville de Nantes).

Epaulé par un administrateur garant de la rigueur, le CRDC s'était donné deux ans pour apurer la dette. Avec environ 30 000 entrées payantes, le Fin de siècle new-yorkais redresse la tendance, et dépasse les prévisions les plus optimistes.

les structures rythmiques des machines. Jazz, techno, musique classique ne trouvent plus ici leurs frontières, pas plus que chez Uri Caine, pianiste new-yorkais parti à l'assaut de Gustav Mahler, dont il démontre les vertus populaires. Le Mahler Project pique au compositeur la *Trauermarsch* ou l'*Adagietto* de la *Cinquième Symphonie*, un chant des *Kindertotenlieder* ou *Urlicht* de la symphonie *Resurrection*, les habillent en toute grâce de fanfare, d'esprit yiddish, de jazz. Ralph Alessi est à la trompette, Mark Feldman au violon, Jim Black aux percussions, Michael Formanek à la basse, et DJ Olive aux platines, légères, discrètes, efficaces.

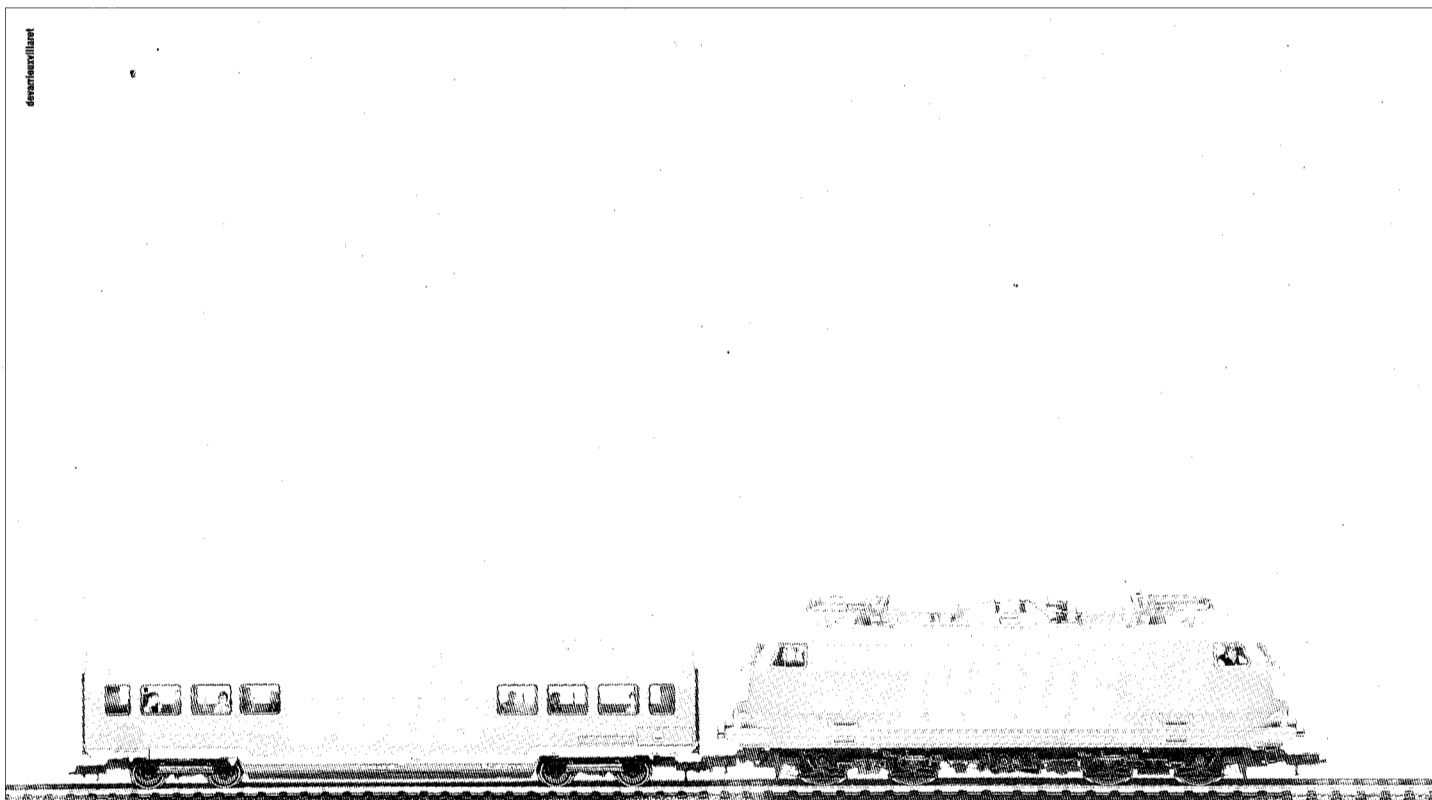
SPIRALES ET POINTES

Tous ces musiciens ont été liés, à un moment ou à un autre, à l'histoire de la Knitting Factory de New York, scène alternative et avant-gardiste, aujourd'hui référence (ce qu'est loin d'être son fonctionnement – musiciens sous-payés, accueil inexistant). François-Xavier Ruan, responsable du club Pannonica et chargé de la programmation jazz de Fin de siècle, a privilégié ce courant et celui du renouveau du free jazz dont le pivot est le contrebassiste William Parker. Le lien du festival avec les lieux excentrés a été tout spécialement accompli à cette occasion. Des publics habituellement arrêtés sur des positions toutes faites (le jazz c'est l'ennui, l'électronique du bruit) se sont croisés à l'Hôtel de la Duchesse-Anne lors de concerts courts (solo, duo) de musique improvisée et de confrontation de l'acoustique avec l'électronique, au Pannonica et à la Salle Paul-Fort. Une réussite.

Deux personnalités fortes, musicales, ont enchanté ces propositions multiples : la batteuse Susie Ibarra et le guitariste Marc Ribot. La première, présente dans plusieurs formations (avec Parker, Cooper Moore), a fait siennes les évolutions de la batterie free ; elle sait swinguer, passe de mouvements en spirales et pointes à des appels à l'Afrique. Le second, électron libre de la guitare, rapproche le son de Cuba des étincelles psychédélics et blues de Jimi Hendrix. Sa musique festive ne cède pas aux facilités.

Et puis aux Olivettes, symboles de ces échanges franco-américains, deux couples, Dominique A/François Breut et Damon Krukowski/Naomi Yang, ont laissé le festival rêveur et charmé avec une pop acoustique un peu déboussolée, des textes surréalistes, avec des instants fragiles, d'émotion sur le fil. C'est comme une respiration avant que le hangar ne devienne l'ultime point d'expérience des DJ de la jungle ou du drum'n' bass.

Véronique Mortaigne et Sylvain Siclier



Pour saisir les opportunités sur les places financières européennes, il vous suffit de nous suivre.

Vous souhaitez donner une nouvelle dimension à vos placements financiers, dans la perspective du prochain avènement de l'euro.

Le Crédit Lyonnais vous propose une gamme diversifiée de SICAV et FCP « euro » :

Lion Action Euro : FCP investi sur les marchés européens et majoritairement en actions de sociétés des pays de la zone euro.

Lion PEA Euro : FCP éligible au PEA, investi à 75% en actions françaises et 25% en actions des marchés de pays de la zone euro.

Lion Oblig Euro : FCP investi en obligations libellées en monnaies de la zone euro.

Lion Convertible Euro : SICAV en obligations

convertibles, majoritairement investie sur des titres d'émetteurs de la zone euro.

En vous ouvrant la possibilité d'élargir l'horizon de vos placements, le Crédit Lyonnais vous permet de participer à la nouvelle dynamique européenne, tout en appliquant la règle d'or de la diversification et en recherchant le meilleur équilibre entre sécurité et rendement.

La gestion de la gamme euro que nous vous proposons repose sur l'expertise, régulièrement reconnue, des équipes de recherche et de gestion de Crédit Lyonnais Asset Management, société de gestion de portefeuille, filiale à 100% du Crédit Lyonnais.



CREDIT LYONNAIS

Internet : <http://www.creditlyonnais.com>



CREDIT LYONNAIS S.A. au capital de 9 389 925 000 F. SIREN 954.509.741. RCS LYON - Siège Central 19, bd des Italiens 75002 PARIS - Tél. : 01 42 95 70 00

Mort de Rolf Liebermann, musicien élégant, qui fut un grand directeur de l'Opéra de Paris

Le compositeur suisse est mort à Paris, samedi 2 janvier, à l'âge de quatre-vingt-huit ans

Directeur de l'Opéra de Paris de 1973 à 1980, Rolf Liebermann a su refaire de Paris la capitale européenne de l'art lyrique, doter l'Opéra d'une tren-

taine d'ouvrages du répertoire prêts en permanence, inviter les plus grands artistes du monde entier pour des séries complètes de représenta-

tions, commander et créer des œuvres, ainsi que faire revenir un public qui avait pris la tangente. Il est mort à Paris, où il vivait, samedi 2 janvier.

IL N'Y A PAS longtemps encore, Rolf Liebermann et sa jeune femme étaient de toutes les premières de l'Opéra de Paris, du Châtelet, du Festival de Salzbourg. « Monsieur » Liebermann n'était pas là pour serrer les mains comme un politicien en campagne, il venait pour la musique, pour les voix, pour le théâtre. Liebermann vous regardait droit dans les yeux quelques secondes en souriant. Vous lui rendiez la pareille et tout était dit.

La discrétion, l'éducation faites homme. Une vie mise au service de la musique, de l'opéra, du talent des autres, qui avait réjailli sur un être qui avait supporté sans répondre quelques campagnes de presse calomnieuses et coups bas de la part d'une administration française à laquelle on ne se résout pas à mettre une majuscule. Rolf Liebermann, pourtant, avait choisi de vivre à Paris.

Né le 14 septembre 1910 à Zurich, comme Robert Schumann un siècle avant lui, Rolf Liebermann se lance dans des études de droit qu'il abandonnera bientôt définitivement pour la musique, qu'il étudie d'abord en privé. Le voilà, ce grand Européen d'éducation, parti pour Budapest. En 1936, il y étudie la direction d'orchestre auprès d'Hermann Scherchen, chef visionnaire, iconoclaste, intellectuel de premier ordre et tyran patenté sur le podium – dans la vie, il était communiste et on le lui fera payer.

En 1937 et 1938, Liebermann est l'assistant de Scherchen à Vienne. Retour en Suisse, où il travaille la composition à partir de 1940. De 1945 à 1950, il est producteur à la Radio de Zurich et en devient le directeur artistique de l'Orchestre. Il quitte ses fonctions en 1957 pour devenir directeur de la musique à la Radio de Hambourg. En 1959, il est nommé intendant de l'Opéra de la ville natale de Johannes Brahms.

Les qualités de directeur artistique et d'organisateur de Liebermann feront de cette maison l'un des hauts lieux de la vie musicale

Les réactions

Pour le chorégraphe Maurice Béjart, Rolf Liebermann « avait un sens musical extraordinaire et toujours une opinion juste, intelligente et drôle (...), une culture fantastique, un très grand humour ». Selon la ministre de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, Rolf Liebermann « restera en France l'homme du renouveau de l'Opéra de Paris ». Quant au premier ministre, Lionel Jospin, il estime que la France « doit beaucoup » à Rolf Liebermann, dont « la plus grande réussite aura été de faire revivre l'Opéra de Paris et de l'ouvrir à un plus large public qui donnera naissance à l'Opéra-Bastille ».



Rolf Liebermann.

allemande et internationale. Associant avec lucidité fonds de répertoire et création, Liebermann attirera à lui jeunes artistes et talents confirmés et passera commande ou assurera la création d'une quantité impressionnante de ballets et d'opéras à des compositeurs aussi différents que Marius Constant, Boris Blacher, Antonio Bibalo, Paul Burkhard, Gottfried von Einem, Alexander Goeher, Pierre Henry, Hans Werner Henze, Mauricio Kagel, Ernst Krenek, Gian Carlo Menotti, Krzysztof Penderecki, Gunther Schuller, Humphrey Searle...

En 1970, Liebermann qui avait fait savoir qu'il ne renouvellerait pas son contrat, est pressenti par Marcel Landowski, alors directeur de la musique dans le ministère de la culture que dirige Jacques Duhamel, pour devenir administrateur général de l'Opéra de Paris. Quand Liebermann prend ses fonctions en 1973, il arrive dans une « grande boutique » mal achalandée – sauf cas exceptionnel, il suffit d'acheter son billet le soir pour trouver une place –, dans un état artistique problématique que le plafond commandé par Marc Chagall par André Malraux en 1964 n'avait fait que souligner : le XX^e siècle est au plafond, la routine dans la fosse, la poussière sur le plateau. La maison est, en outre, dans un état social catastrophique.

Marcel Landowski, non sans courage, avait entrepris de s'attaquer à sa rénovation artistique dès 1969 en exigeant le décompte des services individuels pour le chœur et l'orchestre, la suppression des fausses heures supplémentaires, l'harmonisation des heures de service des différentes catégories de personnels et en licenciant à tour de bras musiciens d'orchestre, chanteurs de la troupe et danseurs.

Mal accueilli par les syndicats, par quelques journalistes qui n'admettent guère que l'on confie à un Suisse la direction de l'illustre maison et qui dénoncent l'irruption de chanteurs et de chefs d'orchestre étrangers, Liebermann remplira son contrat et celui qu'il s'était lui-même fixé : faire de Paris la capitale européenne de l'art lyrique, doter l'Opéra d'une trentaine d'ouvrages du répertoire prêts en permanence, inviter les plus grands artistes sans tenir compte de leur nationalité pour des séries complètes de représentations aux répétitions desquelles ils auront participé du début à la fin, commander et créer des ouvrages et faire revenir un public qui avait pris la tangente.

La discrétion, l'éducation faites homme. Une vie mise au service de la musique, de l'opéra, du talent des autres

Liebermann réussit à peu près sur tous ces points et voit son contrat de trois ans renouvelé. Une partie de la presse lui reproche cependant sa politique de festival permanent. De 1973 à 1980, l'Opéra de Paris connut de grandes soirées où les compromis propres à l'art lyrique – chant, direction d'orchestre, mise en scène

s'accordent exceptionnellement –, s'effacent devant des productions dont certaines ont à tout jamais marqué (*Les Contes d'Hoffmann*, *Les Noces de Figaro*, version intégrale de *Lulu*, *Faust*, *Moïse et Aaron*, *Les Soldats*, *Le Grand Macabre*, *Saint François d'Assise*, ce dernier créé après le départ de Liebermann, mais commandé par lui). Des productions qui auront durablement acquis la jeunesse mélomane à la cause lyrique.

Mis en scène et dirigés par Patrice Chéreau, Jorge Lavelli, Giorgio Strehler, Georg Solti, Karl Böhm, Lorin Maazel, Pierre Boulez, Josef Krips, Seiji Ozawa et tant d'autres, chantés par Mirella Freni, Kiri Te Kanawa, Christa Ludwig, Plácido Domingo, Katia Ricciarelli, Margaret Price, Teresa Stratas, Birgitt Nilson, Ileana Cotrubas, Régine Crespin, Jane Berbié, Yvonne Minton, Lucia Popp, Jon Vickers, Kurt Moll, José Van Dam, Martti Talvela, Teresa Berganza, Frederica von Stade, etc., ces opéras ne risquaient pas de faire crouler de rire le public devant la ringardise de certains spectacles quelques saisons plus tôt. Personne n'avait oublié le « *Astérix!* » tonitruant qui avait accueilli *Aida*...

Des grèves, dont une surprise, le 20 mars 1976, un soir où le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, avait convié « 1 500 Français méritants » – ça ne s'invente pas – sonneront le coup d'envoi de la scène de la vengeance. Tout d'un coup, l'Etat cherche noise à Liebermann, que l'on accuse d'être trop dépensier et l'inspection générale des finances s'en mêle en dressant a posteriori le bilan de trois années qu'il aurait été plus honnête de suivre au jour le jour. Tout rentre dans l'ordre, et la subvention fut augmentée.

L'affaire aurait pu n'être qu'un de ces nombreux retournements de situation de la vie musicale institutionnelle française, elle se solda par le suicide d'un énarque président du conseil d'administration de l'Opéra qui était entré en conflit avec Rolf Liebermann. Cette triste affaire fut, en son temps, commentée par des journalistes trop passionnés pour se limiter à la relation des faits. Il y a quelques années, Rolf Liebermann était encore meurtri de ce que l'on avait pu imaginer qu'il pût être la cause du suicide de Jean Salusse.

Vint 1980 et Rolf Liebermann quitta l'Opéra de Paris pour voyager et se remettre à la composition. L'Opéra de Hambourg le rappela en 1985 pour trois ans. Entre-temps, cet homme aimable – c'est ainsi que Liebermann se traduit en français – dirigea le Mozarteum de Salzbourg, conseilla de nombreux artistes, suivit d'un œil attentif ses deux poulains Hugues Gall et Gérard Mortier montrer ce qu'ils savaient faire à l'Opéra de Genève et à la Bastille, à l'Opéra de Bruxelles et au Festival de Salzbourg. Avec cet étonnant mélange de lucidité, de bienveillance, de simplicité, de curiosité d'esprit et de grande allure qui étaient la marque d'un homme proche et intimidant à la fois.

Alain Lompech

SORTIR

PARIS

Vadim Repin

Invité pour la première fois en France par Rollo Kovac, violoniste et directeur des très russes Semaines musicales de Tours, alors qu'il n'avait qu'une quinzaine d'années, le violoniste Vadim Repin a fait bien du chemin depuis. Il n'en oublie pas pour autant l'Auditorium du Louvre, qui fut l'une des premières salles parisiennes à croire en lui. Entre deux concerts avec les plus grandes formations du moment, il s'installe dans la petite salle aménagée sous la Pyramide en compagnie de quelques amis venus d'horizons divers. Surtout ne pas manquer la rencontre de ce violon à la calme virtuosité, très proche de celle de David Oïstrakh, avec celle incandescente et virevoltante du Hongrois tzigane Roby Lakatos. Cette série de concerts s'achèvera par l'interprétation du *Concerto* de Brahms avec l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam,

sous la direction de Riccardo Chailly, le 15 janvier, au Théâtre des Champs-Élysées.

Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide, 1^{er}. M^o Louvre. Les 4, 6, 7, 8 et 11 janvier, à 20 heures. Tél. : 01-40-20-84-00. 135 F ; les cinq concerts : 443 F.

Les Merdicoles

Le racisme est l'un des thèmes de ces *Merdicoles*, petit peuple des vieux quartiers de Marseille dans les années 60, coïncé entre les gargouillements des pompes à merde et les vagues d'immigrations successives. Tiré du roman éponyme de Michel Albertini, ce spectacle, mis en scène par l'auteur et Françoise Petit et interprété par Bruno Raffaelli, n'est qu'une infime partie du roman, un extrait, un point de vue, l'un des nombreux enfants naturels du livre.

Comédie-Française Studio-Théâtre, 99, rue de Rivoli, 1^{er}. M^o Palais-Royal. Du 4 janvier au 10 février. Du lundi au samedi, à 18 h 30. Relâche jeudi et dimanche. Tél. : 01-44-58-98-58. De 45 F à 80 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Animals

de Michael Di Giacomo (Etats-Unis, 1 h 43). Billy's Hollywood Screen Kiss de Tommy O'Haver (Etats-Unis, 1 h 32). Hölderlin de Nina Grosse (Allemagne, 1 h 30). Je suis vivante et je vous aime de Roger Kahane (France, 1 h 35). Piège à Hong Kong de Tsui Hark (Etats-Unis, 1 h 31). Rencontre avec Joe Black de Martin Brest (Etats-Unis, 3 h 01).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

REPRISES

L'Autre

de John Cromwell. Américain, 1939, noir et blanc, copie neuve, inédit (1 h 34). Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e. Tél. : 01-43-54-51-60. Les Contrebandiers de Moonfleet de Fritz Lang. Américain, 1955, copie neuve (1 h 23). Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e. Tél. : 01-43-54-51-60. L'Homme qui en savait trop d'Alfred Hitchcock. Britannique, 1934 (1 h 25). Action Ecoles, 5^e. Tél. : 01-43-29-79-89. La Strada de Federico Fellini. Italien, 1954, noir et blanc (1 h 40). Action Ecoles, 5^e. Tél. : 01-43-29-79-89 ; Mac-Mahon, 17^e. Tél. : 01-43-80-24-81. West Side Story de Robert Wise et Jérôme Robbins. Américain, 1960 (2 h 35). Grand Action, dolby, 5^e. Tél. : 01-43-29-44-40.

FESTIVALS CINÉMA

Charlot revient

L'Emigrant (1917) : le 4, à 15 h 40, 17 h 20 ; Le Dictateur (1940) : le 5, à 14 h, 16 h 30. Action Ecoles, 23, rue des Ecoles, 5^e. Tél. : 01-43-29-79-89. Littérature et cinéma Freud, passions secrètes (John Huston, 1962) : le 4, à 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Diamants sur canapé (Blake Edwards, 1961) : le 5, à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30. Grand Action, 5, rue des Ecoles, 5^e. Tél. : 01-43-29-44-40. Ernst Lubitsch The Shop around the Corner (1940) : le 4, à 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05. Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 3, rue Champollion, 5^e. Tél. : 01-43-54-42-34. J. L. Mankiewicz On murmure dans la ville (1951) : le 4, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Le Château du Dragon (1946) : le 5, à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30. Action Christine, 4, rue Christine, 6^e. Tél. : 01-43-29-11-30. Yasujiro Ozu Va d'un pas léger (1930) : le 4, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Printemps précocé (1956) : le 5, à 13 h, 15 h 40, 18 h 25, 21 h. Saint-André-des-Arts 1, 30, rue Saint-André-des-Arts, 6^e. Tél. : 01-43-26-48-18. Panorama du western La Chevauchée de la vengeance (Bud Boetticher, 1959) : le 4, à 16 h, 18 h, 22 h ; Johnny Guitar (Nicholas Ray, 1953) : le 5, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. Action Christine, 4, rue Christine, 6^e. Tél. : 01-43-29-11-30. Jean-Daniel Pollet Le Horia (1966) : le 4, à 21 h 45 ; L'Ordre (1974) : le 5, à 21 h 45. L'Épée de Bois, 100, rue Mouffetard, 5^e. Tél. : 08-36-68-07-52 (2,23 F/min).

DERNIERS JOURS

4 janvier : Batéké Veilleurs du monde, un atelier au Bénin Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, avenue Daumesnil, 12^e. Tél. : 01-43-46-51-61. 38 F. 10 janvier : Millet, Van Gogh Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, 7^e. Tél. : 01-40-49-48-14. 40 F.

11 janvier :

Portraits de l'Égypte romaine Musée du Louvre, hall Napoléon, 1^{er}. Tél. : 01-40-20-51-51. 30 F. Lorenzo Lotto (1480-1557) Galeries nationales du Grand Palais, square Jacques-Perrin, entrée Champs-Élysées, 8^e. Tél. : 01-44-13-17-17. 45 F.

CONCERTS



Dimanche soir au Palais Garnier

Musique de chambre

Par les musiciens de l'Orchestre de l'Opéra

von Weber Schumann - Brahms

10 janvier – 20h30

Palais Garnier Informations-Réservations 0 836 69 78 68

cit de la musique musée, concerts, centre d'information

Luigi Dallapiccola

Vol de nuit

(version de concert)

Marek Janowski, dir Orchestre Philharmonique de Radio France 12 janvier < 20h

Porte de Pantin

144 84 44 84

ensemble INTERCONTEMPORAIN

14 et 15 janvier 1999 à 20 h Ircam, Espace de projection

Philippe Hurel, Leçon de choses

Yan Maresz, Entrelacs, création mondiale

Thomas Adès, Concerto conciso

Riccardo Nova, Shama Shastri in Memoriam, création mondiale

Harrison Birtwistle, Tragœdia

ensemble INTERCONTEMPORAIN Direction, Stefan Asbury

Technique Ircam

Réservation : 01 44 78 48 16

IRCAM

Centre Georges Pompidou



AUX ABESSES DU MAR. 5 AU SAM. 9 JANVIER

LOC. 01 42 74 22 77

HELA FATTOUMI / ERIC LAMOUREUX

Wasla Ce qui relie... création pour 7 danseurs

AUX ABESSES DU MAR. 12 AU SAM. 16 JANVIER

CHRISTINE BASTIN Be

création pour 8 danseurs (4 duos)

cit de la musique

portes ouvertes les 16 et 17 janvier

Venez avec votre instrument et faites de la musique avec l'Ensemble Intercontemporain

pour les musiciens amateurs (niveau avancé)

contactez-nous pour vous inscrire et recevoir chez vous la partition de Terry Riley par téléphone au 0 144 84 45 98 de 10h à 13h et de 14h à 19h (sauf samedi et dimanche), par fax au 0 144 84 45 36 ou par internet www.cite-musique.fr - (inscriptions avant le 12 janvier)

EN VUE

■ Les médecins ont autorisé le cosmonaute **Sergueï Avdeïev**, qui passait pour la troisième fois le réveillon de la Saint-Sylvestre à bord de la station Mir, à boire un peu de cognac dans l'espace.

■ Cette année encore, à Tokyo, trois personnes sont mortes étouffées par des *mochi*, gâteaux de riz dense et caoutchouteux, dessert rituel des festins du Nouvel An.

■ Malgré des appels à la prudence, plusieurs dizaines de Polonais ont été blessés pendant les fêtes par des feux d'artifice importés de Chine vendus avec des notices en mandarin.

■ Pour les hécatombes de fin d'année, une entreprise de pompes funèbres de Port Charlotte, en Floride, offrait en promotion aux familles des victimes de la route des urnes, au choix, en forme de camion, de voiture ou de moto.

■ La montée de la misère a contraint le Vatican à augmenter de 25 % le montant des bénédictions papales reversés aux pauvres, annonce **Oscar Rizzato**, archevêque, aumônier du pape chargé d'authentifier les documents.

■ Au matin du 1^{er} janvier, un agriculteur de Pradines, près de Roanne, a trouvé une de ses vaches égarée sur place dans son herbage, privée de ses meilleures morceaux.

■ Le lieutenant **Sari**, 20 ans, vient de gagner ses galons de « première femme pilote de combat de l'armée de l'air israélienne ». Récemment, au cours du raid sur Bagdad, l'Américaine **Kendra Williams** avait obtenu, à bord de son F-18 Hornets, le titre de « première femme à avoir lancé des bombes et des missiles ».

■ Après avoir, pour « augmenter les chances » de **Benjamin Nétanyahou** aux prochaines élections générales, modifié sa *mezuzza*, parchemin propitiatoire fixé au seuil de chaque demeure juive, le rabbin **Moshé Bentov**, cabbaliste de renom, a encouragé le premier ministre à conserver ses fonctions « jusqu'à l'arrivée du Messie ».

■ **Lisa**, frêle Gitane de sept ans qui mendie à la veille de Noël devant un supermarché de Nuoro, en Italie, trouve à ses pieds un porte-monnaie. Elle le rapporte sans l'ouvrir à la caisse du magasin. La propriétaire se fait connaître, vérifie son bien – 500 000 lire (environ 250 euros) – et en sort une petite pièce pour la donner à la fillette. Indigné du peu, des clients se cotisent, mais, entre-temps, Lisa s'est envolée. Ils la retrouveront sur le chemin de sa roulotte, sautillant, souriant, serrant sa récompense dans sa main.

Christian Colombani

L'accueil poli de la presse financière internationale à l'euro

Les grands journaux qui influencent Wall Street et la City félicitent les Européens, mais continuent à insister sur les risques de la monnaie unique européenne

OBLIGÉS d'annoncer une naissance à laquelle ils n'avaient jamais cru, celle de l'euro, les grands journaux qui influencent les principaux marchés boursiers mondiaux félicitent les parents de la monnaie unique européenne. A l'instar du *Wall Street Journal Europe*, qui a modifié, ce 4 janvier et exceptionnellement, sa première page, ils accordent tous une grande place à l'événement. Mais ils continuent à exprimer leurs doutes à l'égard de ce projet.

Certes, le *Wall Street Journal Europe*, le *New York Times*, le *Financial Times* et *The Economist* insistent sur le caractère historique de cette opération. L'euro donne le coup d'envoi à « l'expérience la plus marquante » qu'ait connue l'Europe jusqu'à présent, note Peter Norman dans le *Financial Times* (daté 2-3 janvier).

DANS LA PRESSE

LES ÉCHOS

Nicolas Beytout

■ Tout s'est bien passé, et l'Histoire pourrait même retenir de ce week-end exceptionnel qu'il a été banal. Car tout s'est si bien passé qu'on en oublierait presque ce qu'il a fallu comme obstination, comme capacité d'imagination et comme maîtrise technique pour en arriver là. Obstination des hommes qui, depuis des années, militaient sans relâche pour l'avènement de cette monnaie unique. Certes, ils n'ont pas le mérite de leurs ancêtres, les visionnaires de l'immédiat après-guerre : mais quelle volonté poli-

L'euro est « incontestablement l'expérience monétaire la plus ambitieuse depuis la mise en place, au lendemain de la seconde guerre mondiale, du système de Bretton Woods », estime le *Wall Street Journal Europe* dans un long éditorial, inhabituellement nuancé, publié le 30 décembre. L'hebdomadaire britannique *The Economist*, traditionnellement plus favorable à la monnaie unique, parle quant à lui, dans son éditorial du 2 janvier, de « l'innovation monétaire la plus importante depuis la création du dollar des Etats-Unis en 1792 ».

Le *New York Times* – dont l'éditorial est repris par *l'International Herald Tribune* du 30 décembre – estime que « l'arrivée de l'euro va améliorer la situation des économies européennes, renforcer leur coopération et contribuer à la croissance

et quelle lucidité aura été la leur pour porter jusqu'au bout ce projet que le peuple au mieux ignorait, au pis redoutait !

LA LIBRE BELGIQUE

Jean-Paul Duchateau

■ On actionne un interrupteur, la lumière surgit et plus personne aujourd'hui ne s'étonne ni ne s'émerveille. Il en irait presque de l'euro comme de l'électricité : il est arrivé, il remplace sur les marchés financiers onze monnaies nationales, vieilles parfois de plusieurs siècles ; et on en oublierait de saluer la performance. Chapeau, donc, à tous ceux qui, au sein des institutions européennes, particulièrement de la nouvelle

Heard in New York:
The Euro Is Coming
(But What Is It?)

A Random Survey Uncovers
Some Curious Answers;
Beware 'Planet America'?

mondiale ». Aucun des grands titres n'insiste sur la rivalité possible entre la monnaie unique européenne et le billet vert. Le *New York Times* note que « l'euro va certainement rejoindre le dollar comme monnaie de réserve pour les banques centrales de tous les pays, certaines, par leurs ventes de dollars, contribuant à une baisse possible de la valeur de la devise américaine », mais ajoute : « Les

banque centrale et de son embryon, l'Institut monétaire, ont conçu, préparé et lancé, à l'heure dite, cette opération pourtant extraordinairement complexe.

RFI

Dominique Burg

■ Ceux qui ont cru en l'euro, ceux qui ont voulu l'euro, ont eu raison. Ils ont gagné. L'Europe est une réalité et, sur le champ politique français, le changement de perspective est total. D'un coup, brutalement, une simple cotation boursière est venue donner un sérieux coup de vieux aux débats des dix dernières années. La victoire des constructeurs de l'Europe renvoie les deux nationalismes,

Etats-Unis et d'autres pays en tireront pourtant profit si l'euro aide la croissance sur le continent ». C'est justement sur cette dernière perspective que la plupart des titres financiers internationaux émettent quelques doutes.

Pour le *Wall Street Journal*, les Européens se trompent s'ils croient que le succès de l'euro permettra, à lui tout seul, « de réduire de moitié leur taux de chômage, de générer une croissance annuelle de 3,5 % ou la création d'un Microsoft européen ». Ils se trompent aussi s'ils pensent qu'un euro faible serait souhaitable. Le quotidien new-yorkais des affaires estime que « les entreprises européennes ont plus à craindre du maintien d'une fiscalité excessive et de réglementations trop lourdes sur le marché du travail que d'un euro fort ».

Si *The Economist* abonde dans le même sens, il met en évidence une autre menace qui pèse, à ses yeux, sur ce qui n'aura été jusqu'à présent que « le projet d'une élite ». L'hebdomadaire britannique s'inquiète des risques d'une lecture trop « littérale », trop proche des textes, par les dirigeants de la Banque centrale européenne (BCE) du traité de Maastricht et par les gouvernements européens du « pacte de stabilité et de croissance », d'un excès de rigueur des uns ou des autres. Le destin de l'euro est encore incertain : il dépend, selon *The Economist*, « des dirigeants européens eux-mêmes, des circonstances et de la chance ».

PAS DE TOAST DU « FT »

S'il est, de tous les journaux financiers internationaux, celui qui couvre avec le plus d'attention l'aventure de l'euro, le *Financial Times* reste aussi le plus constant des militants anti-euro. Pour la naissance de la monnaie unique, il ne lèvera même pas « un toast de *Nouvel An* » en son honneur – comme le fait le *Wall Street Journal*. Il continue à n'y voir que l'occasion de conflits entre Européens. Le 31 décembre, il titrait en première page sur la polémique autour de la durée du mandat de M. Duisenberg, le patron de la BCE, et sur la « suspicion » que ferait naître, en Finlande, l'arrivée de la monnaie unique. Le 2 janvier, la naissance de l'euro n'était présentée, en « une », que comme une nouvelle occasion de relancer « la dispute sur l'harmonisation fiscale ».

Erik Izraelewicz

www.unicaen.fr/rome

L'ébauche d'un modèle virtuel de Rome au IV^e siècle de notre ère

ROME ne se fera pas en un jour. L'architecte français Paul Bigot (1870-1942) a consacré quarante ans de sa vie à reconstituer la Rome monumentale du IV^e siècle de notre ère, sous la forme d'une maquette en plâtre d'environ onze mètres de long sur six de large, soit presque 70 m². Il faudra une dizaine d'années à la Maison de la recherche en sciences humaines (MRSH) de l'université de Caen pour réaliser, à partir du « plan Bigot », une maquette virtuelle complète en trois dimensions accessible via Internet.

Le projet est né en 1995 d'une double frustration des dépositaires de cette œuvre hors du commun. D'une part, il faut pouvoir venir à Caen pour visiter la maquette, conservée depuis 1956 par l'université. D'autre part, même pour ceux qui font le déplacement, la taille de l'œuvre empêche de bien la voir dans toutes ses parties : « *Le visiteur ne peut que tourner autour de la maquette*, explique Philippe Fleury, coresponsable du projet. *Nous souhaitons la faire pénétrer en son cœur. La seule solution était la créa-*



tion d'un modèle numérique, diffusé via Internet.»

Aujourd'hui, une petite fraction de la Rome de Constantin est visible sur le Web, grâce à des reconstitutions en images de synthèse et des environnements tridimensionnels réalisés, à partir

de la maquette de Bigot, par les élèves de l'Ecole navale de Brest. Ainsi, l'internaute peut se promener dans le marché aux bœufs (Forum Boarium), qui s'étend au pied des collines du Capitole et de l'Aventin, et naviguer entre les entrepôts et les temples. En revanche,

les modèles du mausolée d'Hadrrien, de la colonne de Trajan, ou du montage du velum sur le Colisée, bien que déjà disponibles en 3D, sont trop volumineux pour être accessibles via Internet à cause du faible débit du réseau.

L'équipe de la MRSH a décidé de prendre son temps, afin d'accomplir une véritable œuvre scientifique. En attendant la création d'une maquette virtuelle complète, le site propose une documentation sur Rome au IV^e siècle (plus de 1 000 pages et près de 450 illustrations), qui va bien au-delà de la simple reproduction de l'œuvre de Bigot. Parmi la quarantaine de chercheurs associés au projet, les architectes ont pour tâche de retrouver les mesures précises des bâtiments, tandis que les historiens réactualisent le site au rythme de leurs nouvelles découvertes sur la Rome antique. « *Le travail est sans fin, constate Philippe Fleury. Dans cette histoire, nous partageons avec Paul Bigot le même grain de folie.* »

Sylvie Dodeller

SUR LA TOILE

VIE PRIVÉE

■ L'Association des informaticiens de langue française (AILF) poursuit sa campagne contre l'amendement à la loi de finances 1999, qui autorise l'administration du Trésor à utiliser le numéro de Sécurité sociale des contribuables. L'AILF, qui considère cette mesure comme une atteinte aux droits individuels et au respect de la vie privée, a ouvert sur Internet un site d'information et un forum de discussion. www.francofonie.net/ailf/

SUICIDE

■ La police japonaise a ouvert une enquête sur un site Internet vendant par correspondance des capsules de cyanure de potassium aux internautes souhaitant se suicider. Au moins deux personnes auraient déjà mis fin à leurs jours par ce moyen, dont l'administrateur du site. La police n'a pas divulgué l'adresse du site. – (Reuters.)

VIVRE LA VILLE

■ Dans le cadre du colloque « Vivre la ville », organisé le 19 janvier au siège de l'Unesco à Paris, la Caisse des dépôts a ouvert un forum de discussion sur le thème du renouvellement urbain. dfe.caisseedesdepots.fr/vivre-la-ville

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à
360^F
d'économie
soit
7 semaines
de lecture
GRATUITE*

Offre valable jusqu'au 31/12/99

ABONNEZ-VOUS ET
DEVENEZ LECTEUR
PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

3 MOIS - 562 F 6 MOIS - 1 086 F 1 AN - 1 980 F

au lieu de 585 F* au lieu de 1 170 F* au lieu de 2340 F*

* Prix de vente au numéro (Tarif en France métropolitaine uniquement) Soit 360 F d'économie

Je joins mon règlement soit : F 901 MQ 001

par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature: _____

M. Mme Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

	TARIFS HORS FRANCE	
	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne
1 AN	2 190 F	2 960 F
3 mois	598 F	790 F

• Pour tout renseignement concernant : le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement etc.
Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi.

• Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension vacances un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99 F TTC/min)

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc 60646 Chantilly Cedex

L'euro en majesté

par Alain Rollat

CE SERAIT une erreur de penser que, dimanche soir, la direction des programmes de M 6 s'est étonnée. Non ! Elle n'a pas été victime d'un bogue chronologique quand elle a décidé de consacrer son premier magazine « Zone interdite » de 1999 aux embarras financiers de l'aristocratie française alors que l'eurocratie européenne entrait déjà dans le troisième millénaire en intronisant sa monnaie unique en grande pompe médiatique. Personne n'était mieux placé que les descendants d'Hugues Capet pour étalonner à sa juste valeur cet enterrement historique de la souveraineté du franc. Lorsqu'ils examineront les révélations fournies par cette royale enquête sur les dessous de la Maison de France à la lumière des informations délivrées au même moment par les chaînes de télévision populaire, les historiens de l'an 3000 feront des constatations passionnantes.

Ils compatiront aux misères culinaires du prince Jean d'Orléans, héritier de Louis-Philippe, duc de Vendôme, prétendant au trône national, que la rigueur des temps républicains obligeait à un travail salarié pour gagner son pain et contraignait même à assaisonner ses salades sans domestique parce que, à Paris, le prix du hamburger atteignait déjà 2,74 euros. Ils pleureront sur la déchéance de son père déshérité, Henri d'Orléans, comte de Clermont, réduit à commercialiser son nom au profit d'un marchand de parfums pour une poignée de royalties (400 000 francs en 1998 !) parce que, à Paris, le ticket de métro valait déjà 1,22 euro. Ils se lamenteront sur la déconfiture patrimoniale de son grand-père, Henri de France, comte de Paris, humilié par les mesquineries de la fiscalité jusqu'au point de vendre aux enchères non seulement ses portraits de famille et son argente-

rie, mais aussi les diamants de la reine Amélie, son aieule... Oui, ma chère ! Le tout pour la bagatelle de 20 millions de francs...

Ces historiens comprendront mieux, alors, l'impériale réplique faite ce soir-là par le grand argentier Dominique Strauss-Kahn à la princesse Chazal de TF 1, qui avait osé suggérer que l'avènement de l'euro risquait d'être interprété comme une abdication du franc : « *On a perdu notre pouvoir monétaire... - Non ! On l'a retrouvé !...* » Sa longue adresse au peuple de France était si magnifique d'auto-satisfaction, si forte de condescendance à l'égard du roi-dollar, si pleine de « je » de majesté, que les généalogistes résumeront cette entrée en scène de DSK 1^{er}, fondateur de la dynastie des eurodateurs, par l'une de ces formules dont les têtes couronnées gardent la nostalgie depuis le Roi-Soleil : « L'euro, c'est moi ! »

Euroka !

par Pierre Georges

L'EURO fait-il le bonheur ? De cette grave question nous aurons tout loisir de débattre. Longtemps ! Très longtemps ! Tout le temps qu'il nous faudra pour apprivoiser la bête à six chiffres, ce mille-pattes monétaire dont quelques pervers bruxellois et autres nous ont fait cadeau pour la Saint-Sylvestre.

Bon euro ! Et tous nos vœux de calcul mental ! Les braves gens ! Sachant qu'un euro vaut 6,55957 francs, que le kilo de mandarines pèse raisonnablement 12,50 francs rue Mouffetard, dans le sens de la descente comme de la montée, combien coûtera en euros à M^{me} Tiberi, qui s'y aventure parfois, l'achat d'un filet de 3 kilos desdites mandarines ? Ah ! funérailles. Pauvre Jean ! Pauvres gens !

Nous aurons tous, c'est décidé, à passer ainsi notre certificat d'euro, canton par canton, avec coups de règle à calcul sur les doigts, bonnet d'âne pour les cancrs, et cours du soir dans ces établissements de jeux, vulgairement appelés banques. Nous devons tous convertir, avec la foi du converti, nos lamentables émoluments en un misérable petit tas d'euros. Nos fins de mois seront européennes, c'est-à-dire encore plus abyssales et insondables que jamais.

Euroka ! Dans nos baignoires, nous calculerons le juste poids, en monnaie de Francfort, de nos flottilles et disponibilités diverses. Notre vie deviendra un devis permanent puisqu'il n'y suffira plus de savoir combien cela coûte, mais aussi combien cela fait réellement. Les habitués du vieux franc, ils existent, feront le triple salto avant, du trapèze monétaire, dans l'admirable saut périlleux du passé vers l'avenir. Un euro en anciens francs, sous la pile de linge à

la lavande, dans l'armoire de nos mémoires, cela va être gratiné !

Cela l'est déjà. Par exemple *Le Monde*. On ne peut pas dire que ce journal n'aille pas de l'euro ! Titre de « une » samedi 2 janvier : « Euro : les Onze sont heureux de leur enfant ». N'y manquait guère que le point d'exclamation et l'état civil des joyeux géniteurs pour que le faire-part joue de la fanfare. Titre de « une » dimanche-lundi 3-4 janvier : « Euro : premiers pas ». Née à la Saint-Sylvestre, elle marchait avec les rois mages, la divine monnaie !

Euroka ! *Le Monde* du 2 janvier toujours en haut à gauche. Une petite ligne : « cinquante-cinquième année - N° 16776 - 7,50F - 1,14 euro France métropolitaine ». 7,50 francs, cela pouvait paraître élevé. 1,14 euro, c'est donné ! Savoir que l'on travaille dans un journal si bon marché, c'est rassurant, c'est moderne, c'est beau, c'est euro ! « *Notre avenir commence au 1^{er} janvier 1999* », a affirmé le chancelier allemand Gerhard Schröder. En route vers l'avenir donc en pleurant des larmes de champagne dans le casque de notre aïeule la Semeuse.

De toutes les manières, notre compte est bon. Toute résistance semble vaine. Bien sûr, on entend ici et là se lever les troupes de la coalition, les vieux francs, les anciens Francs. Bien sûr, on voit grimper sur leurs fidèles destriers Philippe de Villiers et Charles Pasqua, Don Quichotte de Vendée et Sancho Pança des Hauts-de-Seine, sus au moulin à monnaie unique ! Trop tard, les gaillards, l'euro est né, même les banques y ont veillé en de furieux réveillons de conversion. Et même Jean-Pierre Chevènement n'y peut plus rien qui revient, ce jour, place Beauvau, dans un monde tout beau, tout euro !

Une nouvelle sonde américaine a été lancée vers la planète Mars

Cet engin de la NASA part à la recherche de l'eau

A QUOI ressemble le bruit du vent sur Mars ? Il faudra patienter onze mois pour avoir la réponse à cette question qui aurait pu être le titre d'une des *Chroniques martiennes* de l'écrivain américain Ray Bradbury. Onze mois, soit le temps pour la sonde américaine Mars Polar Lander (MPL) de parcourir 757 millions de kilomètres dans le vide interplanétaire. Lancée du centre spatial Kennedy à Cap Canaveral (Floride) dimanche 3 janvier, cet engin de la NASA emporte un micro dans ses bagages. Mais cette fonction de preneur de son ne sera qu'un hobby annexe pour MPL, dont la mission principale consistera, trois mois durant, à détecter la présence éventuelle d'eau dans le sol martien.

Contrairement à ses trois prédécesseurs (les deux stations Viking en 1976 et Mars Sojourner en 1997) qui avaient travaillé dans la zone équatoriale, MPL se posera non loin du pôle sud de la planète rouge à la fin du printemps. A cette époque de l'année martienne, le soleil ne se couche jamais sur cette région. Jusqu'alors, les images reçues de Mars se résumaient à « des tas de cailloux, deux-trois collines à l'horizon », rappelle Edward Weiler, qui dirige le département de science de l'espace de la NASA. « Cette fois-ci, poursuit-il, je n'ai pas la moindre idée de ce que nous verrons. »

Une fois posé sur ses trois pattes, Mars Polar Lander, grosse araignée métallique d'un mètre de haut pour plus de 3 mètres de largeur et un poids de 576 kilos, déploiera un bras robotisé de 2 mètres de long. Cet organe articulé permettra à la sonde de creuser de petites tranchées et de re-

cueillir des échantillons de sol. Ceux-ci seront ensuite placés dans un mini-four et portés à haute température afin de pouvoir recueillir d'éventuels gaz comme la vapeur d'eau. D'autres instruments transmettront des informations sur la météorologie martienne dans cette région extrême.

Quelques minutes avant de se poser, Mars Polar Lander larguera

de joli gadget même si l'idée en revient à Carl Sagan, un astrophysicien américain disparu en 1997, qui avait déjà pensé à placer à bord de la sonde Pioneer-10, lancée le 2 mars 1972, une plaque en or représentant un homme et une femme nus et une série de symboles concernant le système solaire. Un message pour d'éventuels extra-terrestres, mais aussi

Une décennie d'étude de la Planète rouge

Le succès du robot Sojourner, dont les roues ont marqué le sol martien pendant l'été 1997, a ouvert la voie à une décennie d'étude de la Planète rouge. La NASA a obtenu le feu vert pour un important programme de sondes qui se succéderont tous les deux ans. Alors que Mars Global Surveyor, lancé en même temps que Sojourner, poursuit sa mission, il doit être rejoint par Mars Climate Observer, tiré le 11 décembre 1998, et Mars Polar Lander, parti le 3 janvier. En 2001, un nouveau couple d'engins porteurs d'une réplique de Sojourner partira. En 2003, l'Europe devrait lancer Mars Express, tandis que la NASA enverra à nouveau un robot et un engin capable de mettre provisoirement en orbite les échantillons recueillis sur la Planète rouge. En 2005, cette opération sera rééditée, mais ce n'est qu'en 2006 que ces échantillons seront récupérés et ramenés en 2008 vers la Terre par une sonde française lancée par Ariane-5.

deux mini-sondes de la taille d'un ballon de basket, qui iront se planter dans le sol à quelque 100 kilomètres de l'endroit où atterrira MPL. Une expérience à haut risque pour la NASA, qui souhaite vérifier si ce type d'engin est capable de survivre au choc et d'aller détecter la présence éventuelle d'eau à un mètre de profondeur. Cette quête de l'eau n'est qu'un prélude nécessaire à celle de la vie, fort médiatique, qui justifie le regain d'intérêt pour la planète rouge, petite sœur froide de la Terre.

Quant au petit microphone transporté par MPL, il fait figure

un moyen d'intéresser le public à la conquête spatiale. « *J'espère me tromper, mais je ne pense pas que nous entendrons vraiment le bruit du vent soufflant dans les arbres* » avec ce micro, s'amuse John McNamee, le directeur du projet. Certains scientifiques estiment que les seuls bruits détectables seront ceux émis par le bras articulé et les systèmes internes de Mars Polar Lander...

Pierre Barthélémy

Tirage du Monde daté lundi 4 janvier 1999 : 568 105 exemplaires

1-3

Seize personnes tuées dans une mosquée chiite au Pakistan

SEIZE personnes ont été tuées et au moins vingt-cinq autres blessées, lorsque des hommes armés ont ouvert le feu, lundi 4 janvier, sur des chiites en prière à l'intérieur de la mosquée chiite de Karamdad Koreshi, à quelque 300 kilomètres au sud de Lahore, la capitale de la province de Pendjab. Treize des blessés seraient dans un état critique, selon la police. La fusillade a eu lieu alors que les fidèles finissaient la prière du matin marquant le début de la journée de jeûne en ce mois de ramadan.

D'après des témoins cités par l'agence Associated Press, les assaillants, qui étaient à motocyclettes, ont arrosé la mosquée de balles. D'autres témoins ont indiqué avoir vu des hommes masqués prenant la fuite après la fusillade. L'AFP indique pour sa part que la fusillade est l'œuvre de quatre inconnus, qui ont pénétré en voiture et ouvert le feu avec des fusils d'assaut Kalachnikov sur les nombreux fidèles.

Un conflit sanglant, qui a déjà fait des centaines de victimes, essentiellement dans la province du Pendjab, oppose les sunnites aux chiites, les deux principaux protagonistes étant le groupe sunnite *Sipah-e-Sahab* et une organisation chiite connue sous le nom de *Tehrik-e-Jafria*. Ce massacre confirme la poursuite des affrontements religieux au Pendjab, la plus puissante et la plus peuplée des provinces du Pakistan, pays de 140 millions d'habitants, dont 20 % de chiites. La violence endémique (politique, religieuse ou de droit commun) qui affecte le Pendjab a fait plus de 1 100 morts en 1998. — (AFP, AP)

HORS-SERIE

SCIENCE ET AVENIR

L'eau-delà

des astronomes,
des philosophes,
des religieux...

LES RAISONS D'Y CROIRE

TÉMOIGNAGES EXTRAORDINAIRES

Y A-T-IL UNE VIE APRÈS LA VIE ?

Un Edmond Maire peut en cacher un autre

UNE HOMONYMIE complète a conduit à attribuer par erreur à Edmond Maire, ancien secrétaire général de la CFDT, la promotion au grade de chevalier de la Légion d'honneur d'un autre Edmond Maire, président d'un office de tourisme, le 1^{er} janvier. La confusion était d'autant plus imparable que cette promotion a été accordée sur proposition du secrétaire d'Etat au tourisme, alors que l'ancien secrétaire général de la CFDT est actuellement président du groupe de tourisme VVF vacances.

Soulignant qu'une vieille tradition syndicale veut que l'on refuse toute promotion de ce type, M. Maire a déclaré à l'AFP : « *Par le passé, j'ai refusé au moins dix fois, et toujours fermement, des propositions de promotion émanant de ministres de droite ou de gauche, voire de premiers ministres* ». « *Je ne me vois (toujours) pas rentrer dans la Légion d'honneur* », a-t-il ajouté. Sans dénier à celle-ci son caractère honorable, il a déclaré que « *ce n'est pas à l'Etat de décider qui est honorable ou pas* ».

■ **FRONT NATIONAL** : Bruno Mégret, l'ancien délégué général du Front national (FN), estime, dans un entretien publié dans *Le Parisien* (daté 4 janvier), que le congrès extraordinaire qu'il a convoqué les 23 et 24 janvier à Marignane (Bouches-du-Rhône) résulte de « *la simple application de nos statuts* ». « *Ce qui en sortira, c'est le Front national légal* », dit-il en affirmant que si Jean-Marie Le Pen « *ne vient pas à Marignane, il sera à la tête d'un FN résiduel et, on peut le dire, illégal* ». Récusant l'idée que le FN serait en cours d'« *implosion* », M. Mégret estime qu'il s'agit davantage d'une « *crise de croissance* ». Son ambition n'est pas de « *créer un parti différent* », mais d'« *attirer tous ces Français qui, au moins une fois, ont déjà voté FN* ». M. Mégret rappelle, lorsqu'on lui demande s'il y a des différences idéologiques entre M. Le Pen et lui-même, qu'il a « *été le maître d'œuvre* » du programme du FN.

Le plaisir de savoir
Science & Vie

OVNIS

Pourquoi
la science s'y
intéresse enfinAujourd'hui un fait est établi :
une proportion non négligeable
d'étoiles possèdent des planètes.
Abritent-elles des formes de vie ?

Et aussi

Enquête :
Biologie :
Ils veulent changer l'espèce humaine !Fourmis :
Le conflit social dans les gènesEncyclopédie du XX^e siècle :
les matériaux artificiels
(des bas Nylon au TGV)

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI